

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LE « POPULISME AUTORITAIRE » EN TANT QUE RÉPONSE À LA CRISE DE
LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET
UNE TENTATIVE DE LECTURE DU GOUVERNEMENT DE L'AKP EN TURQUIE**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Cemil YILDIZCAN

Directeur de Recherche: Prof. Dr. Ahmet İNSEL

DÉCEMBRE 2009

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	II
ABREVIATIONS	IV
RESUMÉ	V
ABSTRACT	VIII
ÖZET	X
INTRODUCTION	1
I. L'ÉTENDUE RÉELLE DU POPULISME AUTORITAIRE	5
1.1. L'ÉMERGENCE DU CONCEPT DE POPULISME AUTORITAIRE	6
1.1.1. <i>La fin des Trente Glorieuses</i>	7
1.1.2. <i>La panique morale et l'appel de l'autoritarisme</i>	10
1.2. LES PRINCIPALES THÈSES DU POPULISME AUTORITAIRE	14
1.2.1. <i>Un instrument pour comprendre le « thatchérisme »</i>	15
1.2.2. <i>Autoritaire, mais populiste !</i>	19
1.3. L'ARRIÈRE-PLAN THÉORIQUE ET LES THÈMES ASSOCIÉS	23
1.3.1. <i>Le peuple, le bloc du pouvoir, l'État et le populisme autoritaire</i>	24
1.3.2. <i>Poulantzas : l'étatisme autoritaire</i>	28
1.3.3. <i>Gramsci : l'hégémonie expansionniste et la Révolution passive</i>	31
1.4. LES APPROCHES CRITIQUES ET REMARQUES CONCLUSIVE	34
II. POPULISME ET DEMOCRATIE	37
2.1. REGARD GÉNÉRAL SUR LA LITTÉRATURE DU POPULISME	39
2.1.1. <i>La question des catégories</i>	39
2.1.2. <i>La recherche d'une autre approche alternative</i>	46
2.2. POPULISME VS. DEMOCRATIE	51
2.2.1. <i>Populisme, idéologie, représentation</i>	52
2.2.2. <i>Le populisme : une pathologie de la démocratie</i>	56
2.3. REPLACER LE POPULISME AUTORITAIRE	59
2.3.1. <i>« Mind the gap »</i>	59
2.3.2. <i>Néo-populiste « zeitgeist » : Populiste, mais autoritaire !</i>	64
III. LA VENTRILOQUIE POPULISTE DU POUVOIR : L'EXPERIENCE DE L'AKP	71
3.1. LES DISCUSSIONS SUR LE POPULISME EN TURQUIE	73
3.1.1. <i>Le sujet du populisme en Turquie : nation ? peuple ? État ?</i>	73
3.1.2. <i>La « nouvelle droite » et le populisme</i>	82

3.2. UNE RELECTURE DU POUVOIR DE L'AKP : UN « NOUVEL USAGE » DU POPULISME ?	86
3.2.1. <i>L'interminable voyage de la « périphérie » vers le « centre »</i>	87
3.2.2. <i>La réinvention de l'usage populiste de l'autoritarisme étatique</i>	91
3.2.2.1. <i>L'axe étatique : l'injection des éléments communautaires dans la structure de l'État</i>	93
3.2.2.2. <i>L'axe politique : démocratisation ou étatisme autoritaire ?</i>	100
3.2.2.3. <i>L'axe sociétal : des fantasmes démocratiques aux anxiétés populaires</i>	107
3.2.2.4. <i>L'axe gouvernemental : des gouvernements sans pouvoir au gouvernement d'opposition</i>	111
3.3. REMARQUES CONCLUSIVES.....	116
CONCLUSION	120
BIBLIOGRAPHIE	126

ABREVIATIONS

DP	: <i>Demokrat Parti</i> (Parti démocrate)
SP	: <i>Saadet Partisi</i> (Parti de la félicité)
AP	: <i>Adalet Partisi</i> (Parti de la Justice)
AKP	: <i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> (Parti de la justice et du développement)
ANAP	: <i>Anavatan Partisi</i> (Parti de la mère patrie)
MNP	: <i>Milli Nizam Partisi</i> (Parti de l'ordre national)
RP	: <i>Refah Partisi</i> (Parti de la prospérité)
SCF	: <i>Serbest Cumhuriyet Fırkası</i> (Parti républicain libéral)
CHP	: <i>Cumhuriyet Halk Partisi</i> (Parti républicain du peuple)
MSP	: <i>Milli Selamet Partisi</i> (Parti du salut national)
FP	: <i>Fazilet Partisi</i> (Parti de la vertu)
DTP	: <i>Demokratik Toplum Partisi</i> (Parti de la Société Démocratique)
Dev-Yol	: <i>Devrimci Yol</i> (la Voie révolutionnaire)
TÜSİAD	: <i>Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği</i> (Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie)
YARSAV	: <i>Yargıçlar ve Savcılar Birliği</i> (Union des juges et procureurs)
HSYK	: <i>Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu</i> (Conseil supérieur des Juges et Procureurs)
TTB	: <i>Türk Tabipleri Birliği</i> (Union des Médecins turcs)
SSK	: <i>Sosyal Sigortalar Kurumu</i> (Organisme de sécurité sociale)
Bağ-Kur	: <i>Esnaf ve Sanatkarlar ve Diğer Bağımsız Çalışanlar Sosyal Sigortalar Kurumu</i> (Caisses de retraite pour les travailleurs à son propre compte)
Emekli Sandığı	: <i>Emekli Sandığı</i> (Caisse de retraite des fonctionnaires publiques)

RESUMÉ

Cette thèse de recherche a l'intention de discuter la signification actuelle de l'approche du populisme autoritaire, qui est né comme une réponse à la crise du capitalisme dans les années 1970. Dans ce contexte, la thèse tente de comprendre si le populisme s'est développé comme une solution à la crise des démocraties ou non. La thèse aborde le débat sur l'actualité du populisme autoritaire via le rapport entre le populisme et la démocratie, et prétend que cette perspective offre un cadre explicatif pour la politique de la Turquie.

Pour cela, dans le premier chapitre, on a fait une analyse du contexte historique et politique de l'émergence du concept de *populisme autoritaire* et focalisé sur les causes qui le déclenchent. Il est possible de soutenir que l'effort de compréhension thatchérisme était un motif principal pour sa formulation. Stuart Hall, en promouvant pour la première fois le terme de *Thatchérisme*, avait voulu attirer l'attention de la gauche d'Angleterre sur la redéfinition radicale de l'espace politique à la fin des années 70 et au début des années 80. Hall et ses collègues avaient insisté sur le fait que ladite évolution n'était pas qu'un simple changement des politiques.

Ils ont publié d'innombrables articles où ils soulignaient l'importance de la transformation qui, selon eux, avait modifié les bases du consentement social, parce que celle-ci pourrait offrir une occasion à la gauche de proposer une solution alternative. L'un des outils analytiques les plus efficaces qu'ils développèrent dans ce processus fut sans doute le concept de *populisme autoritaire* qui renvoie directement à la relation politique et idéologique entre le bloc hégémonique, l'État et la société. Il n'est qu'à une échelle limitée que ce travail mena un débat sur cette notion qui alimente une base de débat assez large allant de la théorie d'hégémonie jusqu'à la théorie d'État.

On a fait l'accent sur le rôle considérable de la transformation que le système capitaliste a subi au niveau mondial, mais aussi à l'échelle de l'Angleterre, dans la naissance du concept de *populisme autoritaire*. C'est suite à la crise du capitalisme que le consensus social-démocrate de la période de l'après-Deuxième Guerre Mondiale s'est dissout et qu'une transformation néolibérale s'est effectuée. Conformément à ce processus, ce mémoire propose de traiter le populisme autoritaire comme une initiative pour organiser la participation et le consentement populiste à un discours néolibéral d'anti-étatisme. L'aiguïsement de la distinction entre les espaces économiques et politiques a imposé d'une part l'anti-étatisme et d'autre part la consolidation inévitable et accentué de l'exécutif. Nous avons accordé une importance privilégiée à la transformation de l'anxiété sociale, ayant eu lieu à la naissance du populisme autoritaire et surtout au cours des années de crise, vers une sorte de crainte et à la création d'une ambiance de "panique morale"; et nous avons

spécifiquement souligné que les raisons socio-psychologiques qui avaient poussé la société à soutenir l'autoritarisme demeurent toujours.

Il est évident qu'une étude construite autour de cette notion nécessitait un débat sur le problème d'hégémonie et le concept d'État. Nous nous sommes également servi des concepts *d'étatisme autoritaire* de Poulantzas et celui de *l'hégémonie expansive-révolution passive* de Gramsci qu'il avait développé dans le contexte de conceptualisation de l'hégémonie. Comme on peut en facilement comprendre, on a mené un débat dont la recherche de légitimité et d'hégémonie de l'État reste au cœur.

Quant au deuxième chapitre ce mémoire se porte sur une autre dimension qui complète ce dispositif: le rapport à la démocratie. Le rapport entre le populisme et la démocratie constitue une faille importante dans la littérature. La raison en est que tous les deux concepts se rapportent au « peuple » et à la « représentation politique du peuple ».

Il existe une autre raison qui nous pousse à nous interroger sur le rapport du populisme à la démocratie. La démocratie a joué un rôle important dans la perte d'estime du concept de populisme dans les milieux des sciences sociales. Effectivement, des caractéristiques qu'on assigne au populisme comme le manque de support intellectuel ou le fait d'être un mode de participation et de représentation prématuré, renvoient souvent directement ou indirectement au défaut de la démocratie. Il faut donc chercher à comprendre si le rapport entre la démocratie et le populisme est un rapport de complémentarité ou de substitution. Dans cette perspective on a débuté par une discussion sur l'idéologie populiste et la représentation démocratique et ensuite, on a discuté le rapport démocratie/populisme à l'aide des métaphores comme pathologie, symptôme, spectre et shadow.

Dans le dernier chapitre, nous avons questionné la capacité explicative de ces débats pour le gouvernement de l'AKP (Parti de la justice et du développement) en Turquie. La première question qu'on rencontre en ce qui concerne l'expérience de l'AKP est similaire à la question posée par Stuart Hall et ses collègues sur le Thatcherisme; comment l'AKP a pu obtenir un pourcentage de vote extraordinaire dans la période récente, alors qu'il met en place l'une des plus grandes régulations néolibérales qui est au détriment des intérêts de la plupart des classes populaires, avec les privatisations, flexibilisations, convertissement à l'économie du marché, soustraction des avantages de sécurité sociale.

En cherchant à répondre à cette question, on a essayé de répondre à la question « en principe, de quelle sorte de transformation sociale l'AKP est le sujet ? ». Cette transformation ne peut pas être simplement réduite à l'application d'une stratégie d'accumulation néolibérale. Nous avons évalué l'AKP en tant que réponse de la politique bourgeoise contre la crise d'hégémonie née dans la période de l'après-1980 et qu'elle n'avait pas pu dépasser jusqu'à la naissance de ce parti. Il faut discuter la spécificité des thèmes de "transformation radicale" que le pouvoir d'AKP mène. Si l'on traite le cas à l'égard de la crise et de la transformation de l'État capitaliste, il devient possible de dire que le pouvoir d'AKP ne représente pas une pratique de pouvoir unique et *sui generis*. Toutefois, la transformation de l'État capitaliste et les politiques de l'AKP en tant qu'acteur de ce dernier portent une importance spécifique quand même.

Ce mémoire propose le populisme autoritaire comme un cadre analytique pour discuter du conflit hypothétique entre la démocratie et des acteurs du régime de tutelle, ainsi que la qualité de la transformation de L'État et pour faire une analyse critique de l'image réformatrice créée par le gouvernement de l'AKP dans la perception populaire.

ABSTRACT

This MA thesis aims at discussing the current signification of the *authoritarian populism* approach, which was born as a reply to the crisis that capitalism has been undergoing in 1970s. In this context, the thesis tries to understand whether populism has developed as a solution to democracies' crisis. The thesis contributes to the debate on actuality of authoritarian populism via the link between populism and democracy, and argues that this perspective provides an explicative framework for Turkish politics.

In this aim, in a first chapter, the thesis makes an analysis of the historical and political context that grounded authoritarian populism, and puts a particular emphasis on its causes. It is possible to argue that the effort of understanding Thatcherism was a main motive for the development of this genuine concept. When they made use of the term "Thatcherism" for a first time, Stuart Hall and colleagues were aiming to emphasize that political area was undergoing a radical redefinition at the end of '70s and at the beginning of '80s.

They have published a considerable number of articles where they have emphasized that they were considering the change (which was taken as a change realized in the very basis of social consent) as an opportunity for the Left for an eventual alternative rise. *Authoritarian populism*, which was one of the most effective analyses that appeared as a product of this process, was about the political and ideological nexus between power bloc, State and people. The present thesis is tackling this concept, which covers a wide spectrum of debates from the theory of hegemony to the theory of State, via a limited number of themes, and deals with its understanding and application.

It is emphasized that the transformation that was underwent by capitalist system on a world scale and on the scale of the United Kingdom played a major role in the genesis of the concept. Along with the crisis of capitalism, the social democrat consensus of the post-World War II era has been dissolved, and a neoliberal transformation has consolidated itself. This thesis regards authoritarian populism as an attempt to organize a populist participation and consent to a neoliberal anti-statist discourse, in harmony with this transformation process. The sharpening of the distinction between economic and political spheres involved a reinforcement of anti-statism on the one hand, and, in an unavoidable and emphasized manner, a reinforcement of executive power on the other hand. We put a particular emphasis on the importance of the creation of a moral panic by the transformation of social anxieties into fear especially during crisis years in the genesis of authoritarian populism, and we conclude that the socio-psychological causes that prompted society to sustain authoritarianism are still valid.

An analysis in the axis of this concept generated the necessity of depicting the debates on the problematic of hegemony and on State. We also mentioned the concept of *authoritarian statism* proposed by Poulantzas, as well as the dual concepts of *expansive hegemony/passive revolution* developed by Gramsci in the framework of his hegemony analysis. We tried to make a discussion in the axis of the search of legitimacy and hegemony by the State.

The second part of the thesis tackles another dimension that will complete this scheme: the relationship with democracy. The nexus between populism and democracy consists an important problematic point in the scholarly literature. The main reason of that is related to the fact that both of these concepts are firmly related to “people” and “people’s political representation”.

The democracy nexus has another importance for populism. In the loss of credit of this concept in humanities, democracy plays an important role. Themes such as intellectual inadequacy, premature political participation and lack of a representative form, which are attributed to the concept, are immediately or indirectly related to the concept of democracy. For this reason, we should answer if there is a relation of complementarity or a relation of substitution between democracy and populism. In this context, we discussed the themes of populist ideology and democratic representation, afterwise, we discussed the duality democracy/populism while referring to metaphors like pathology, symptom, ghost, and shadow.

In the last part, we questioned the explicative nature of these debates for AKP (Justice and Development Party) government in Turkey. The first question that comes up on AKP experience is, similarly to a question proposed by Hall and colleagues on Thatcherism, about how AKP manages to remain a government party, while it sets up one of the most offensive programs against an important part of working classes in Turkey, by policies such as privatization, flexibilization, marketification.

While seeking for an answer to this question, we tried to find out what sort of social transformation AKP was the subject of, fundamentally. This transformation cannot be reduced to a mere application of a neoliberal accumulation strategy. We mentioned a number of theses that argued that AKP was an answer to the crisis of hegemony, which bourgeois policy couldn’t avoid from 1980 on. The originality of radical transformation themes should be discussed in AKP-led policies. In a general way, if we take in consideration the crisis and transformation of capitalist state, we can argue that AKP government doesn’t apply a unique and *sui generis* power practice. However, AKP policies have a particular importance for the transformation of State in Turkey, as AKP is an actor of this transformation.

This thesis aims at making a critical analysis of the reformist image created by the AKP government in popular perception, and provides an analytical means for discussing the conflict that is commonly said to be between democracy and the actors of regime of tutorship, as well as the quality of the transformation of State.

ÖZET

Bu tez, 1970'li yıllarda kapitalizmin yaşadığı krize bir cevap olarak doğmuş *otoriter popülizm* yaklaşımının güncel anlamını sorgulamaktadır. Tez bu bağlamda, popülizmin demokrasilerin krizine bir çözüm olarak mı geliştiği sorusuna cevap arar. Otoriter popülizmin güncelliği tartışmasını popülizm ve demokrasi ilişkisi üzerinden tartışmakta ve bu perspektifin Türkiye için de açıklayıcı bir model sunabileceğini iddia etmektedir.

Bu amaçla öncelikle *otoriter popülizmin* ortaya çıktığı tarihsel ve siyasal bağlam ele alınmış ve onu ortaya çıkaran nedenlere odaklanılmıştır. Kavramın ortaya atılışında Thatcherizmi anlama çabasının merkezde olduğu söylenebilir. Stuart Hall ve çalışma arkadaşları Thatcherizm terimini ilk kez kullandıklarında İngiltere solunun dikkatini 70'li yılların sonunda ve 80'li yılların başında siyasal alanın radikal bir yeniden tarifinin gerçekleştirilmesine çekmek istemişlerdi.

Toplumsal rızanın temellerinde gerçekleştiğini sandıkları değişimi solun alternatif bir çıkış gerçekleştirilmesi için önemsediklerini her defasında vurguladıkları sayısız makale kaleme aldılar. Bu sürecin bir ürünü olarak ortaya çıkan en etkili çözümlerden biri olan *otoriter popülizm*; doğrudan iktidar bloğu, devlet ve halk arasındaki siyasal ve ideolojik ilişki hakkındaydı. Bu çalışma kapsamında, hegemonya kuramından devlet kuramına dek geniş bir tartışma alanına sahip olan bu kavramın ancak bazı boyutlarına ilişkin tartışma yürütülebilmiştir.

Kavramın ortaya çıkışında kapitalist sistemin, hem dünya hem de İngiltere ölçeğinde, geçirdiği dönüşümün etkisi olduğu vurgulanmıştır. Kapitalizmin krizi ile birlikte II. Dünya Savaşı sonrasındaki sosyal demokrat uzlaşısı çözülmüş, neo-liberal bir dönüşüm kendini dayatmıştır. Bu çalışma otoriter popülizmi bu sürece uygun olarak açıkça neoliberal bir devletçilik karşıtlığı söylemine bir popülist katılımın ve rızanın örgütlenmesi girişimi olarak görür. Ekonomik ve siyasal alan arasındaki ayrımın keskinleşmesi, bir yandan devletçilik karşıtlığını bir yandan da kaçınılmaz ve vurgulu bir şekilde yürütmenin güçlendirilmesini gerektirmiştir. Otoriter popülizmin ortaya çıkışında özellikle kriz yıllarında toplumsal alandaki anksiyetelerin nasıl korkuya dönüştürülerek, bir ahlaki panik havası yaratıldığı, özellikle önemsenmiş ve toplumun otoritarizme destek verişinin altındaki sosyopsikolojik nedenlerin bugün de geçerli olduğunun altı çizilmiştir.

Bu kavram etrafındaki inceleme, elbette hegemonya sorunsalı ve devlet konularındaki tartışmaları aktarmayı gerektirmiştir. Kavramın kuramsal olarak çok yakından ilişkili olduğu Poulantzas'ın *otoriter devletçilik* ve Gramsci'nin hegemonya kavramsallaştırması bağlamında geliştirdiği *yayılmacı hegemonya-pasif devrim*

kavram ikilisine de yer verilmiştir. Bu tablodan da açıkça anlaşılacağı gibi devletin meşruiyet ve hegemonya arayışının merkezinde durduğu bir tartışma yürütülmüştür.

Tezin ikinci bölümünde ise bu tabloyu tamamlayacak diğer boyut, demokrasi ile ilişkisi, ele alınmıştır. Popülizmin demokrasi ile ilişkisi literatürde önemli bir fay hattı oluşturur. Bunun temel nedeni, bu kavramların her ikisinin de sıkı sıkıya « halk » ve « halkın siyasal temsili » ile ilgili olmasıdır.

Demokrasi ile ilişkisi, popülizm açısından bir başka önem daha taşır. Kavramın sosyal bilim çevrelerince itibarsızlaştırılmasında demokrasinin özel bir yeri vardır. Kavrama içkin olduğu ima edilen entelektüel yoksunluk, prematür siyasal katılma ve temsil biçimi olması vb temalar çoğu zaman doğrudan ya da dolaylı olarak demokrasi kavramıyla ilişkilendirilir. Bu yüzden demokrasi ile popülizm arasında bir tamamlayıcılık ilişkisinin mi yoksa ikame ilişkisinin mi olduğu sorusunun cevaplanması gerekir. Bu bağlamda, popülist ideoloji ve demokratik temsil konuları ele alınmış, bunun ardından patoloji, semptom, hayalet, gölge gibi metaforların yardımı ile demokrasi-popülizm ilişkisi tartışılmıştır.

Son bölümde bu tartışmaların Türkiye'deki AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi) iktidarına ilişkin açıklayıcılığı sınanmıştır. AKP deneyimi açısından önümüze çıkan ilk soru tıpkı, Stuart Hall ve arkadaşlarının Thatcherizm için ortaya attıkları gibi; özelleştirme, esnekleştirme, piyasalaştırma, sosyal güvencelerin sürekli budanması gibi emekçi halk kesimlerinin çoğunun çıkarlarına karşı Türkiye siyasi tarihindeki en geniş çaplı neoliberal düzenlemelerden birini hayata geçiren AKP'nin nasıl olup da olağanüstü bir seçmen desteği ile iktidar olmayı sürdürüyor olmasına ilişkindir.

Buna yanıt ararken AKP'nin temel olarak toplumsal alanda nasıl bir dönüşümün öznesi olduğu sorusu cevaplanmaya çalışılmıştır. Bu dönüşüm, salt neoliberal bir birikim stratejisinin uygulamasına indirgenemez. AKP için 1980 sonrası brujuva siyasetinin içinden tam olarak çıkamadığı hegemonya krizine bir cevap olduğu değerlendirmelerine yer verilmiştir. AKP iktidarının yürüttüğü politikalarda radikal dönüşüm başlıklarının özgünlüğünün tartışılması gerekir. Genel olarak kapitalist devletin krizi ve dönüşümü başlıklarında değerlendirildiğinde AKP iktidarının biricik ve *sui generis* bir iktidar pratiği sergilemediği iddia edilebilir. Ancak kapitalist devletin dönüşümü ve Türkiye'de bunun aktörü olarak AKP politikaları özel bir önem taşımaktadır.

Bu tez, otoriter popülizmi AKP iktidarının toplumsal algıda yarattığı reformist imajı sorgulamak, toplumda demokrasi ve vesayet kurumları arasında var olduğu söylenen çatışmanın ve devletin dönüşümünün niteliğini tartışmak için bir analitik araç olarak sunmaktadır.

INTRODUCTION

Ce mémoire se porte sur la discussion de l'approche du *populisme autoritaire* autour de la quête d'hégémonie du Capital. Il existe deux raisons principales qui m'ont motivé à étudier cette approche proposée dans les années 1970 par Stuart Hall et ses collègues afin de mieux comprendre l'émergence et l'avènement du thatchérisme comme une forme de la politique hégémonique de la bourgeoisie. En effet, cette approche offre, en premier lieu, la possibilité de mieux saisir les caractéristiques des comportements de la droite politique en Turquie, surtout aux moments de crises parcourues par les régimes d'accumulation du capital. En second lieu, le fait que la transformation de la relation que l'État entretient avec les citoyens et la société au cours des dernières décennies soit marquée par les termes de la globalisation et de la gouvernance, révoque de nouveau cette approche.

D'autre part, il est important de comprendre la transformation des années 1970 pour comprendre la crise dans laquelle se trouve actuellement le système capitaliste, et comment l'idéologie néolibérale (qui continue à être présentée comme le bon sens commun même en temps de crise) a pu acquérir une situation dominante. Pour cette raison, à partir d'un débat sur les années 1970, il est possible de déduire une perspective qui peut être explicative pour aujourd'hui. Il est possible de parler d'une autre motivation du fait qu'il est possible d'utiliser l'approche de populisme autoritaire (que l'on développe à partir du Royaume-Uni des années 1970) pour comprendre la situation actuelle. En proposant cette approche, Hall et ses collègues avaient pour point de départ le souci que la gauche anglaise n'avait pas bien compris la nouvelle période et la grande transformation. Cette approche avait pour prétention de proposer un créneau qui permettrait de penser sur les possibilités d'une opposition. Le fait que l'État-providence keynésien était devenu un objet de l'opposition sociale, et que l'aspect de contrôle social et le caractère interventionniste

de l'État-providence soit remis en cause notamment par les nouveaux mouvements sociaux avait facilité la transformation néolibérale de l'État capitaliste. Cela ne veut pas dire que, même si le cas contraire avait eu lieu, cette transformation ne se serait pas réalisée. Pourtant, aujourd'hui, on voit que la gauche britannique qui est devenue une composante du projet hégémonique du néolibéralisme, s'est déplacée vers la droite, avec le centre de la politique. De même, il est possible de constater que les conséquences à court terme des stratégies politiques appliquées par le pouvoir politique pour surmonter la crise que traverse l'État capitaliste en Turquie, sont surévaluées. Cela provient d'une myopie pour certains milieux sociaux. Mais la gauche dans le sens large du terme a besoin d'un modèle plus complet pour comprendre cette transformation. Ce mémoire part du constat selon lequel il est aussi important de méditer sur un nouveau cadre analytique pour atteindre ce but.

Il y a plusieurs indices qui montrent que l'État est en train de traverser une transformation qualitative en Turquie. Le reflet de ce processus sur l'espace politique n'est pas assez clair pour comprendre de quelle forme de transformation il s'agit. Pour cette raison, il faudrait, par exemple, analyser dans quelle mesure le caractère principal de la transformation est reflété par les axes majeurs de conflit qui font surface entre de diverses institutions de la structure sociale en Turquie, ou l'axe de tension qui se cristallise entre la démocratie représentative et le régime de tutelle. Aujourd'hui, il est possible de considérer qu'il y a un besoin de proposer un cadre d'étude pour discuter le processus de *démocratisation* de l'État qui est attribué au pouvoir politique et les processus de *crise et transformation de l'État capitaliste* ensemble, et de les analyser dans le contexte de leurs relations avec les tendances générales du capitalisme mondial. Ce mémoire propose une lecture différente pour comprendre la transformation d'aujourd'hui et présente un travail de départ pour la préparation d'un modèle analytique qui pourrait aussi permettre les aspects qui ne sont pas propres à la Turquie dans ce processus.

Dans l'approche proposée, une autre dimension relative à la Turquie concerne l'espace couvert par le populisme dans la politique de Turquie. En Turquie, il est difficile de définir un sujet qui fait de la politique sans utiliser une rhétorique populiste, que ce soit pour le radicalisme petit-bourgeois, pour les mouvements socialistes ouvriers, pour les mouvements politiques à orientation islamique, pour les

partis libéraux, tout comme pour le cas de l'idéologie dominante. Mais malgré cette largeur, le populisme ou les populismes n'ont pas été assez bien analysés par les études politiques en Turquie. Le populisme, qui a des traces bien profondes dans l'histoire politique de la Turquie, est ouverte à être analysée dans ses dimensions « politiques », « intellectuelles », « institutionnelles » et « idéologiques ». Grâce aux dimensions diverses qu'il prend en Turquie et grâce à ses dimensions de classe et ses dimensions culturelles, le populisme est un concept qui peut fournir d'importants exemples pour la littérature de science politique au niveau mondial. Il faut souligner que les études sur le populisme politique en Turquie sont très pauvres en ce qui concerne l'analyse du radicalisme petit-bourgeois et la démocratie révolutionnaire.

La question que l'on avance avec ce mémoire est : est-ce que l'approche de *populisme autoritaire*, qui a été proposée comme une réponse à la crise de légitimité dans le contexte des années 1970 où le capitalisme était en train de traverser une crise, a un sens actuel ? La crise que traverse le capitalisme rappelle les débats faits au moment où la nouvelle droite faisait son apparition dans les années 1970. En même temps, cette question entraîne également une autre question : est-ce que le populisme s'est développé comme une solution à la crise des démocraties ? Le mémoire discute les débats sur l'actualité du populisme autoritaire à travers le rapport populisme/démocratie, et soutient que la conclusion qui en est tirée peut consister un modèle explicatif pour la Turquie.

Les débats sur le *populisme autoritaire* constituent le cadre conceptuel des discussions de ce mémoire. Dans ce contexte, on va analyser la genèse et les causes de ce concept. L'approche du populisme autoritaire a une trajectoire de développement différent par rapport à la littérature générale sur le populisme. On va faire un survol de son arrière-plan théorique et historique et on va problématiser sa position dans la littérature sur le populisme. Quant à la tentative de positionner le populisme autoritaire dans la littérature sur le populisme, elle rend obligatoire une discussion sur les rapports entre le populisme et la démocratie. On va discuter ce rapport tout en cherchant à trouver une réponse à la question « est-ce que le populisme apparaît comme une pathologie du populisme, ou comme son sauveur ? » Dans la dernière partie, on va voir s'il existe, en Turquie, un cadre de débats à partir de ce contexte. On va d'abord prendre en considération les débats sur le populisme

en Turquie, et ensuite, on va analyser le gouvernement de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* : Parti de la justice et du développement) sur cet axe.

I. L'ÉTENDUE RÉELLE DU POPULISME AUTORITAIRE

« Si la gauche ne parvient pas à comprendre le *thatchérisme* – ce qu'il est, pourquoi il a surgi, quelle est sa spécificité historique, quelles sont les raisons permettant d'expliquer qu'il soit en mesure de redéfinir l'espace politique et de désorganiser la gauche -, alors celle-ci ne pourra pas se renouveler parce qu'elle sera incapable de comprendre le monde dans lequel elle doit vivre, ou qu'elle « disparaîtra » dans une marginalité définitive. »

- Stuart Hall

Stuart Hall, en promouvant pour la première fois le terme de *thatchérisme*, avait voulu attirer l'attention de la gauche britannique sur la redéfinition radicale de l'espace politique à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Hall et ses collègues avaient insisté sur le fait que ladite évolution n'était pas qu'un simple changement de politiques. Si nous considérons l'impact de cette évolution qui se prolongea jusqu'à nos jours, il semble qu'ils eurent raison en grande partie.

Hall et ses successeurs ont mis l'accent, tout au long de la construction de leur travail qui s'est étendue sur deux décennies, sur les dimensions idéologiques et politiques de ce processus. Ils ont essayé de comprendre la transformation idéologique et sociale en cours, de la perte d'estime de l'État-providence à l'appel de la société vers l'autoritarisme. Ils ont publié d'innombrables articles où ils soulignaient l'importance de la transformation qui, selon eux, avait modifié les bases du consentement social, parce que celle-ci pourrait offrir une occasion à la gauche de proposer une solution alternative. L'un des outils analytiques les plus efficaces qu'ils développèrent dans ce processus fut sans doute le concept de *populisme autoritaire* qui renvoie directement à la relation politique et idéologique entre le bloc hégémonique, l'État et la société.

Malgré ses ambiguïtés intrinsèques, ce concept a trouvé un écho chez les intellectuels et les hommes politiques des années 1980 qui cherchaient à comprendre comment la répression croissante obtenait tout de même un certain soutien de la part

du peuple. La raison de l'intérêt suscité par ce concept ainsi que ses points forts et ses points faibles seront présentés plus loin. Nous devons, cependant, affirmer d'emblée qu'il s'agit d'une définition qui constitue une nouveauté dans la littérature sur le populisme même s'il n'en fait pas directement partie intégrante. Quant au sens que porte actuellement cette définition particulière du populisme, il ne nous semble pas moins important aujourd'hui qu'à l'époque où il a été pour la première fois suggéré.

Dans ce mémoire, nous tenterons de faire une relecture critique du concept de populisme autoritaire. Le chapitre qui suit porte, dans cette perspective, sur le contexte historique qui entoure la naissance du concept ainsi que sur les principales thèses dont il constitue le point de départ. Ensuite, seront abordés l'arrière-plan théorique et les principales critiques qui lui sont adressées.

1.1. L'émergence du concept de *populisme autoritaire*

La transformation que le système capitaliste a subie au niveau mondial, mais aussi à l'échelle de l'Angleterre, a joué un rôle considérable dans la naissance du concept de *populisme autoritaire*. De ce fait, afin de mieux saisir la portée réelle du concept, il serait opportun de commencer par un exposé qui trace les limites de cette transformation et de construire un schéma évolutif qui pourrait nous fournir des informations plus cohérentes sans quoi notre analyse risquerait de s'enfermer dans les seules limites théoriques du discours.

Même si, dans la littérature relative au populisme, il est possible de rencontrer le qualificatif « autoritaire » parmi les efforts de classification des expériences populistes, le *populisme autoritaire* en tant que concept a un passé relativement récent. C'est dans le cadre des travaux de Stuart Hall et de ses collègues réalisés dans les années 1970 au *Centre for Contemporary Cultural Studies* qu'il voit le jour. Son cadre analytique est construit en partie à partir des constats exposés dans l'ouvrage intitulé *Policing The Crisis*¹ et publié en 1978. Les analyses proposées dans cet ouvrage répondent à une quête pour comprendre les raisons de l'abandon progressif de l'approche d'État-providence dans les années de crise économique et du

¹ Stuart Hall *et al.*, *Policing the Crisis : Mugging, the State, and Law and Order*, NY: Palgrave MacMillan, 2002.

glissement du pouvoir de l'État capitaliste d'un pôle consensuel vers un pôle plus coercitif.

Bien que ces analyses soient fondées essentiellement sur l'abandon de la quête d'hégémonie dans le domaine social en faveur des pratiques plus coercitives, le concept de *populisme autoritaire* annonçait, comme l'affirme Hall avec justesse, « l'avènement du thatchérisme de manière pertinente. Il montrait également, entre autres, à partir de la désintégration du consensus social-démocrate (sous Callaghan) et de l'avènement de la droite radicale (sous Thatcher), une certaine évolution dans l'équilibre des forces sociales et politiques (ou dans ce que Gramsci aurait appelé « les « rapports de forces ») »².

1.1.1. La fin des Trente Glorieuses

Lorsqu'on parle du contexte historique de l'émergence du concept de *populisme autoritaire*, on désigne plutôt ce qui a fait apparaître le thatchérisme, ce que Jessop *et al.* évoquent comme une conséquence de la convergence de trois tendances : le déclin structurel de l'économie britannique lié à l'aggravation de la récession de l'économie capitaliste mondiale ; la désintégration du consensus social-démocrate de l'après-guerre et le début de la « nouvelle guerre froide »³. Ce panorama reflète, en effet, la fin des Trente Glorieuses pour l'ensemble du système capitaliste mondial. La pression exercée par cette transformation globale sur l'État-providence et la modification des priorités du système capitaliste en ce qui concerne les besoins vitaux, ont préparé les conditions propices au développement des politiques thatchéristes.

La restauration des économies capitalistes dévastées par la II^{ème} Guerre mondiale nécessitait la construction d'un système international où les politiques industrielles et commerciales seraient orientées par l'intervention de l'État et où le système financier régulé et contrôlé par les politiques nationales. Il fallait assurer une période de développement stable et les institutions de Bretton Woods furent créées à cet effet. L'existence du système économique socialiste dans le camp des vainqueurs

² Stuart Hall, « Le populisme autoritaire: réponse à Jessop *et al.* », in Stuart Hall (ed), **Le populisme autoritaire**, Paris: Editions Amsterdam, p. 158.

³ Bob Jessop *et al.*, « Le populisme autoritaire. Les deux nations et le thatchérisme », in Stuart Hall (ed.), **Le populisme...**, *ibid.*, p. 105.

de la II^{ème} Guerre mondiale par le biais de l'Union soviétique exigeait, certes, l'adoption d'un nouveau régime « consensuel » dans le processus de restauration du système capitaliste mondial. Ce consensus impliquait, pour les économies nationales, l'institution d'un climat de paix relative entre le travail et le capital par le biais d'un État social suffisamment fort.

Cette conception d'État social avait un aspect très pragmatique : elle conférait à l'État non seulement la fonction de créer le consensus social nécessaire, mais aussi des fonctions sociales par lesquelles il parviendrait d'une part à augmenter la capacité productive de la main-d'œuvre, et d'autre part à diminuer les coûts d'investissement et de gestion. C'est ainsi que la période qui s'étend de la fin de la II^{ème} Guerre mondiale jusqu'en 1974 fut une période exceptionnelle de croissance et d'expansion baptisée les « Trente Glorieuses » et où le taux de croissance de l'économie mondiale a atteint 2,9%.

Or, dans cette même période, la contradiction innée du capitalisme, c'est-à-dire la tendance à la baisse des profits, s'est manifestée pour accompagner la suprématie de l'économie de marché. A côté de la logique propre du capitalisme, le mode de production fordiste basé sur la promotion de la production de masse avait également eu un rôle dans l'accumulation excessive du capital. La pression exercée par ce mode de production imposait un nouveau type d'internationalisation motivée par le souci de créer de nouveaux marchés, mais aussi par les avantages du prix bas de la main-d'œuvre. D'autre part, à l'intérieur même des frontières nationales, en créant certains sous-groupes nouveaux parmi la main-d'œuvre tels que les immigrants ou les femmes qui présentaient des avantages relatifs au salaire, et en profitant de l'effet de substitution de la technologie à la mécanisation, on a créé des conditions pour produire plus avec des moins de main-d'œuvre. Il est bien évident que tout cela a eu une grande part dans la diminution du pouvoir d'achat des masses prolétaires - ou du point de vue du capital, dans la baisse excessive de la demande et la récession lourde aux années de 1970. Les efforts pour réduire la sévérité de cette récession dans les marchés mondiaux et aux États-Unis par un fort endettement via les crédits qui ne cessaient de s'accroître n'ont fait que suspendre la crise qui devait revenir plus tard avec plus d'ampleur.

Une autre dimension de la baisse de la puissance d'achat et de l'augmentation des taux d'endettement était la hausse rapide de l'inflation. Pendant la période

turbulente entre 1969 et 1975, les effets de l'inflation qui accélérèrent vers une zone dangereuse bien au-dessus du seuil tolérable, prévisible et, par certains aspects, revigorant, comme la Grande-Bretagne avait été accoutumée à connaître entre 1945 et 1965, auraient sans doute été moins importants si la gauche et le mouvement syndical britannique avaient été d'accord avec la formule de Myrdal qui affirmait que l'inflation était « une menace fatale pour le socialisme ». Tragiquement, la majorité de la gauche britannique n'a pu évaluer la menace de l'inflation galopante, sauf un groupe minoritaire composé d'intellectuels politiquement marginalisés et baptisés « les prophètes désarmés »⁴.

En fait, la défaillance de la politique de stabilisation fut l'une des raisons évidentes de l'affaiblissement du soutien populaire pour la gauche et les syndicats. De 1973 à 1983, les révisionnistes se lancèrent dans un combat mortel avec la gauche, et ils essayèrent de contourner le problème en adoptant des politiques pragmatistes à court terme. La gauche travailliste qui avait obtenu le contrôle sur le *National Executive Committee* (NEC), le congrès et le processus de prise de décisions au sein du parti, ne comprenait les raisons, ni ne saisissait l'importance de l'inflation récurrente. La plupart considérait que l'inflation était une conséquence de divers événements contingents qui simplement traversaient le pays. Une autre idée affirmait que l'inflation indiquait le pouvoir monopolistique et que le gouvernement du Parti travailliste pourrait le contrôler en renforçant le droit de propriété de l'État et les pratiques de la planification. En tout cas, la gauche insistait sur le fait que les ouvriers et les syndicats n'avaient rien fait pour susciter l'inflation, et ils n'étaient pas obligés de prendre la responsabilité de la contrôler⁵.

Quelqu'en soient les causes, il était clair que la seconde moitié des années 1970 témoignait, en Angleterre, d'une malaise sociale croissante et d'une crise sérieuse de gouvernement. L'incapacité de la social-démocratie à gérer cette crise allait certes avoir un impact dans la transformation sociale qui s'en suivrait. En mettant l'accent sur son intensité, Keith Middlemas, interprète la crise de 1974

⁴ David Burdy, « The Wages of Militancy: Incomes Policy, Hegemony and the Decline of the British Left », p. 8. [En ligne]. <<http://www.hegemonics.co.uk/docs/Incomes-Policy-Hegemony-1970s.pdf>>. Le dilemme de la stabilisation est important parce que le plein emploi doit se réconcilier avec la stabilité des prix. Cette formulation de Myrdal a inspiré le modèle de la Suède pour sa période de développement des années 1970 et 1980. Pour en savoir plus, voir Rudolf Meidner, « Why did the Swedish Model Fail? », in R. Miliband et L. Panitch (ed), **Socialist Register 1993**, London: Merlin Press, 1993.

⁵ David Burdy, *op.cit.*, p. 9.

comme un tremblement de terre par certains aspects. Il établit une analogie entre les phases d'un tremblement de terre et cette crise : les effets premiers sur les victimes, la peur et le choc, l'instinct de survie, les changements survenant dans l'environnement physique, la reconstruction et finalement, longtemps après, une réponse psychologique pour affronter ce qui s'est passé. Seule une profonde crise historique peut reproduire les mêmes phases. D'après Middlemas, la Grande-Bretagne a déjà subi une crise semblable au cours de la II^{ème} Guerre mondiale même si ses effets furent relativement légers par rapport aux autres pays belligérants. L'auteur souligne, toutefois, que la crise des années 1970 est bien différente de cette première qui avait évolué « organiquement » et « naturellement » à cause de la peur de la défaite entre 1940 et 1944. De plus, les solutions dérivées par la crise de 1974 allaient être largement critiquées, voire rejetées dans les années 1980⁶. Notre constat de départ sur la singularité de la crise du début des années 1970 et ses conséquences particulières sur l'équilibre des forces sociales et politiques rejoint cette interprétation de l'histoire des crises en Grande-Bretagne par Middlemas.

1.1.2. La panique morale et l'appel de l'autoritarisme

Le tableau que nous venons de tracer est certes important afin de comprendre certaines évolutions politico-économiques au niveau global, mais pour mieux saisir les conditions d'émergence du populisme autoritaire il faut également s'attarder à examiner les transformations survenues au niveau local, dans la vie quotidienne dans la Grande-Bretagne de l'époque. Les débats relatifs au populisme autoritaire s'étendent en effet à la période antérieure au processus dont nous venons de rapporter les conséquences. Ces débats qui se déroulent à l'arrière-plan du populisme autoritaire, en particulier ceux qui essaient de comprendre comment une série de « paniques morales » éclatées dans les années 1960 et 1970 autour de quelques questions sociales qui n'étaient pas directement liées à la politique avaient pu engendrer une forme de participation politique populiste, nous offrent des indices relatifs à la portée réelle du concept de populisme autoritaire⁷.

⁶ Keith Middlemass, **Power, Competition and the State: The End of the Postwar Era : Britain Since 1974**, vol. 3, Londres: Macmillan, 1991, cité par Michael Prior, « The Years of Lead », p. 7-8. [En ligne]. <<http://www.hegemonics.co.uk/docs/years-of-lead.pdf>>.

⁷ Voir Stuart Hall *et al.*, **Policing the... , op. cit.**

Le phénomène qui déclencha cette panique morale peut être décrite par le terme *mugging* importé à l'époque de l'américain et qui se conjugue avec le discours de « crise générale et hausse de la criminalité »⁸. Hall et ses collègues appréhendent le *mugging* à la fois comme un produit et un indicateur de la crise qui envahissait le monde et la Grande-Bretagne. La référence à ce concept apparaît chez eux comme un effort destiné à éclairer les raisons de l'expansion de ce climat de panique morale dans les années 1972 et 1973 et à décrire le conservatisme et l'intolérance montants de l'époque. Usité comme tel, le terme *mugging* semble, en effet, être l'indicateur par excellence de la dégradation de l'ordre social existant. Cependant, les auteurs cherchent à savoir pourquoi fait-on appel à ce discours structuré autour du *mugger* (gangster) qui paraît d'ailleurs être un bouc émissaire parfait du point de vue de toutes les classes sociales. De ce point de vue, la conjugaison de ce nouveau discours avec les attitudes idéologiques de la classe ouvrière anglaise et l'explication hégémonique relative au crime qui domine la culture de classe dominante est particulièrement importante. Il s'agit, là, d'une reconstruction discursive d'une catégorie de criminels ordinaires en tant que *Folk devil* (démon populaire ou ennemi du peuple) :

« The 'mugger' was such a Folk devil/démon populaire ; his form and shape accurately reflected the content of the fears and anxieties of those who first imagined, and then actually discovered him: young, black, bred in, or arising from the 'breakdown of social order' in the city ; threatening the traditional peace of the streets, the security of movement of the ordinary respectable citizen ; motivated by naked gain, a reward he would come by, if possible, without a day's honest toil ; his crime, the outcome of a thousand occasions when adults and parents had failed to correct, civilize and tutor his wilder impulses ; impelled by an even more frightening need for 'gratuitous violence', an inevitable result of the weakening of moral fibre in family and society, and the general collapse of respect for discipline and authority. In short, the very token of 'permissiveness', embodying in his every action and person, feelings and values that were the opposite of those decencies and restraints which make England what she is. He was a sort of personification of all the positive social images –only *in reverse* : black on white. It would be hard to construct a more appropriate Folk devil/démon populaire. »⁹

Cette citation longue et quelque peu littéraire offre, en fait, plusieurs indices relatifs au processus de diabolisation de ladite catégorie de criminels. Le *Folk devil*

⁸ *Ibid.*, p. 23.

⁹ Voir *Ibid.*, p. 161-162, mais aussi l'intégralité de la IV^e Partie de l'ouvrage.

ainsi défini semble posséder une puissance qui hante toute la société et le dote d'une image à travers laquelle se concrétise la terreur. C'est un diable qui montre ainsi son visage à chaque moment où la société transgresse l'ordre et les valeurs traditionnels. Dans un tel contexte, une fois que la structure profonde de l'anxiété sociale et le traditionalisme est connectée à cette perception publique du crime à travers les médias qui possèdent la capacité de mobiliser la peur sociale, la panique morale se manifeste¹⁰.

C'est pour cette raison même que la thèse selon laquelle la panique serait une réponse de la société à l'augmentation d'un certain type de criminalité n'apparaît pas très crédible. Des facteurs tels que les nouvelles alarmantes dans les médias qui rapportent des événements qui se produisent aux Etats-Unis ou la manipulation orchestrée par les forces de l'ordre qui commencent à former des brigades spécialisées doivent être également pris en compte. Il se peut aussi que la définition de *mugging* soit laissée exprès dans l'ambiguïté, ce qui était en quelque sorte nécessaire à la survie de la légende du *Folk devil*. L'ambiguïté qui entourait le terme *mugger* qui signifiait normalement les pickpockets et les petits délinquants, aidait à faire croire à l'existence d'une grande criminalité impliquant la violence. En partant de l'exemple de l'utilisation du *mugging*, Hall et ses collègues arrivent à la conclusion que le climat de panique morale ainsi créée par les médias correspond à une nouvelle attitude développée par les appareils de contrôle social. A la question « alors, pourquoi nécessite-t-on des *muggers* ou un *Folk devil* ? », les auteurs répondent : la quête de discipline sociale.

L'autre versant de la réponse que l'on pourrait apporter à cette question apparaît lorsqu'on creuse encore un peu le débat sur l'ambiguïté qui entoure le *mugging*. La représentation qu'on fait des *muggers* ou des groupes de criminels / ennemis publics qualifiés de « *black on white* », renvoie à tout ce qui reste en dehors des normes morales et restrictives qui ont fait l'Angleterre, à tout ce qui peut être considéré de positif selon la conception traditionaliste. Dans une telle logique, au lieu de donner une définition claire de l'ennemi, on l'abandonne à l'ambiguïté et on conseille de considérer comme ennemi tout ce qui transgresse les limites de ce qui est socialement acceptable, de l'ordre social existant menacé. Non seulement les tentatives révolutionnaires destinées à changer l'ordre, mais également tout effort

¹⁰ **Ibid.**, p. 165.

d'amélioration, de réforme est condamné. Un appel au peuple en faveur d'une société d'ordre et de droit est sans cesse répété. Ce contexte qui affaiblit progressivement le syndicalisme et le soutien du peuple à la social-démocratie, renforce en contre partie le climat conservateur. Cette situation concorde parfaitement avec la tentative d'apporter une solution de droite radicale à la crise que nous allons discuter plus loin.

La mobilisation de la société par ces vagues de panique morale a donc suscité chez le peuple anglais, une attitude favorable, voire partisane, à l'égard des positions de la droite radicale face à la crise vécue. Selon Hall et ses collègues, cette considération dépend en partie de la perception de la crise qui lui est propre :

« The British crisis is, perhaps, peculiar precisely in terms of the revival, after 1970, of a peculiarly intense kind of 'economism' – a defensive working class syndicalism. Nevertheless, in its varying and protean forms, official society – the state, the political leadership, the opinion leaders, the media, the guardians of order – *glimpse*, fitfully at first then (1968 onwards) more and more clearly, the shape of *the enemy*. Crisis must have their causes; causes cannot be structural, public or rational, since they arise in the best, the most civilised, most peaceful and tolerance society on earth – then they must be secret, subversive, irrational, a plot. Plots must be smoked out. Stronger measures need to be taken – more than 'normal' opposition requires more than usual control. This is an extremely important moment: the point where, the repertoires of 'hegemony through consent' having been exhausted, the drift towards the routine use of the more repressive features of the state comes more and more prominently into play. Here the pendulum within the exercise of hegemony tilts, decisively, from that where consent over-rides coercion, to that condition in which coercion is secured. This shift in the *internal* balance of hegemony – consent to coercion – is a response, within the state, to increasing polarisation of class forces (real and imagined). It is exactly how a 'crisis in hegemony' expresses itself. »¹¹

Ce commentaire n'est pas sans rappeler l'exemple du *Folk devil* à travers lequel les auteurs tentaient de démontrer comment les images sociales positives se cristallisaient face à un élément négatif. A travers ce second exemple, c'est-à-dire celui du développement d'une attitude favorable à la droite radicale, nous voyons comment se concrétise la perception anglaise de la crise qui stipule que les raisons de la crise vécue ne pourraient être ni structurelles, ni publiques, ni rationnelles. La motivation est la même que dans le premier cas : la volonté (ou le besoin) de déterminer un ennemi, c'est-à-dire un coupable pour un malaise social fortement

¹¹ *Ibid.*, p. 320.

ressenti. Ce phénomène peut être considéré comme un reflet de la désintégration du consensus social-démocrate. Selon cette analyse que les auteurs développent à partir du concept gramscien d'hégémonie la crise peut bien avoir ses origines dans le déclin à long terme du capitalisme britannique, mais elle est vécue principalement comme une crise de légitimité, comme un échec du consensus autour de la définition de l'autorité légitime, et elle a finalement reçu une réponse qui mène à un mode encore plus répressif de la domination. Cette nouvelle hégémonie répressive retrace les frontières de l'espace politique aussi bien pour le pouvoir que pour l'opposition. Elle détermine ainsi ce qui est au-delà des limites de la « normale » et ouvre la voie aux pratiques disciplinaires à l'égard de tout acte qui semblerait être au-delà de ces limites.

1.2. Les principales thèses du populisme autoritaire

Hall et ses collègues lient l'arrivée de « Iron Times » à la situation dans laquelle se trouve la Grande-Bretagne dans les années 1970 où il n'existait plus aucune solution capitaliste applicable à la crise, mais où il n'y avait pas encore de base politique pour développer une stratégie socialiste alternative. D'après eux, la Grande-Bretagne de l'époque semble être « une nation enfermée dans une impasse mortelle : un état de déclin capitaliste irréversible »¹². Dans ce déclin inévitable, on constatait clairement que la capacité des partis existants à contrôler et à mobiliser leurs actions politiques avait affaibli. Le pouvoir de Thatcher qui s'est érigé dans ce vide et l'expansion rapide de son programme politique montrait qu'il s'agissait plus d'un changement structurel qu'une solution temporaire à la crise vécue.

Au début des années 1970, l'expansion à vitesse croissante du capital à l'échelle mondiale a générée une pression sur les institutions politiques en présence pour le changement. Dans ce contexte, la crise mentionnée porte également les traces d'une transformation structurelle au niveau mondial. La relation conflictuelle entre l'espace économique (le lieu du capital) et l'espace politique (le lieu de l'État) que Robin Murray exprime par la notion de « *non-coïncidence territoriale* » met l'accent

¹² Stuart Hall *et al.*, **Policing the...**, **op. cit.**, p. 309.

sur le rôle changeant de l'État capitaliste¹³. Dans les années 1980, presque dans le monde entier, des thèmes à tendance néolibérale comme la diminution de l'État sur la base de l'opposition État/marché, l'abandon de l'économie par l'État ou la non-intervention de l'État à l'économie sont devenus récurrents autour de ce dilemme.

Conformément à ce processus, il est possible de voir le populisme autoritaire comme une initiative pour organiser la participation et le consentement populiste comme une expression de l'opposition néolibérale à l'étatisme. L'aiguïsement de la distinction entre les espaces économiques et politiques a imposé d'une part l'anti-étatisme et d'autre part la consolidation inévitable et accentué de l'exécutif. Cette situation constitue l'une des dimensions de la période désignée par le populisme autoritaire et l'un des principaux motifs de l'autoritarisme.

1.2.1. Un instrument pour comprendre le « thatchérisme »

Derrière la proposition du populisme autoritaire comme une démarche analytique, se trouvent les critiques et les évaluations trop dispersées de la gauche britannique concernant les stratégies économiques et industrielles brutales du gouvernement contre la récession et la crise, la naissance du thatchérisme, les campagnes anti-gauchistes et la montée du *National Front*. Dans son article où il traite du basculement à droite de l'équilibre politique dans la société, Hall exprime clairement que ce qu'il faut faire est une analyse complète sur l'ensemble de ces facteurs¹⁴. Donc, tout d'abord, le populisme autoritaire a l'objectif de procurer à la gauche britannique paralysée des années 1980, un instrument analytique et une stratégie alternative.

Selon Hall, la gauche est très loin de comprendre le thatchérisme. L'auteur examine les différentes positions à gauche et critique ceux qui voient « partout des forces progressistes » et ceux qui prétendent, par la thèse « le pire est mieux » à propos de la crise, que les luttes de classes vont durcir et que les forces progressistes vont gagner. Il les accuse « d'avoir la mémoire politique courte », parce que selon

¹³ Robin Murray, « The Internationalization of Capital and the Nation State », in Hugo Radice (ed.), **International Firms and modern Imperialism: Selected Readings**, Middlesex: Penguin Books, 1975, p. 107.

¹⁴ Stuart Hall, « La grande parade à droite », in Stuart Hall (ed), **Le populisme autoritaire, op. cit.**, p. 31-54.

lui, les périodes où les conflits s'accroissent sont pleines d'exemples qui montrent comment cette situation est résolue en faveur du capitalisme. Une autre position falsifiée est d'interpréter le « basculement à droite » comme l'expression pure et simple de la crise économique. De ce point de vue, le « thatchérisme » serait *ipso facto* une fonction dépendante d'une période de récession capitaliste en perdant le sens politique de ses différences significatives qui le distinguent des autres variantes de la « philosophie » *tory*¹⁵. La position de la gauche qui ne comprend pas le secret du succès du Thatchérisme, c'est-à-dire comment tel un parti a pu être capable d'obtenir le soutien massif de la classe ouvrière et pénétrer profondément les organisations syndicales, a fait accroître son besoin a disposé d'un nouvel instrument d'analyse.

Cependant, il faut d'abord refuser une tendance à identifier le thatchérisme au populisme autoritaire. Hall affirme de façon catégorique que le populisme autoritaire n'a jamais eu la prétention – et ne pouvait l'avoir – de produire une explication générale du *thatchérisme*. Ce qu'il aborde directement, c'est la question des formes de la politique hégémonique. C'est donc délibérément et consciemment qu'il *privilégie* la dimension politico-idéologique¹⁶. Par cette définition courte mais claire de son objectif, Hall répond en effet à Jessop et ses collègues qui le critiquaient d'avoir développé une interprétation générale du thatchérisme basée sur une perception homogène et déficiente. Si l'on souhaite progresser sans discuter ici la capacité de cette explication à contrecarrer la critique, il faut se focaliser sur ses emphases principales à propos de la dimension politique et idéologique.

Tout d'abord, comme il l'a d'ailleurs répété plusieurs fois ailleurs, Hall tend à analyser une situation concrète. Cette tendance s'observe clairement lorsqu'il parle de la « question des formes de la politique hégémonique ». Dans cette expérience historique spécifique, le thatchérisme a (re)façonné cette forme hégémonique par son discours et ses pratiques. Hall avait mentionné les motifs politiques et idéologiques de ce nouveau projet d'hégémonie bien avant, lorsqu'il discutait le « grand basculement à droite ». Comme nous l'avons déjà souligné, dans l'atmosphère décevante créée par les démarches qui interprètent le basculement à droite comme un reflet de la crise, Hall propose d'évaluer cette période comme une réponse directe à

¹⁵ **Ibid.**, p. 32.

¹⁶ Stuart Hall (ed), « Le populisme autoritaire: réponse à... », in Stuart Hall (ed), **Le populisme autoritaire**, **op. cit.**, p. 158.

la crise plus qu'une conséquence de celle-ci. C'est à ce stade de la réflexion qu'entrent en jeu les dimensions politico-idéologiques ignorées jusque-là. Ici, l'accent est mis sur les thèmes dominants de la nouvelle philosophie de la droite radicale : l'anti-collectivisme et l'anti-étatisme. Hall critique la position classique étatiste de la gauche devant la crise de l'État capitaliste et affirme que la polarisation autour de cette ligne de faille nous montre des positions inversées : le *Labour* est entièrement de ce côté-ci, « avec l'État », et le bloc de pouvoir – et Mme Thatcher en l'occurrence – est entièrement de côté-là, « avec le peuple ». Alors, d'après Hall, les éléments anti-étatiques du discours de la droite radicale sont des éléments-clés du nouveau populisme :

« It is no rhetorical flourish. To add that it then does some service in making respectable the radical Right assault on the whole structure of welfare and social benefits is only to say that the work of ideological excavation, if well done, delivers considerable political and economic effects. »¹⁷

Il faut indiquer que, à part le thème de l'anti-étatisme, l'anti-collectivisme est une autre composante importante. L'anti-collectivisme qui était une idéologie dominante en Grande-Bretagne du 19^{ème} siècle, et qui a réapparu avec Nozick, Hayek, Friedman et *The Institute of Economic Affairs* suite à la récession vécue dans les pays industrialisés développés au début des années 1970, a joué un rôle important dans la philosophie de la droite¹⁸. Après l'échec du gouvernement d'Edward Heath entre 1970-1974 dans la confrontation avec le prolétariat organisé, le thatchérisme a modifié le terrain de réconciliation en sa faveur et s'est fait une large place à droite en unifiant le socialisme rampant et l'apologie du « collectivisme d'État » de son prédécesseur. C'est ainsi que, dans son discours sur le marché social et ses valeurs, des thèmes tels que l'éloge de l'effort et de la récompense, les impôts récoltés pour assurer le système de bien-être et le dessaisi de la capacité d'initiative de l'individu par l'État, sont devenus des *folk devil* entre les mains du thatchérisme pour soutenir ses politiques monétaristes. Pour le sens commun populiste qu'il a construit, le

¹⁷ Stuart Hall, « La grande parade... », *op. cit.*, p. 45.

¹⁸ Pour l'épuration du concept de bien-être de toute prétention collectif dans le néo-libéralisme et les débats sur la régulation pro-marché, voir Robert Nozick, « Distributive Justice », in S. Avineri et A. De-Shalit (ed.), **Communitarianism and Individualism**, Oxford : Oxford University Press, 1992, pp. 137-150.

thatchérisme a réuni de manière effective les thèmes traditionnels comme la nation, la famille, le devoir, l'autorité et la confiance en soi, et en a fait les nouveaux slogans de la droite. Cet anti-collectivisme a, d'une part, neutralisé les conflits entre les « intérêts populaires » et le « bloc du pouvoir » après les avoir engagés dans la philosophie de la droite, et d'autre part, il a assuré la perception de l'État par les travailleurs ordinaires comme une contrainte bureaucratique puissante en opposant opposé les besoins du « peuple » aux structures imposées d'un État capitaliste interventionniste¹⁹.

Le domaine de l'éducation a été la source principale de légitimité sociale sur ces deux axes principaux. L'éducation est un domaine que les partis de droite dominant même quand ils ne sont pas au pouvoir. Dans cette période de basculement à droite, d'après Hall, l'un des principaux paradoxes de la social-démocratie a été d'essayer en même temps d'« améliorer les chances des enfants de la classe ouvrière et des plus mal lotis » et d'« adapter le système scolaire aux besoins économique et exigences de rentabilité du système productif ». Cette situation est une dimension de l'hégémonie croissante, dans le domaine de l'éducation, de la droite dont le message politique est plus clair et simple. Selon Hall, l'autre dimension est, en accord avec l'ambiance de panique provoquée continuellement dans la société, la propagande disgracieuse et provocante faite spécialement par les médias partisans comme le *Mail*, le *Sun* et l'*Express* sur les écoles publiques autour des thèmes comme la diminution continue des standards de l'éducation, l'illettrisme du prolétariat, la dégradation du niveau de l'éducation suite à l'inclusion des enfants des immigrants, l'existence des éducateurs engagés politiquement. Une telle propagande a comme résultat de détruire les réserves philosophiques de la société au sujet de la capacité déterminante des besoins du marché sur l'éducation²⁰. Il ne faut pas interpréter ce processus comme la simple défaite de la perception de l'éducation « progressiste » et « communautaire ». Cette politique pourvoit à long terme la restructuration des priorités sociales, c'est-à-dire une ingénierie sociale à tendance droite, et facilite également l'acceptation de l'autoritarisme par les dilemmes créés clairement dans la société, en provoquant particulièrement le climat de panique chez les classes moyennes. Il faut y ajouter l'orientation des citoyens ordinaires vers une société

¹⁹ Stuart Hall, « La grande parade... », **op. cit.**, p. 42-44.

²⁰ **Ibid.**, p. 45-48.

d'ordre et de loi comme une fuite de l'illégalité et de l'errance, car les partis de droite et les moralistes propagent une crainte de la « menace sur la propriété privée ».

« It touches concretely the experiences of crime and theft, of loss of scarce property and fears of unexpected attack in working class areas and neighbourhoods; and, since it promulgates no other remedies for their underlying causes, it welds people to that “need for authority” which has been so significant for the Right in the construction of consent to its authoritarian programme. »²¹

Si on résume brièvement ce que l'on vient de dire jusqu'ici, on remarque que la gauche qui insiste sur l'interprétation économiste rencontre des difficultés pour comprendre la montée du thatchérisme et qu'elle ignore – ou ne prend pas suffisamment en compte – les deux dimensions idéologiques principales, à savoir l'anti-étatisme et l'anti-collectivisme, que la nouvelle droite inclut dans son discours. D'après les remarques personnelles de Hall, la création de la nouvelle droite comme une réponse au climat de crise facilite l'appropriation par la droite de quelques valeurs et thèmes de la social-démocratie une fois inversés et réactualisés. Comme la gauche interprète le thatchérisme comme un résultat, et non pas comme une réponse à la crise, elle commence à penser naïvement que paradoxalement les périodes qui rendent le thatchérisme forte vont le faire disparaître. Dans le chapitre suivant, nous allons essayer d'expliquer plus clairement pourquoi y a-t-il un besoin de recourir à l'autoritarisme et au populisme pour définir ce processus.

1.2.2. Autoritaire, mais populiste !

Nous avons déjà mentionné le constat selon lequel le thatchérisme était une réponse à la crise et qu'il avait un contexte spécifique émanant du mode de production fordiste. Nous pouvons dire que, dans cet état, la crise en Grande-Bretagne a une dimension globale et qu'elle possède également quelques dimensions généralisables concernant la transformation de l'État capitaliste qui peuvent être considérées comme des indicateurs précurseurs. D'ailleurs, l'apparition de la notion du populisme autoritaire et des concepts similaires liés à cette notion dans les années

²¹ **Ibid.**, p. 51.

1970, démontre qu'il y a eu des tentatives différentes de compréhensions de la dimension globale de cette transformation dans les contextes historiques et politiques spécifiques où elle est survenue. Donc, le nom le plus général de la réponse donnée à ce processus qui peut être évaluée aussi comme la résolution de la crise que traverse le mode de production et d'accumulation fordiste, peut être la « transformation post-fordiste ».

Les processus de passage au post-fordisme qui signifient la réorganisation de l'économie comme une économie orientée vers les formes flexibles de production et de travail et déterminée par l'offre, sont pleins d'exemples inhabituels. Ces périodes de passage se diffèrent selon la structure fordiste spécifique à chaque pays, le niveau de l'institutionnalisation, la crise traversée et la réaction sociale à cette crise. D'après Jessop, tout comme le thatchérisme qu'il définit comme un régime de passage post-fordiste néolibéral, il peut exister différents régimes de passage qui revêtent des formes différentes (néo-libéral, néo-corporatiste, néo-étatiste) et dont la fonction principale est de faire des interventions créatives-destructives. Mais, selon lui, des régimes de passage déclenchés par cette situation concrète ne constituent pas toujours des formulations correctes. Par exemple, dans le contexte de l'Angleterre, le thatchérisme n'a pas réussi à résoudre les crises structurelles du capitalisme et de l'État liées entre elles, car une stratégie néo-libérale n'est pas convenable pour le passage et les capacités de l'État sont détériorées pendant ce processus²².

Alors, l'état de l'équilibre des forces sociales et la rivalité entre les différentes stratégies ont un impact dans le processus de transformation de l'État. Cependant, mis à part les insistances de Hall sur le fait que le populisme autoritaire est lié à la situation concrète et qu'il n'est pas un modèle généralisable, le processus que nous considérons comme la transformation de l'État capitaliste se rapporte également à des domaines d'intérêt différents et conflictuels de l'État capitaliste au niveau national et global par le biais des facteurs comme l'internationalisation du capital. C'est d'ailleurs un sujet auquel s'intéressent directement les deux approches théoriques (celles de Gramsci et de Poulantzas) dont Hall fut largement influencé.

²² Bob Jessop, « The Transition to Post-Fordism and the Schumpeterian Workfare State », in R. Burrows et B.Loader (ed), **Towards a Post-Fordist Welfare State**, London: Routledge, 1994, p. 19-35, cité par Alev Özkazanç, « Yeni Sağdan Sonra: Yeni Sol, Siyasal İktidar ve Meşruiyet », **Ankara Üniversitesi SBF Gelişme ve Toplum Araştırmaları Merkezi Tartışma Metinleri**, n° 24, Ankara: AÜ Yayınevi, Nisan 2000, p. 10-11.

On peut énumérer quelques titres à propos des fonctions et des formes structurelles de l'État dans le cadre de cette transformation en Angleterre : « La flexibilité dans les marchés de travail et de main-d'œuvre, les négociations au niveau local, la décentralisation des fonctions, la dispersion des organisations de la négociation tripartites, des éléments de la social-démocratie et des municipalités contrôlées par le *Labour Party*, la création de nouvelles organisations basées sur l'offre, l'acquisition de nouvelles fonctions basées sur l'offre par des appareils étatiques existants, l'aliénation des fonctions traditionnelles aux ministères plus entreprenante, le partage des forces limitées des municipalités avec l'environnement d'affaire et le secteur tiers et le permet de les utiliser dans l'encadrement précisé par le gouvernement central, la dénationalisation et la création de nouvelles organisations régulatrices qui conseillent le secteur privé, la centralisation de quelques pouvoirs en dépit des autorités locales élues (spécialement où la gauche est dominante) et le transfert de quelques-uns à des organisations formées par des personnes nommées, la restructuration de l'éducation à tous les niveaux et l'orientation vers la formation professionnalisant et l'esprit d'entreprise, l'encouragement de la propriété de logements, la généralisation de la propriété et le développement du capitalisme populaire par des programmes d'encouragement du petit entrepreneuriat »²³.

À l'arrière-plan de l'usage d'une paire des concepts contradictoires par le populisme autoritaire se trouve la nature de l'idéologie thatcheriste unifiant les thèmes familiers du torysme organique et ceux d'un néo-libéralisme renouvelé. On essaye de définir une position privilégiée, à la fois par des thèmes plutôt conservateurs comme la nation, la famille, le devoir, le patriarcat et par ceux plutôt agressifs comme l'intérêt personnel, l'anti-étatisme, l'individualisme compétitif²⁴. Si on examine les tendances principales dans la longue liste ci-dessus, ce double caractère vient en relief. D'une part, une série de régulations anti-collectivistes et individualistes en accord avec la nouvelle philosophie de la droite est mise en application, ce qui provoque le rétrécissement de l'État en tant qu'acteur économique ; d'autre part, le renforcement des fonctions du gouvernement central et l'extension de la base de l'État en dépit de ceux qui sont élus sont pratiqués. Dans ce tableau, le contrôle du peuple est limité, et en même temps, une image de dialogue

²³ Bob Jessop, *op. cit.*, p. 12.

²⁴ Stuart Hall, « Le populisme autoritaire: réponse à... », in S. Hall (ed.), *Le populisme autoritaire*, *op. cit.*, p. 170.

sociale par l'intermédiaire des milieux d'affaire et des secteurs tiers est présentée. Même s'il est possible de faire un constat dans le sens de *l'étatisation* du processus dans le contexte de la restructuration des relations sociales, la métaphore d'*une révolte passive* où les masses s'immobilisent complètement ne semble pas convenable. On peut également avancer qu'une quête d'hégémonie perdue particulièrement par le soutien accordé aux petites entreprises et des mécanismes sociaux de pot-de-vin.

À ce point, comme Hall signale, on peut observer dans la montée de la droite quelques facteurs qui la rendent spécifique et qui, par exemple, la distinguent de ses variantes formées après la guerre. Comme elle est arrivée au pouvoir dans la période de récession économique et a cherché des solutions à ces contraintes, le premier facteur est sa relation dense et compliquée avec une certaine forme de la social-démocratie. De ce point de vue, en s'intéressant à la longue période de leadership social-démocrate que la droite est ce qu'elle est en partie à cause de ce qu'est la gauche. Le second facteur, c'est le succès populaire qu'elle a rencontré en neutralisant « la contradiction entre le peuple et l'État/bloc de pouvoir et en captant à son profit les appels des électeurs. En bref, la nature de son *populisme* »²⁵ :

« Ce dont il nous faut rendre compte, c'est l'évolution vers un 'populisme autoritaire' -une forme exceptionnelle de l'État capitaliste- qui, contrairement au fascisme classique, conserve la plupart des anciennes institutions représentatives (si ce n'est toutes), tout en construisant autour de lui un consentement populaire actif. Cela représente indubitablement un changement décisif de l'équilibre hégémonique, et le *National Front* n'a joué dans ce drame qu'un rôle de figurant. Ce changement a provoqué un affaiblissement saisissant des formes et des initiatives démocratique, mais non leur suspension. »²⁶

En fait, cette citation montre aussi que le populisme autoritaire est une initiative de restructuration des relations sociales sans recourir à la mobilisation des masses et qu'il est, dans ce contexte, une forme exceptionnelle de l'État capitaliste en accord avec un régime de passage ; mais son composante la plus importante est son effort pour articuler les formes « appropriées » de la participation populiste dans son

²⁵ Stuart Hall, « La grande parade... », *op. cit.*, p. 52.

²⁶ *Ibid.*, p. 35.

allure. C'est claire que l'accent est mis tantôt sur l'aspect coercitif et tantôt sur l'aspect consensuel, mais la logique du mouvement de pendule n'est pas si claire.

1.3. L'arrière-plan théorique et les thèmes associés

Comme nous venons d'affirmer ci-dessus, le populisme autoritaire se présente comme un moyen pour spécifier les évolutions stratégiques de la conjoncture politique et idéologique, surtout celles de « l'équilibre des forces ». Donc, pour une analyse correcte, il faut poser exactement et étudier profondément les forces qui opèrent dans cette période de l'avènement du thatchérisme et définir les rapports qu'ils entretiennent entre elles. La conceptualisation de Hall touche directement les modalités des rapports politico-idéologiques entre le bloc dominant, l'État et les classes dominées²⁷.

L'approche du populisme autoritaire ne possède pas une ligne de développement évolue à l'intérieur de la littérature du populisme. Toutefois, l'un des buts principaux de cette thèse est de positionner le populisme autoritaire dans la littérature du populisme. Donc, même si nous y reviendrons de manière plus détaillée dans la partie deuxième partie, nous devons évoquer ici brièvement la notion de populisme et la littérature associée. Dans les pages suivantes, nous allons nous intéresser particulièrement au choix du concept de populisme autoritaire, à son analyse et à sa place dans la littérature sur le populisme. Soulignons d'emblée que ce court chapitre est loin de faire une présentation complète de cette littérature.

Dans cette perspective, il faut tout d'abord rappeler que la notion de populisme est l'une des notions les moins certaines dans les sciences humaines. Il est possible de trouver la trace d'un contexte historique spécifique dans toutes les explications développées jusqu'aujourd'hui sur le populisme. Il est possible qu'une analyse qui traite *grosso modo* du populisme parle d'une expérience concrète du populisme ou soit du moins influencée par une telle expérience. Le déterminisme poussé du temps et de l'espace impose la focalisation sur les points communs lorsqu'on parle du populisme.

²⁷ Stuart Hall (ed), « Le populisme autoritaire: réponse à... », **op. cit.**, p. 164.

Dans ce chapitre, nous allons d'abord procéder à une brève discussion sur le populisme et essayer de présenter le point de vue général de la démarche proposée par Hall à propos du peuple, du bloc du pouvoir et de l'État. Ensuite, pour compléter le schéma, nous allons évoquer deux thèmes qui sont théoriquement en relation avec le populisme autoritaire, à savoir l'étatisme autoritaire et l'hégémonie expansionniste/la révolution passive.

1.3.1. Le peuple, le bloc du pouvoir, l'État et le populisme autoritaire

Pour créer une démarche globalement valable à propos du populisme, l'un des moyens possibles est d'utiliser la notion de *peuple* qui est dans la racine du mot. Mais, le *peuple* ne constitue pas non plus une *vérité sociale* spécifique et historiquement construite.

Le concept de *peuple* que Canovan trouve trompeur parce qu'il revêt des significations très variables, est dérivé du mot *populus* en latin dans plusieurs langages. Il a trois significations principales : le peuple comme (unité) hégémonique, le peuple comme nation et « le peuple ordinaire », la populace opposée à l'élite gouvernante²⁸. Ces différentes appellations ainsi que leurs significations sociales et politiques seront discutées plus en détail dans le chapitre sur l'expérience de la Turquie. Soulignons tout de même que ces différences ont généré inévitablement des perceptions différentes du populisme. Mais, le peuple qui est lui-même une catégorie abstraite fonctionne comme *un signifiant vide* selon l'expression de Laclau²⁹. On discutera plus loin son rôle dans la formation des stratégies politiques et la quête de l'hégémonie. Toutefois, il faut souligner ici que la représentation démocratique, le consentement populaire, les pratiques de s'exprimer au nom du peuple et la fonction de ce dernier comme un *signifiant vide* reviendront dans les pages qui suivent pour structurer notre relecture du gouvernement AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* : Parti de la justice et du développement).

Pour le moment, nous pouvons affirmer, par une évaluation réductrice, que dans l'idéologie populiste, le peuple fonctionne comme un signifiant central qui

²⁸ Margaret Canovan, « Populism for political theorists? », *Journal of Political Ideologies*, 9(3), October 2004, p. 247.

²⁹ Voir Erneso Laclau, *La Raison Populiste*, Paris: Editions du Seuil, 2008.

reçoit une interprétation fondamentalement monolithique. Le peuple est uni et indivisible, pleinement formé, conscient de soi et identifiable par la majorité chiffrée. Le peuple n'est pas considéré comme un ensemble hétérogène de groupes sociaux, de sujets individuels ou des valeurs, besoins et opinions³⁰. La politique populiste met au centre de sa conception l'image du peuple interprété comme créateur d'une structure collective qui est mû par un intérêt commun. Même s'il existe des variantes de la gauche qui apportent un commentaire étroit du peuple à propos des critères socio-économiques ou des positionnements de classe, ou des tendances de la droite radicale qui produisent une perception étroite du peuple par des commentaires ethnocentriques, nous pouvons conclure que le populisme fonctionne en dernière analyse comme un harmonisateur des relations antagonistes. De ce point de vue, le devenir de la réduction du peuple à un signifiant vide est une situation favorable pour les tendances politiques qui définissent la société à partir de certains dilemmes ou des intérêts antagonistes. Même pour Laclau qui utilise la terminologie marxiste, les classes sociales ne peuvent pas éviter de recourir aux tendances populistes basées sur une définition du peuple comme un être extérieur aux classes dans la quête de l'hégémonie³¹.

La définition et l'analyse de l'antagonisme sociale en termes de « peuple » constituent une tendance commune dans la littérature du populisme, et la théorie de modernisation est l'un des principaux appuis de cette tendance. Dans l'axe de la modernisation, il faut placer les tendances qui définissent le populisme soit comme une étape de passage de la tradition à la modernité, soit comme une réaction contre ce processus. Largement acceptée, cette approche soutient que le populisme est une notion appartenant au Tiers Monde. Comme le peuple est défini en dehors des classes sociales, il y est associé à la non-existence des classes dans les pays tardivement capitalisés. Les auteurs comme Germani et Di Tella ont présenté l'asynchronisme formé pendant la période de modernisation comme un facteur de formation d'une réaction dans la société contre l'appel du populisme³². On peut élargir ce constat par le fait que les intellectuels/élites ont adossé une mission

³⁰ Voir M. Canovan, (2002) « Taking Politics to the People: Populism as the Ideology of Democracy », in Y. Mény and Y. Surel (eds), **Democracies and the Populist Challenge**, New York: Palgrave, 2002, pp. 25-44.

³¹ Voir Ernesto Laclau, **Politics and Ideology in Marxist Theory : Capitalism, Fascism, Populism**, London: NLB, 1977.

³² *Ibid.*, p. 146.

politique différente et développé une expression spécifique au nom du peuple à cause la longue existence de la paysannerie et du retard dans la formation d'organisations fortes par le prolétariat dû à la capitalisation tardive. Dans ce contexte, des thèmes conservateurs tels que la réaction contre la formation des classes modernes et l'éloge des valeurs appartenant à la tradition et au peuple, ont gagné de l'importance. Cette démarche a *grosso modo* deux résultats : le premier est d'évaluer le populisme comme une période de passage plutôt qu'un régime ; le second est de réduire le populisme à une réaction au lieu d'un mouvement idéologico-politique.

Nous avons souligné plus haut que le populisme se définissait dans un cadre trop dépendant du temps et du lieu, et que le peuple, son composant centrique, constituait une catégorie d'abstraction qui créait des significations différentes à des niveaux différents de l'inclusion, ce qui mène à une conception de la société comme un ensemble homogène. Une autre dimension de cette conception homogène et ambiguë du peuple est en rapport avec la perception de l'État. La définition du « peuple » qui exclut les classes sociales et qui accepte une société organique a créé un antagonisme social entre l'État et le peuple tout comme entre les élites et le peuple. Cette conception de la relation dichotomique entre l'État et le peuple a provoqué une conceptualisation unidirectionnelle du populisme comme une stratégie de l'immobilisation du peuple par les élites.

Après cette longue introduction et avant de parler des principales thèses et des conditions d'apparition du populisme autoritaire, il faut ouvrir une parenthèse pour expliquer les raisons de son importance pour ce travail. La théorie du populisme autoritaire représente un point de départ concret pour la compréhension du populisme comme une notion appartenant aux pays capitalistes « sous-développés » ou « en développement », plus précisément aux pays tardivement capitalisés. Elle est loin des démarches qui analysent le populisme comme une sorte de pathologie appartenant aux sociétés où les démocraties et le pluralisme ne sont pas institutionnalisés. Mais l'originalité de cette théorie ne se limite pas à cela : le concept de populisme autoritaire qu'elle introduit montre qu'il peut y avoir un commentaire du populisme au-delà de l'acceptation générale de l'expansion de l'État comme une réponse à la pression venant *du bas* où le peuple affirme d'une manière organisée ses demandes non entendus, ou *du haut* comme un résultat de la quête du consentement concernant la crise de l'accumulation ou de la légalité. Le populisme autoritaire doit être

interprété comme une initiative juste et têt en harmonie avec l'expression « l'opposé de l'étatisme ». Même si le populisme autoritaire possède des caractéristiques polémiques de ce point de vue, on comprend bien pourquoi la démarche du populisme autoritaire signifie (ou est construite comme) un appel vers la gauche à l'opposé de ce nouveau populisme qui accompagne la montée de la droite.

Nous pouvons dire que le populisme autoritaire forme un oxymoron en unissant ces deux notions opposées. Dans ce contexte, il faut indiquer que l'adjectif autoritaire souligne bien le sens et la spécificité du populisme. Selon le commentaire du courant principal, on peut dire que l'appel du populisme défini comme une expansion (de la base) de l'État peut aussi avoir une expression contre l'État. C'est une rhétorique appropriée spécialement pour un populisme basé sur les mouvements sociaux. Toutefois, ce mouvement contre l'État fonctionne comme une part de la stratégie pour conquérir politiquement l'État. Le but est de réformer l'État pour qu'il représente la volonté populaire. Cela signifie certes une expansion de l'État. Alors, les commentaires du courant principal peuvent être interprétés comme une mobilisation du peuple contre l'État au nom des intérêts étroits. Donc, il faut interroger ce qui est nouveau pour le pouvoir autoritaire. Selon un autre point de vue, l'emphase nouvelle apportée par le pouvoir autoritaire est une ironie formée quand cet appel appartient à l'État³³.

Même s'il semble paradoxal que l'État interprète l'expression contre l'étatisme comme un sujet de mobilisation sociale, cela fonctionne comme un appel populiste familier. Des demandes non entendus du peuple sont définis de manière uniforme avec l'État et on recommande que le peuple passe soi-même à la commande là où l'État sera réduit. Comme les classes sociales sont exclues de l'analyse pour le populisme basé sur une homogène et organique du peuple, c'est le peuple, et non pas le capital, qui remplira le vide après le retraitement de l'État. Alors, on peut dire que le populisme autoritaire cristallise un conflit intrinsèque à la définition du populisme.

Hall établit des liens organiques entre les classes dominantes et les classes dominées avec sa conception du populisme en le formulant dans la relation entre le peuple et le bloc de pouvoir. Comme Jessop le souligne, il y voit tantôt une *unité*

³³ Gordon Marshall, « Populism », *A Dictionary of Sociology*, 1998. [En ligne]. <<http://www.encyclopedia.com/doc/1O88-populism.html>>. Consulté le 19 juillet 2009.

populiste qui se réfère plutôt à une tentative d'hégémonie expansive, tantôt une *extase populiste* qui s'adresse plutôt à une crise hégémonique où le peuple se mobilise collectivement contre le bloc de pouvoir, ou encore une sorte de *ventriloquie populiste* qui a une connotation plus proche d'une forme de « révolution passive » où ce même bloc fait passer ses propres idées pour celles du peuple et parle à son nom³⁴.

1.3.2. Poulantzas : l'étatisme autoritaire

A la fin des années 1970, Poulantzas propose une démarche très polémique qui a une qualité d'appel et de critique pour la gauche (dans le sens de chercher des possibilités de passage au socialisme démocratique par réaction aux démocrates sociaux et aux « socialistes réelles ») par des motivations très similaires à celles de Hall (à propos de l'imposition du néolibéralisme sur la transformation malgré son emphase sur l'internationalisation du capital). Nous allons évaluer en comparaison ce couple de notions qui opère dans des domaines proches d'association d'idées, mais nous devons d'abord parler de l'étatisme et de la perception de l'État par Poulantzas. Influencée clairement par Althusser, l'une des thèses importantes de l'auteur qui donne la priorité à cette notion est celle qu'il développe sur la question de l'autonomie relative de l'État :

« Face à un terrain de domination politique occupé par plusieurs classes et fractions de classe et traversé de contradictions internes, l'État capitaliste, tout en représentant de façon prédominante les intérêts de la classe ou fraction hégémonique –elle-même *variable* –, revêt une autonomie relative à l'égard de cette classe et fraction et à l'égard des autres classes et fractions du bloc au pouvoir. C'est, d'une part, parce qu'il assure l'*intérêt politique générale de l'ensemble du bloc au pouvoir*, en organisant l'«équilibre instable de compromis» (Gramsci) parmi ses composantes sous la direction de la classe ou fraction hégémonique ; d'autre part parce qu'il organise cette hégémonie à l'égard des classes dominées, selon les formes spécifiques que leurs luttes revêtent sous le capitalisme. Cette autonomie relative, qui est inscrite dans la structure même de l'État capitaliste par la «*séparation*» *relative du politique et de l'économie que propre au capitalisme*, et qui ne tient donc nullement à la nature intrinsèque de l'«instance étatique ou politique» comme telle, mais

³⁴ Stuart Hall, « Popular-Democratic *versus* Authoritarian Populism », in Alan Hunt (dir), **Marxism and Democracy**, Londres: Lawrence and Wishart, 1980, p 161, et Bob Jessop *et al.*, « Le Populisme Autoritaire, Les Deux Nations et Le Thatchérisme », in Stuart Hall, **Le Populisme Autoritaire**, *op. cit.*, p. 108.

relève de la séparation et de la dépossession des producteurs directs de leurs moyens de production spécifiant le capitalisme, n'est, sous cet aspect, que la condition nécessaire du rôle de l'État capitaliste dans la *représentation* de classe et dans l'*organisation* politique de l'hégémonie. »³⁵

Comme il le répète dans son livre où il étudie la démarche de l'étatisme autoritaire, Poulantzas compare, par cette thèse, l'État à un domaine stratégique où se trouve condensé le conflit politique, et il refuse la définition de la classe dominante homogène. Comme le souligne Jessop, nous pouvons affirmer que sa contribution théorique principale est le développement d'une opinion concernant la relation sociale reproduite grâce à l'interaction entre le pouvoir de l'État, la forme institutionnelle de l'État et le caractère changeant des forces politiques *via* cette interaction³⁶. Dans sa démarche où il met l'accent sur la détermination du conflit de classe au niveau politique, Poulantzas exclut le commentaire instrumental de l'État et l'analyse de l'État qui subordonne les classes sociales à ce dernier comme un sujet. On peut remarquer facilement que cette démarche propose des domaines pour les conflits d'hégémonie entre les différents secteurs de la société, et ajoute qu'au dernier degré, l'autonomie relative de l'État est déterminée par les « rapports de production » et la « division du travail ».

On peut avancer que la question de savoir si les formes institutionnelles supranationales ont tendance à prendre la place des États-nations et quelles sont adaptations faites par les États pour appliquer les nouvelles fonctions nécessaires pour la reproduction du capital, oriente essentiellement la pensée de Poulantzas sur l'autonomie relative de l'État. Dans les années 1970, il discute la transformation de l'État capitaliste à partir des analyses sur l'affaiblissement de la démocratie et la centralisation administrative qui accompagne cet affaiblissement. Mais ce faisant, il s'oppose à l'argument selon lequel tous les pays libéraux sont fascistes et à la distinction infrastructure/superstructure, et il définit une structure hétérogène de l'État qui inclut des conflits de manière mentionnée ci-dessus. Poulantzas exprime que « l'étatisme autoritaire » prend une place dominante dans le monde même s'il est se présente dans des formes assez différentes. La tendance générale de cette

³⁵ Nicos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris: Éditions du Seuil, 1974, p. 96.

³⁶ Bob Jessop, *Hegemony, Post-Fordizm ve Küreselleşme Ekseninde Kapitalist Devlet*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2005, p.75..

transformation indiquée par ce concept est « l'accaparement accentué, par l'État, de l'ensemble des domaines de la vie économique-sociale *articulés* au déclin décisif des institutions de la démocratie politique et à la restriction draconienne, et multiforme, de ces libertés dites 'formelles' »³⁷, parce que selon Poulantzas, ce concept est directement lié aux transformations des rapports de production et des processus de division sociale du travail, donc à celles des rapports de classe. L'analyse des modifications institutionnelles de l'État exige une telle perspective :

« L'étatisme autoritaire réside aussi dans la mise en place de tout un dispositif institutionnel préventif, face à la montée des luttes populaires et aux dangers qu'elle représente pour l'hégémonie. [...] Cet État, pour la première fois probablement dans l'existence et l'histoire des États démocratiques, non seulement contient des éléments épars et diffus de totalitarisme, mais cristallise leur agencement organique en dispositif permanent et parallèle à l'État officiel. Dédoublément de l'État qui semble bien être un trait structurel de l'étatisme autoritaire, et qui ne signifie pas une réelle étanchéité ou dissociation entre l'État officiel et le dispositif en question, mais leur chevauchement fonctionnel et leur osmose constante. »³⁸

Cette image du dédoublement de l'État se réfère à l'inclusion, en même temps qu'aux traits communs entre les diverses formes démocratiques et les totalitarismes au sein de l'État actuel dans son aspect capitaliste. Il s'agit toujours d'un équilibre instable dans la direction des fractions hégémoniques de la classe dominante. Dans ce contexte, en acceptant l'emphase de Poulantzas, si on interprète le pouvoir comme une chose qui surgit de la totalité du conflit entre les classes et non pas comme une chose qui existe dans le domaine social et qui est partagé entre les classes et l'État, le caractère contradictoire du pouvoir gagne plus d'importance. Le pouvoir ne peut pas s'identifier à une devise de l'État, mais l'argument le plus consistant dans les études de l'État de Poulantzas stipule que « l'État n'applique pas 'un pouvoir de l'État' indépendamment du 'pouvoir de classe' ». Le pouvoir de l'État est l'état concentré et

³⁷ Nicos Poulantzas, **L'État, le pouvoir, le socialisme**, Vendôme: Presses Universitaires de France, 1978, p. 227.

³⁸ **Ibid.**, p. 233.

institutionnellement médiatisé de l'équilibre des forces variables, et l'équilibre des forces ne peut jamais être neutre du point de vue des classes sociales³⁹.

Le déclin du Parlement et le renforcement de l'exécutif ainsi que d'autres évolutions « anti-démocratiques », sont motivés par la transformation du système capitaliste. L'effet direct de cette transformation est d'éloigner les masses des processus de prise de décisions politiques en affaiblissant le fonctionnement organique du système de partis politiques. Poulantzas parle d'une forme de l'État qui influence avec moins de réserve l'ensemble de la société. Selon lui, l'étatisme autoritaire doit être compris comme une forme actuelle du capitalisme qui caractérise aussi bien les États qui se dirigent ce système que ceux qui en dépendent. Dans son dernier travail, Poulantzas liait la sectorialisation des fonctions économiques et politiques de l'État et leur réunification sous une forme particulière à la puissance émanant de l'internationalisation du capital et il insistait sur le fait que les besoins institutionnels spécifiques de l'État capitaliste d'aujourd'hui étaient déterminés par ce processus. C'est cet ultime constat sur ce déterminisme qui accroît l'importance des luttes de classes chez Poulantzas parce que, selon lui, cette nouvelle forme étatique peut s'articuler à différents types de régime et la force de l'étatisme autoritaire provient des mesures prises aussi bien pour faire évoluer l'État que pour lui résister.

1.3.3. Gramsci : l'hégémonie expansionniste et la Révolution passive

Antonio Gramsci qui analyse les conditions spécifiques du capitalisme occidental de l'après-guerre avec une rhétorique révolutionnaire, est sans doute l'un des philosophes qui ont profondément influencé la pensée politique du XX^{ème} siècle avec une série de concepts qu'il a proposés. La contribution de l'analyse gramscienne à Althusser et à Poulantzas, mais aussi à Hall qui s'inspire de ces derniers, est évidente. Tout comme les autres, Gramsci a toujours été à la recherche du succès, voire d'une issue révolutionnaire pour la gauche

³⁹ Bob Jessop, *Hegemony, Post-Fordism...*, op. cit., p. 96.

Gramsci critique sévèrement la compréhension de la dimension politico-idéologique comme des reflets directs des fondements matériels. Pour lui, l'évolution des conditions socio-économiques ne produit pas en soi des changements politiques, mais établit les conditions dans lesquelles ces changements deviennent possibles. Ce qui est crucial, dans la réalisation de ces changements, sont les rapports de force existants au niveau politique. Alors, l'action politique est conditionnée par la structure, mais pas déterminé par elle. Il s'agit toujours des relations plus dynamiques et complexes entre les différents niveaux de formation sociale⁴⁰. En fait, son concept d'hégémonie pourrait être considéré comme la conceptualisation de la réciprocité entre la base et la superstructure rejetant ainsi la dichotomie entre ces derniers et introduisant le concept du « bloc historique »⁴¹.

La notion gramscienne d'hégémonie implique la mobilisation et la reproduction réussies du consentement actif du peuple par le leadership moral, politique et économique des fractions de la classe dirigeante. Ce leadership intellectuel et moral constitue une synthèse supérieure à travers l'idéologie exprimée sous forme de volonté générale qui devient le ciment organique unifiant le « bloc historique ».⁴² L'hégémonie, au sens gramscien, se base sur le consentement actif du peuple et non pas sur l'acceptation passive. Ce qui indique une forme expansive de l'hégémonie. De plus, comme soulignent Buci et Glucksmann, le concept d'hégémonie repose essentiellement sur la notion de lutte de classes ; dans ce sens, c'est aussi bien un modèle de désintégration que d'intégration puisqu'il permet méthodologiquement et politiquement l'existence des formations contre-hégémoniques :

« Les couples théoriques et méthodologiques de Gramsci sont bipolaires. Aucune théorie de l'hégémonie, en d'autres termes, pas de théorie de la crise de l'hégémonie (ou des crises organiques), aucune analyse de l'intégration des classes subalternes à une classe dominante, aucune une théorie des modes d'autonomisation et de constitution des classes qui permettent à une ancienne classe subalterne de devenir hégémonique ... »⁴³

⁴⁰ A. Gramsci, D. Forgacs, (ed.), **The Gramsci Reader: Selected Writings 1916-1935**, New York: New York University Press, 2000, p. 191-200.

⁴¹ C. Buci-Glucksmann, **Gramsci and the State**, London: Lawrence and Wishart, 1980, p. 276.

⁴² Pour une discussion plus large, voir E. Laclau et C. Mouffe, **Hegemony and Socialist Strategy**, London: Verso, 2001.

⁴³ C. Buci-Glucksmann, **op. cit.**, p. 57.

La formation de la contre-hégémonie se produit au moment des crises hégémoniques où ce qui est ancien est en train de mourir tandis que ce qui est nouveau n'est pas encore né. Le compromis sur lequel le consentement actif de la population est obtenu possède toujours un caractère provisoire et historique. Alors, cela veut dire que l'hégémonie de la classe dirigeante est ouverte aux crises dues aux échecs politiques du gouvernement de l'État et ainsi aux passages des masses populaires d'une certaine forme de la passivité politique à une certaine activité qui peut bien évidemment s'orienter vers une révolution.⁴⁴

Si l'on se réfère aux remarques de Jessop, Gramsci défend que dans l'hégémonie expansionniste, il existe une continuité qui débute par certaines formes de « la révolution passive » et qui se prolonge clairement vers « une guerre des manœuvres » contre les masses populaires. Un projet expansionniste consiste à rendre continu le support actif de la plupart des masses populaires ou à l'élargissement de ce support. Nous trouvons un exemple d'un tel projet dans le succès du programme « national-populaire » qui a pour but de développer les intérêts nationaux en uniformisant convenablement les prix matériaux et symboliques⁴⁵. Cette remarque insinue que la politique hégémonique est en relation avec des intérêts matériels au niveau national. Ses réflexions sur les formes de la politique populiste seront examinées dans les chapitres suivants.

Quant aux formes de la révolution passive, un tel mécanisme de prix n'est pas nécessaire. La contre-mobilisation des masses (il faut qu'ils deviennent des récepteurs passifs) et la réorganisation des relations sociales (la révolution *par le haut*) sont nécessaires pour la continuation du leadership de la classe dominante. La composante centrale de la conceptualisation de la révolution passive est l'étatisation absolue des relations sociales dans le but de réprimer des initiatives existantes ou éventuelles de peuple tout au long de ce processus de réorganisation. L'idée de la « révolution passive » dont Hall se sert pour sa capacité explicative des stratégies populistes (par opposition à *populaires*), peut être reprise pour mieux comprendre la stratégie « anti-étatiste » dirigée par le haut. Hall utilise la « révolution passive » dans une conception similaire selon laquelle une transformation sociale résulte d'une

⁴⁴ A. Gramsci, D. Forgacs, (ed.), **op. cit.**, p. 218.

⁴⁵ Bob Jessop, **Devlet Teorisi, Kapitalist Devleti Yerine Oturtmak**, Ankara: Epos Yayınları, 2008, p. 286.

accumulation progressive de changements modestes organisés souvent par le haut sans mobilisation des masses.

Par contre, la révolution passive, contrairement à l'hégémonie expansionniste, ne suscite pas une ambiance de réconciliation naturelle pour la participation des masses aux objectives nationales populaires. Elle joint les intérêts des masses au projet (s'il existe) exécuté par le centre seulement par un jeu mécanique de réconciliation et comme un résultat de la guerre des positions, et souvent elle impose les désirs de la classe dominante aux masses⁴⁶.

1.4. *Les approches critiques et remarques conclusive*

La critique fondamentale adressée au populisme autoritaire est de défendre qu'il ne s'intéresse qu'à un seul aspect de la dimension idéologique du thatchérisme. Malgré une acceptation positive de l'accent mis sur la nécessité de la prise en compte plus sérieuse d'une politique hégémonique par la gauche, Jessop *et al.* nous avertisse que la concentration de Hall sur l'opinion publique et la politique comme domaine principal de la lutte idéologique offre au populisme autoritaire une qualité de paradigme applicable aux autres domaines sociaux.⁴⁷ Bien sûr, à l'arrière-plan de cette critique se place une mention de l'absence de concentration sur la construction matérielle des processus hégémoniques, ce qui peut encore être considéré comme l'une des principales lacunes des analyses de l'hégémonie qui prétendent représenter une approche gramscienne.

Bien que Hall ait répondu humblement à la question de l'ambiguïté suscitée par son analyse (à savoir si le populisme autoritaire propose une nouvelle forme d'exception ou démocratique de l'État ou une analyse partielle de la conjoncture actuelle⁴⁸), en affirmant qu'il ne fournissait pas un modèle généralisable⁴⁹, il serait utile de comparer sa position à l'approche de l'étatisme autoritaire de Poulantzas. L'hypothèse de Poulantzas sur « l'étatisme autoritaire » qui traite les États

⁴⁶ *Ibid.*, p. 286.

⁴⁷ Bob Jessop *et al.*, "Le Populisme Autoritaire, Les Deux Nations et Le Thatchérisme", in **Le Populisme Autoritaire**, Paris: Editions Amsterdam, p. 110; Kevin Bonnett *et al.*, "Thatcherism and the Politics of Hegemony: A Reply to Stuart Hall", **NLR**, I/153: p. 87

⁴⁸ Kevin Bonnett *et al.*, **op. cit.**, p. 90

⁴⁹ Stuart Hall (ed), "Le Populisme Autoritaire: Réponse a Jessop *et al.*", **Le Populisme Autoritaire**, Paris: Editions Amsterdam, p. 158.

capitalistes de la même manière quel que soit leur niveau de développement, est basée sur la défaillance de la démocratie dans les années 1970 et sur les analyses de la centralisation administrative qui l'accompagnent. Les analyses de Poulantzas, même si elles touchent au développement simultané des formes plébiscitaires et populistes du consentement social et des formes technocrates et néo-libérales de la légitimité, sont loin de contraindre le processus de compromis populiste ainsi que le populisme autoritaire lui-même. Hall critique le concept d'étatisme autoritaire pour son incapacité à reconnaître suffisamment l'importance croissante de la stratégie «anti-étatiste» de la « New Right ». Selon lui, il est étroitement lié à la dimension populiste de la transformation sociale en cours :

« Soit dit en passant, une stratégie « anti-étatiste » n'est pas une stratégie qui refuse d'opérer à travers l'État ; c'est une stratégie qui restreint le rôle de l'État et qui progresse en s'efforçant, sur le plan idéologique, de se *présenter* comme anti-étatiste, en vue d'une mobilisation populiste. Je présumais que cette stratégie très contradictoire – que nous avons pu voir à l'œuvre dans le thatchérisme qui, en même temps qu'il démantèle l'État-providence, se montre à la fois « anti-étatiste » dans sa représentation idéologique *et* fortement centraliste et dirigiste dans bon nombre de ses opérations stratégiques – aurait de réels effets et infléchirait le cours de la politique de façon nouvelle. »⁵⁰

Toutefois, il ne peut être accepté que la sur-responsabilisation de l'appareil étatique ou le populisme deviennent l'image qui représente l'État moderne. Ceux-ci résultent de la contradiction structurelle de l'État capitaliste et de la nature complexe des fonctions économiques, politiques et idéologiques de l'État moderne. L'hégémonie sociale, toutefois, devrait être définie par la relation mutuelle entre la question du leadership politique et les processus structurels.⁵¹ La crise du parlementarisme (ainsi que celle du corporatisme pour l'Angleterre de l'époque) qui constitue la base sociale et institutionnelle de la légitimité de l'État et de la démocratie représentative, est l'une des raisons concrètes de l'intérêt du thatchérisme au discours idéologique et à la médiation des médias pour la mobilisation sociale.⁵² En fait, cette affirmation convient à la crise de représentation qui est encore présente aujourd'hui, ainsi qu'à la connotation populiste du politique qui en résulte. La base

⁵⁰ **Ibid.**, p161.

⁵¹ Kevin Bonnett *et al.*, **op. cit.**, p. 90.

⁵² **Ibid.**, p.95.

matérielle et les instruments de ce processus doivent être redéfinis sur la base des dynamiques socio-politiques actuelles.

Malgré sa structure plus sophistiquée, ce qui rend la notion de populisme autoritaire plus attrayant que la conception d'étatisme autoritaire, est qu'il mette l'accent sur l'augmentation de l'influence absolue de l'État par la «dépolitisation» du sphère démocratique et le retrait des masses, plutôt que de décrire ce phénomène comme un élargissement de l'appareil étatique et de sa capacité de contrôle au détriment des processus démocratiques.

II. POPULISME ET DEMOCRATIE

Dans les chapitres précédents, nous avons souligné certains aspects de l'ambiguïté et de l'incertitude qui règnent sur la littérature du populisme. Dans cette partie, nous allons essayer de suggérer une nouvelle classification de cette littérature en évoquant quelques débats ou questionnements sur les raisons de ce caractère ambigu et incertain.

Les chercheurs qui avaient l'ambition d'expliquer le populisme ont dû développer d'innombrables stratégies entre deux tendances diamétralement opposées. Depuis la première évocation du terme pour désigner les mouvements d'agriculteurs d'origine américaine à la fin du XIX^{ème} siècle, s'est accumulé une série de définitions qui ne se ressemblent guère. D'un côté, il existe des explications contextuelles liées au caractère concret de ce qui est unique comme phénomène ; de l'autre, toute une panoplie de tentatives de théorisation, fruits d'une abstraction poussée qui possède l'ambition d'être universelle. Cet éventail de définitions particulièrement large met devant le chercheur qui travaille sur ce concept d'innombrables nuances et divergences aigues. Cette diversité, comme dans le cas de ce que Isaiah Berlin appelle le « complexe de Cendrillon », rend illusoire l'effort d'arriver à une définition complète et unique du populisme⁵³. Néanmoins, la référence constante à un même concept dans des contextes historiques et sociaux très différents les uns des autres mérite un certain intérêt et un effort d'explication.

Ce travail ne vise nullement à arriver au plus grand dénominateur commun qui pourrait s'appliquer aux différentes analyses du populisme, ni à dégager une série de points communs qui seraient valables pour l'ensemble de la littérature sur le populisme. De telles ambitions, l'une comme l'autre, mèneraient inévitablement à énumérer une série de formes, de caractéristiques ou d'acteurs incohérents supposés

⁵³ Isaiah Berlin, **Russian Thinkers**, Londres: Hogarth Press, 1978, cité par Paul Taggart, **Popülizm**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, p. 2.

servir à classer le populisme. D'autre part, toute explication contextuelle qui ne justifie pas ces facteurs et les catégories auxquelles ils appartiennent, imposerait une prise de position plus modeste qui discute plus les apparences que les causes. C'est peut-être pour cette raison que « l'une des caractéristiques de la littérature consacrée au populisme est la réticence – ou la difficulté – à donner à ce concept un sens précis »⁵⁴. De ce fait, l'interrogation sur la catégorie dans laquelle le populisme pourrait trouver son sens réel joue un rôle important dans l'effort de reclassification de la littérature dans ce domaine. Mais le problème auquel on est confronté dans cette tâche n'est pas uniquement celui de savoir si le populisme est une idéologie comme le libéralisme et le conservatisme ou, au contraire, s'il est un style politique qui peut s'articuler à toutes les idéologies. Les possibilités ne se limitant pas aux seules définitions du populisme en tant qu'idéologie, rhétorique ou mouvement, il faudrait d'abord décider de ce que l'on devrait chercher avant de discuter du bien-fondé du qualificatif qu'on utilise pour le nommer. Cette décision, primordiale pour le chercheur, impliquera l'exploration d'un ou de plusieurs champs d'études aussi diversifiés que la théorie politique, l'ethnographie, la psychologie sociale ou encore l'économie politique.

Il ne serait pas erroné de dire que ce qu'il faut faire, est de développer une approche ontologique, mais il n'est pas aisé de définir le contenu ontologique du populisme. En construisant la nouvelle classification que nous allons suggérer dans les pages suivantes, nous allons mettre ce besoin au centre de notre réflexion et déterminer ainsi une nouvelle problématique. Afin de réduire l'incertitude qui domine la littérature du populisme, nous allons préférer nous concentrer sur les déterminants sociaux qui sont à l'origine de ce phénomène. Ce choix nous oriente, en effet, à réfléchir sur les similitudes entre les différentes situations qui ont fait naître le(s) populisme(s) au lieu de tenter de construire des catégories à partir des apparences du populisme qui changent de forme selon les contextes historiques ou politiques. Les thèmes comme le changement, la crise, la souveraineté, la polarisation sociale ou la mobilisation des masses mènent inévitablement à penser la démocratie chargée, certes, d'autant d'incertitudes que le populisme lui-même, mais qui occupe toujours une place plus centrale que ce dernier du point de vue de la science politique moderne.

⁵⁴ Ernesto Laclau, *La raison populiste*, op. cit., p 15.

La relation entre la démocratie et le populisme offre également un terrain propice à la discussion sur la place éventuelle du concept de « populisme autoritaire » dans la littérature concernée. La plupart des tentatives de classification du populisme choisissent d'ailleurs de le faire en partant de sa qualité démocratique ou anti-démocratique, s'efforçant ainsi de contourner son caractère *amorphe*. Dans cette perspective, après une évaluation générale de la littérature concernée, nous allons étudier le rapport du populisme à la démocratie dans les nouveaux débats sur ce phénomène pour arriver à démontrer, enfin, comment le concept de « populisme autoritaire » que nous avons examiné dans la première partie de ce travail pourrait combler une lacune dans cette littérature.

2.1. Regard général sur la littérature du populisme

2.1.1. La question des catégories

Il existe plusieurs ouvrages qui étudient le populisme comme un phénomène politique au-delà de ses conceptions partielles.⁵⁵ Or, les efforts pour définir un idéaltype du populisme sont souvent condamnés à l'échec. En fait, la plupart des chercheurs en sciences sociales seraient plutôt d'accord sur la non-définition du terme. Ernesto Laclau qui adopte une position marxiste montre dans son ouvrage daté de 1977, l'un des premiers à s'aventurer dans la théorisation du populisme, que malgré sa non-définition conceptuelle, le populisme continue d'être en bonne santé dans le domaine des sciences sociales⁵⁶. Bien qu'ils ne soient pas optimistes quant à la possibilité de construire une théorie populiste, les études de Margaret Canovan et ceux de Paul Taggart nous indiquent la possibilité d'un accord raisonnable sur un noyau dur de signification du terme. Pour une approche plus optimiste orientée vers une définition persuasive, on peut s'adresser à Pierre-André Taguieff qui préfère le

⁵⁵ Voir les exemples devenus classiques dans la littérature : Paul Taggart, **Popülizm**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004 ; Margaret Canovan, **Populism**, London: Junctions Books, 1982 ; et surtout, comme une initiative pionnière, Ghita Ionescu, Ernest Gellner, **Populism: Its meanings and national characteristics**, London: Weidenfeld and Nicolson, 1970.

⁵⁶ Ernesto Laclau, **Politics and...**, *op. cit.*, p. 146.

définir comme un style politique au lieu d'un type de régime politique ou d'une idéologie bien construite⁵⁷.

Comme l'affirme Taggart, peu d'ouvrages dans cette littérature paraissent être pertinents quant à l'effort de conceptualisation du populisme. Les sources qui étudient ce phénomène sont limitées et celles qui prétendent arriver à une explication universellement valable à partir d'analyses comparatives restent souvent prisonnières de leur contexte originel ou sont loin d'apporter une synthèse fructueuse. Quant à l'étude de Canovan qui a le mérite d'être un essai original de taxinomie, elle ne fait que prouver le caractère dispatché de ce concept⁵⁸. Il ne serait sans doute pas erroné d'affirmer que l'effort de Canovan, apprécié d'ailleurs par Taggart lui-même, constitue en fait une sorte de recul consensuel devant la nature ambiguë du populisme. Selon Canovan, la raison de l'échec des efforts de théorisation du populisme est double : les recherches sont soit trop exclusives et loin d'être explicatives, soit trop inclusives et loin d'être convaincantes. L'alternative est, selon l'auteur, la construction d'une typologie descriptive par une approche phénoménologique⁵⁹.

Toutefois, il est évident qu'il s'agit d'une question de catégorisation à la base. Comme nous allons voir plus loin, la multiplication des types de populisme proposée par l'approche de Canovan ne peut être utile que pour franchir l'ambiguïté des recherches qui utilisent le populisme comme un concept-étiquette *off-the-shelf* pour expliquer un quelconque phénomène partiel, comme le critique d'ailleurs Taggart⁶⁰. Or, il n'existe même pas encore d'accord sur ce que le populisme pourrait éventuellement correspondre. Il existe plusieurs catégories de définitions ; mais on peut les rassembler essentiellement sous 5 niveaux sociaux : le régime politique, l'idéologie, le mouvement, la rhétorique et le style ou attitude politique⁶¹.

⁵⁷ Pierre-André Taguieff (dir.), **Le Retour du populisme : un défi pour les démocraties européennes**, Paris : Universalis, 2004.

⁵⁸ Paul Taggart, **Populism**, *op. cit.*, p. 29.

⁵⁹ Margaret Canovan, « Two Strategies for the Study of Populism », **Political Studies**, vol. 30, n° 4, 1982, p. 544.

⁶⁰ Paul Taggart, « Populism and Representative Politics in Contemporary Europe », **Journal of Political Ideologies**, vol. 9, n° 3, 2004, p. 271-272.

⁶¹ Pour une discussion plus large sur une telle typologie, voir. Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », **Vingtième siècle. Revue d'histoire**, n° 56, 1997, pp. 4-33.

Pour le premier, il est difficile de trouver un bon exemple, mais on peut plutôt placer dans cette catégorie les recherches sur les régimes autoritaires ou semi-plébiscitaires où le chef charismatique s'adresse directement aux masses. On peut rappeler certaines études sur l'Amérique latine (où le populisme est souvent enrôlé dans une forme de régime politique structuré autour de certaines personnalités, comme Taggart le souligne dans son livre). Par exemple, Robert H. Dix vise à arriver à une conceptualisation de *Torcuato di Tella* en considérant non seulement la composition du leadership, mais aussi la base populaire du populisme, son idéologie, son programme, son organisation et son style de leadership. Dix propose deux types de populismes : autoritaire (par exemple, en Argentine *Peronismo* ; au Chili *Ibanismo* ; en Colombie *Rojismo*) et démocratique (par exemple, au Venezuela *Accion Democratica* ; au Pérou *Alianza Popular Revolucionaria* ; en Bolivie *Movimiento Nacionalista Revolucionario*). Ce sont, d'ailleurs, les deux types les plus discutés du populisme dans la littérature sur l'Amérique latine, et selon Dix, tous les régimes qui se regroupent dans cette catégorie possèdent des caractéristiques similaires comme leur composition *cross-class* et leur base populaire⁶². Dans cette catégorie il s'agit souvent d'une conceptualisation du populisme agité dans des moments de crise de la légitimité politique et surtout par des processus de modernisation, sous la pression d'aspirations populaires. La légitimation peut se lier à la souveraineté du peuple ou à la domination charismatique.

Dans la deuxième catégorie, on considère le populisme comme un *mouvement* basé sur la mobilisation des classes moyennes et populaires et/ou comme une conséquence de l'irruption des masses dans l'espace socio-politique. Il existe plusieurs exemples pour illustrer cette catégorie, parce que le thème de la mobilisation des masses est récurrent dans la plupart des définitions du populisme. Dans cette catégorie où la dimension idéologique s'ajoute souvent simultanément à la dimension mobilisatrice, nous pouvons donner l'exemple des travaux qui portent sur les *Narodniks* en tant que mouvement intellectuel pro-paysan, le populisme nord-américain qui se base sur la mobilisation des petits propriétaires terriens contre l'urbanisation et le populisme latino-américain où la petite bourgeoisie ou la bourgeoisie nationale mobilise les masses autour des thèmes d'hostilité à l'oligarchie

62 Robert H. Dix, « Populism : Authoritarian and Democratic », *Latin American Research Review*, vol. 20, n° 2, 1985, p. 30.

et à l'impérialisme. Dans ces travaux, on fait allusion à l'existence d'une classe sociale déterminée et d'une idéologie déterminée qui la caractérise. Selon Laclau, « le problème de ce genre d'interprétation est évident : ils échappent au phénomène qu'ils visent à expliquer. »⁶³. L'approche fonctionnaliste qui étudie le populisme comme un phénomène aberrant généré par l'asynchronisme qui apparaît au moment du passage de la société traditionnelle à la société industrielle⁶⁴.

Une troisième conceptualisation du populisme, sous forme d'une *idéologie*, est fondée sur une idéalisation du peuple d'une manière plutôt homogène et organique, et sur une dénonciation de « ceux d'en haut » et des élites. Selon cette approche qui considère le populisme plutôt comme une idéologie et non pas comme un mouvement, l'idéologie populiste se caractérise par l'opposition au *statu quo*, le manque de confiance envers les hommes politiques traditionnels, l'hostilité envers l'intellectualisme et un message adressé au peuple au lieu des classes sociales. Toujours selon Laclau, cette approche qui a le mérite de contribuer à la recherche des premières formes du populisme, a tout de même deux grands défauts : en premier lieu, elle est entièrement descriptive lorsqu'elle énumère les caractéristiques du populisme et, de ce fait, elle n'est pas capable de les saisir leur unité propre ; en second lieu, elle ne dit rien sur le rôle joué par un élément strictement populiste dans une formation sociale déterminée⁶⁵.

Pour l'évaluation du populisme comme un *style* ou une *attitude politique*, on peut mentionner l'approche de Pierre-André Taguieff qui voit le populisme non pas comme une idéologie mais comme un style politique. D'après lui, le terme « populisme » a une signification très vague et incarne un fourre-tout théorique. Le populisme n'est réductible ni à un régime politique particulier (une démocratie ou une dictature peut présenter une dimension populiste) ni à des contenus idéologiques fixes (le populisme peut s'articuler avec n'importe quelle idéologie)⁶⁶. Dans cette même perspective, Alan Knight considère ce style comme la base d'un modèle de « looser » et Canovan souligne la capacité de celui qui adopte ce style à

⁶³ Ernesto Laclau, **Politics and...**, *op. cit.*, p. 146.

⁶⁴ Parmi toutes les approches qu'il évoque, c'est sans doute celle qui suscite de loin le plus de réticence chez Laclau. Pour une large critique qu'il y adresse à partir de Germani et Torcuato Di Tella, voir **Ibid.**, pp. 147-156.

⁶⁵ **Ibid.**, p. 146-147.

⁶⁶ Pierre-André Taguieff (dir.), **Le Retour du...**, *op. cit.*, 2004.

communiquer dans une langue extrêmement simplifiée, à la portée de tout un chacun (*tabloid-like language*)⁶⁷.

La dernière catégorie conçoit le populisme comme une *rhétorique* met l'accent sur la capacité du discours populiste à canaliser et à exploiter le ressentiment des masses ou de certaines classes sociales. En fait, cette catégorie, comme presque toutes les autres, est strictement liée aux autres et surtout à celle de l'idéologie et du mouvement. Dans l'ouvrage collectif dirigé par Ghita Ionescu et Ernest Gellner, on peut trouver un article de Kenneth Minogue, intitulé « Populisme comme un mouvement politique », qui se base sur deux distinctions : la première est entre la rhétorique et l'idéologie ; la deuxième entre le mouvement et son idéologie. Cette approche selon laquelle « dans une échelle normative, la rhétorique étant en bas, le mouvement en haut et l'idéologie occupant une délicate position intermédiaire entre les formes institutionnalisées d'un mouvement et sa dégénérescence en rhétorique pure » est très problématique et mécanique⁶⁸. Or, Taggart qui souhaite arriver à une définition universelle du populisme à partir de l'étude d'une multitude d'exemples, défend que ce phénomène est rarement réductible à un mouvement, un leader, un régime ou une idée, qu'il apparaît souvent comme un amalgame de tout cela, mais qu'il ne les englobe jamais tous à la fois. Cette prise de position et l'attitude sceptique – qu'il partage d'ailleurs avec Canovan – quant à la construction d'une théorie explicative du populisme, ont poussé Taggart à inventorier les thèmes communs aux phénomènes qu'on qualifie de populistes⁶⁹. Cet inventaire démontre que le populisme surgit souvent dans des moments de crise comme une réaction à la structure institutionnelle et idéologique de la politique représentative ; il est conformiste puisque démuné de valeurs centrales dominantes ; il apparaît comme une exaltation implicite ou explicite de la perception patriotique.

Dans ce sens, nous pouvons dire qu'il existe dans la littérature du populisme une incertitude à la fois verticale et horizontale. L'incertitude verticale désigne

67 Benjamin Arditi, **Politics on the Edges of Liberalism: Difference, Populism, Revolution, Agitation**, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2007, p. 61.

68 Erneso Laclau, **La raison populiste**, *op. cit.*, p. 23-26.

69 Selon Taggart, le populisme comme un idéal-type a cinq caractéristiques : l'hostilité envers la politique représentative ; l'imagination d'une « patrie de cœur » qui représente une conception idéalisée de la communauté ; l'absence des valeurs de base ; la réaction à une conception de crise extrême ; la capacité auto-limitatrice du populisme. Pour un résumé analytique, voir Paul Taggart, « Populism and... », *op. cit.*, p.272-284.

l'indétermination à définir à quel niveau social on devrait assigner le populisme ; l'incertitude horizontale se manifeste au sujet de savoir pour quels faits sociaux, dans une catégorie sur laquelle il existe un accord explicite ou implicite, on devrait utiliser cette définition. Nous avons déjà souligné qu'il existait plusieurs stratégies pour surmonter cette double incertitude. En effet, c'est l'effort de théorisation qui est plutôt utilisé pour surmonter l'incertitude verticale, et l'effort de classification pour surmonter l'incertitude horizontale.

Selon Canovan, les partisans de la stratégie qui consiste à rassembler les différents cas de populisme sous un même toit théorique et à atteindre ainsi les principales particularités du populisme, cherchent une unité cachée sous les diverses apparences de l'idéologie et des mouvements populistes à l'exemple d'un physicien qui cherche à découvrir la structure élémentaire de la matière⁷⁰. Canovan critique cette approche d'avoir généralisé de façon simpliste les conclusions déduites d'un seul exemple de populisme. Elle défend que, même si se focaliser sur les points communs des mouvements « populistes » est important, ceux-ci sont également communs à tous les mouvements politiques modernes et cette approche risque de les faire englober par un concept de « populisme » trop élargi⁷¹.

En effet, on peut inclure dans un tel concept : les *narodniks* qui résistent au développement du capitalisme dans la Russie tsariste de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, avec l'ambition de fonder un ordre égalitaire reposant sur les communes rurales ; ou les *chartistes* qui lancent, un quart de siècle avant les *narodniks*, le premier mouvement prolétaire organisé à Londres qui était de loin la ville la plus industrialisée de l'Europe ; ou encore le *poujadisme*, mouvement petit-bourgeois qui s'est développé en France dans les années 1950 contre l'industrialisation poussée et la modernisation de type américain. On peut encore ajouter à cette liste toute une série de mouvements, de courants et de leaders, tous différents les uns des autres : le péronisme, le maccarthysme, le powellisme, les mouvements nationalistes de libération du XX^{ème} siècle, les mouvements paysans dans les pays de l'Europe de l'Est, la social-démocratie ou la Nouvelle Gauche des pays nordiques qui défendent la participation directe du peuple au gouvernement... Cependant, la force explicative

⁷⁰ Margaret Canovan, « Two Strategies... », *op.cit.*, p. 545.

⁷¹ *Ibid.*, p. 547.

d'un concept dont la portée est aussi large doit être questionnée et les points communs à tous ces mouvements doivent être clairement déterminés.

La deuxième stratégie éventuelle pour surmonter l'incertitude dans la littérature du populisme consiste, selon Canovan, à établir une taxinomie aussi détaillée que possible. Cette stratégie s'apparente plus à la méthode d'un naturaliste qui collectionne les insectes et essaie de les répertorier. Elle est phénoménologique, concernée plus par la description des phénomènes que leur explication. Elle vise d'être compréhensible plus que de posséder une certaine élégance théorique.

L'essai de typologie faite par Margaret Canovan dans son livre *Populism* repose, essentiellement, sur une distinction entre le populisme agraire et le populisme politique. Le premier se forme de trois sous-groupes (le radicalisme des fermiers des États de l'Ouest et du Sud des États-Unis dans les années 1890 ; les mouvements paysans de l'Europe de l'Est ; le socialisme agraire des intellectuels russes). Quant au populisme politique, il comporte quatre types : la dictature populiste, avec une dimension bonapartiste liée à une certaine faiblesse des bourgeoisies nationales à s'imposer seules comme dans le modèle de l'Amérique du Sud ; la démocratie populiste, de type suisse ; le populisme réactionnaire du style national-raciste illustré au cours des années 1960 par Georges C. Wallace aux États-Unis et par Enoch Powell en Grande-Bretagne ; le populisme des politiciens sous une forme d'appel au rassemblement du peuple par delà les clivages idéologiques⁷².

Canovan souligne que cette taxinomie n'offre en aucun cas une théorie du populisme. La taxinomie – si elle existe – est loin d'apporter des éléments de connaissance sur les caractéristiques essentielles du populisme, et ne donne aucune explication sur son apparition ni ses variations. La raison qui pousse Canovan à proposer cette stratégie réside dans le constat qu'il y ait eu suffisamment de tentatives échouées pour convaincre de la quasi-impossibilité d'aboutir à une théorie satisfaisante. Elle défend que la construction d'une typologie descriptive par une approche phénoménologique puisse éventuellement aider à supprimer quelques incertitudes qui dominent la littérature dans ce domaine⁷³. En effet, comme l'affirme d'ailleurs Canovan elle-même, il n'existe dans aucune de ces catégories un

⁷² **Ibid.** p. 550-551.

⁷³ **Ibid.** p. 551.

programme économique ou politique commun, une structure idéologique partagée. Il est donc possible d'adresser à cette stratégie la critique diamétralement opposée de celle adressée à la première stratégie puisqu'il y apparaît cette tendance à inventorier chaque moindre expérience séparée comme une sous-catégorie. Le résultat n'est guère différent : la portée du concept de populisme y est aussi large avec, certes, des qualificatifs plus spécifiques. On aboutit alors à une « inflation des populismes » qui ne sert qu'à supprimer une partie de l'incertitude à qualifier de « populisme » tel ou tel fait social.

2.1.2. La recherche d'une autre approche alternative

Il aurait certes été possible de présenter des définitions de différents niveaux, de dégager des caractéristiques à partir de « populismes réels » aux types-idéaux et de construire des systèmes permettant de classer tout cela, mais les difficultés quant à la définition du populisme que nous avons essayées de résumer plus haut montrent à quel point cette entreprise est problématique. En effet, « c'est là la principale caractéristique de la littérature sur le populisme : plus le concept général intègre des définitions précises moins il est capable d'englober les analyses concrètes. »⁷⁴. Alors, comment arriver à une définition capable d'inclure toutes les formes que le populisme revêt dans le champ des pratiques sociales, une définition qui permettrait d'éviter à la fois de tomber dans le piège d'attribuer au populisme un contenu social particulier et d'en faire un « concept-poubelle » ?

Classer les tentatives d'explication contextuelle et de conceptualisation, et placer les problèmes objectifs et les conditions concrètes donnant naissance au populisme au cœur de la synthèse partielle de ces tentatives, pourraient effectivement répondre en partie à ce besoin. On peut, donc, suggérer un effort de définition autour de déterminants sociaux qui sont moins variables que le populisme lui-même qui prend des formes diverses, dans chaque contexte différent, en s'articulant à des idéologies politiques universelles, ou qui peut adapter les différents modèles d'attitude ou d'organisation politiques à son caractère propre.

⁷⁴ Ernesto Laclau, *La raison populiste*, op. cit., p. 21-22.

La conférence organisée en 1969 à London School of Economics and Political Science dans le but de discuter le contenu théorique du populisme est intéressante à évoquer en tant que première entreprise collective en la matière. Comme le souligne également Zafer Toprak dans un article où il étudie les dimensions que revêt le populisme en Turquie, dans cette conférence le populisme est présenté comme une mentalité qu'on observe souvent dans des conditions historiques et géographiques différentes, mais dans une situation sociale particulière. Cette situation est décrite en gros comme la capacité de résistance et d'organisation de certains groupes sociaux – au nom du peuple entier – à une transformation rapide dans le domaine économique, sociale, politique et culturelle (à commencer par les intellectuels qui se trouvent aliénés de leur position politique et sociale initiale)⁷⁵. Même si les discussions lors de la conférence se sont beaucoup concentrées sur cette question, aucune synthèse concluante n'a été formulée. On y voit, par ailleurs, les traces d'une approche politique plus problématique. Une étude plus récente qui discute les nouvelles formes du populisme et les divers aspects de sa réapparition souligne également cet aspect problématique. L'ouvrage désormais classique d'Ionescu et Gellner publié à partir d'un travail de terrain que les auteurs avaient présenté à la conférence de Londres, commence par la célèbre citation de Marx et Engels, version un peu modifiée : « Un spectre hante le monde – le populisme ». Mais, ce qui est intéressant à observer c'est que ce n'est pas l'ensemble du monde qui est hanté à la fin des années 1960 : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, la Russie, l'Europe de l'Est et l'Afrique certes, mais pas la partie du monde où la plupart des participants à la conférence avait vécu et travaillé, donc pas l'Europe de l'Ouest⁷⁶. L'un des facteurs qui y a joué est sans doute le rapport entre le populisme et le développement tardif du capitalisme et de la modernisation – que nous avons mentionné dans la première partie de ce travail. Pour l'intellectuel de l'Europe de l'Ouest, le populisme est resté assez longtemps un fait appartenant au Tiers monde. Toutefois, une approche qui s'interrogerait sur les déterminants du populisme ne saurait être déduite que d'une perspective de modernisation euro-centrique.

⁷⁵ Zafer Toprak, « Popülizm ve Türkiye'deki Boyutları », [En ligne]. URL: <http://www.obarsiv.com/cts_zafer_toprak.html>; Voir aussi, Ghita Ionescu, Ernest Gellner, **Populism: Its meanings and national characteristics**, London: Weidenfeld and Nicolson, 1970.

⁷⁶ Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell, « Introduction: The Sceptre and the Spectre », **Twenty-First Century Populism, The Spectre of Western European Democracy**, New York: Palgrave Macmillan, 2008, p. 1.

Il est également possible de développer une définition plus générale liée à la crise au lieu de rendre péremptoires les axes de tension qui apparaissent lorsqu'on interprète le populisme comme une crise de la modernité. Il n'est pas nécessaire de considérer comme une qualité immuable du populisme, le conflit entre ce qui est nouveau et ce qui est ancien, entre la ville et la campagne qui apparaît dans le processus de passage au capitalisme dans les sociétés qui ont connu un développement tardif du capitalisme et où la dépossession de la paysannerie ne s'est pas réalisée de manière rapide et massive comme il a été le cas dans l'Europe de l'Ouest. En refusant l'interprétation du populisme lié à la théorie de la modernisation, Laclau défend qu'il ne soit pas une étape naturelle de l'évolution sociale et qu'il est lié à un moment de crise sociale où l'hégémonie politique se disjoint⁷⁷. Si nous élargissons la définition, nous pouvons dire que le populisme naît dans un contexte où le consensus social se décompose par un glissement de l'équilibre des forces au sein de la société. Une telle définition offre un cadre suffisamment large pour conceptualiser le populisme comme une réponse au cirse de l'État moderne. Cette problématique mérite également l'intérêt parce qu'elle offre la possibilité de suivre une faille très importante dans la littérature du populisme.

Le débat de la littérature traditionnelle se déroule autour de la définition du populisme comme une alternative à la voie classique qui mène de la société traditionnelle à la société moderne, comme un moyen d'émanciper les classes inférieures, comme un style politique centré sur le rôle joué par des leaders charismatiques qui agissent en intermédiaires indiscutables, ou encore comme une anomalie vis-à-vis des politiques de classe et des institutions libérales⁷⁸. Alors, il faut distinguer la reformulation de la question de cette vieille problématique de la littérature. Considérer le populisme comme une anomalie, ne tend-il pas à l'associer, au moins de manière implicite, au dysfonctionnement d'un autre idéaltype – par exemple, la démocratie ? Si la question principale est telle, ceux qui assignent au populisme des significations péjoratives doivent mieux réfléchir, parce que le populisme ne serait que le simple reflet d'une autre imperfection.

La façon la plus classique de conceptualiser le populisme comme une réponse ou une réaction sociale à la crise de la modernité est de défendre des thèmes

⁷⁷ Ernesto Laclau, *Politics and...*, *op. cit.*, p. 176, 186-188.

⁷⁸ Benjamin Arditi, *Politics on the...*, *op. cit.*, p. 6-7.

conservateurs comme l'exaltation de ce qui est traditionnel, de ce qui appartient au peuple. Mais cela ne consiste pas toujours à défendre la suprématie du peuple sur les classes modernisées par un discours conflictuel comme il est le cas chez Edward Shills et Peter Wiles⁷⁹. Ce sont les approches de Di Tella et Germani qui démontrent que la volonté de définir le populisme comme une anomalie face à la modernité ne résulte pas d'un simple esprit d'opposition. Ces deux auteurs s'intéressent au populisme comme une étape ou une dimension du processus de modernisation⁸⁰. Les travaux plus récents sur le populisme (pour la plupart, de tendance marxiste ou post-marxiste) offrent un cadre plus convaincant autour de cette problématique, sans pour autant arriver à le restreindre. On peut trouver les traces d'une quête similaire dans les travaux de Lasch qui conçoit, lui aussi, le populisme comme une réponse conservatrice à la crise de la modernité, ou dans ceux de Cammack qui le voit comme une résistance au néo-libéralisme⁸¹. De même, nous pouvons mentionner Laclau qui défend que le populisme naît au moment où la classe dominante (ou une fraction de la classe dominante) perd (ou n'arrive pas à établir) son hégémonie qui lui aurait permis de s'exprimer au nom du peuple, comme un discours qui s'adresse directement aux masses afin de les entraîner dans la direction souhaitée. Enfin, l'approche de Taguieff qui conceptualise le populisme non pas comme une idéologie mais comme un style politique qui change de couleur selon le milieu d'accueil et le place dans une catégorie de discours complémentaire et éclectique, s'inscrit dans cette même perspective⁸².

Alors, nous pouvons reformuler notre question de départ d'une manière plus complexe : est-ce que le populisme est un style politique qui surgit au moment où le consensus social se décompose pour telle ou telle raison, ou est-il au contraire une réaction à ce même moment et une ultime tentative pour le dépasser ?

⁷⁹ Voir Ghita Ionescu, Ernest Gellner, **Populism: Its...**, *op. cit.*, pp. 166-179, 212-250

⁸⁰ Taggart critique Di Tella qui suppose l'existence d'une ligne constante de développement et qui voit le populisme comme une caractéristique rencontrée à un moment donné de ce processus de développement. Cette critique s'adresse peut-être également à Germani dans un certain sens, puisqu'il considère lui aussi la mobilisation populiste comme un chemin standard qui mène de la société traditionnelle à la société moderne.

⁸¹ Christopher Lasch, **The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy**, New York: W.W. Norton, 1995 ; Paul Cammack, « The Resurgence of Populism in Latin America », **Bulletin of Latin American Research**, vol. 19, n° 2, 2000, pp. 149-161.

⁸² Ernesto Laclau, **Politics and...**, *op. cit.*; Pierre-André Taguieff (dir.), **Le Retour du...**, *op. cit.*

Même si cette question ne semble pas avoir de réponse claire et définitive, il est certain qu'elle offre un terrain propice pour discuter le populisme. Néanmoins, nous avons besoin d'autres paramètres pour avancer dans la discussion. Après avoir survolé autant de difficultés concernant la définition du populisme dans la littérature, nous savons désormais que, quelque soit l'angle d'approche adopté, il existe certains axes et aspects relatifs à ce concept qui sont prédominants dans les analyses. Que le populisme soit essentiellement une stratégie de mobilisation politique au moyen d'un style typique de rhétorique ou qu'il puisse être considéré comme un mode d'organisation et un style politique, on traite toujours la mobilisation politique, le leadership charismatique ou un langage simpliste. Malgré toutes ses lacunes à offrir une représentation exclusive de la société, la littérature sur le populisme a le mérite de mettre l'accent sur des concepts tels « le peuple », « la démocratie », « la souveraineté » comme des composantes de l'idéologie populiste⁸³.

Il serait cependant plus raisonnable de considérer ces éléments comme des symptômes ou expressions de l'idéologie populiste plutôt que de croire qu'ils constituent l'essence du populisme. Nous pouvons atteindre ainsi un axe de discussion qui permet d'évaluer le populisme dans le cadre des techniques de pouvoir et des mécanismes de consentement. La production du consentement social et la mobilisation des masses offrent toujours deux pistes importantes de réflexion quelque soit l'angle d'approche choisi au phénomène de populisme. De plus, la production du consentement nous rapproche de la problématique de l'autorité et de l'hégémonie et nous oblige à étudier d'autres discussions. Dans cet effort de modélisation deux points sont déterminants : la définition du peuple et du pouvoir. Avant tout, il faut se garder de concevoir le peuple comme une variable homogène et dépendante. Alors, il faut s'orienter vers une conceptualisation du populisme qui ne consiste pas uniquement en un mouvement de réaction de la part des masses – conçues comme des récepteurs passifs – ou en leur mobilisation par la main des élites ou du pouvoir. À première vue, il nous semble qu'il existe une contradiction entre cette remarque et la tentative de donner une explication en mettant le pouvoir exécutif et sa requête de légitimité au centre. Toutefois, le problème résulte d'une

⁸³ Koen Abts et Stefan Rummens, « Populism *versus* Democracy », **Political Studies**, vol. 55, 2007, p. 407-408.

perception de la relation entre le bloc du pouvoir et les subordonnés d'une manière statique et à sens unique et non pas de mettre au centre la quête de légitimité.

Si nous approchons le sujet du point de vue de l'hégémonie, nous devons prendre inévitablement en compte la nature politique de ce rapport que nous venons d'évoquer.

2.2. Populisme vs. démocratie

Le rapport du populisme à la démocratie constitue une faille importante dans la littérature. La raison en est que tous les deux concepts se rapportent au « peuple » et à la « représentation politique du peuple ». Lorsque l'incertitude au sujet de ce que doit être le populisme s'ajoute à l'ambiguïté du concept de démocratie, les nuances dans la littérature à ce sujet se transforment en contradictions. Cependant, il est évident que problématiser ce rapport exige une réflexion beaucoup plus systématique que celle de discuter le contexte historique dans lequel est né le populisme.

Il existe une autre raison qui nous pousse à nous interroger sur le rapport du populisme à la démocratie. La démocratie a joué un rôle important dans la perte d'estime du concept de populisme dans les milieux des sciences sociales. Effectivement, des caractéristiques qu'on assigne au populisme comme le manque de support intellectuel ou le fait d'être un mode de participation et de représentation prématuré, renvoient souvent directement ou indirectement au défaut de la démocratie. Il faut donc chercher à comprendre si le rapport entre la démocratie et le populisme est un rapport de complémentarité ou de substitution.

Ce sont les débats autour de la montée de la nouvelle droite en Europe qui ont réactualisé cette question. Le populisme considéré longtemps comme un phénomène appartenant au Tiers monde a ainsi retrouvé sa place dans l'ordre du jour des milieux intellectuels de l'Europe continentale. Donc, un survol des débats autour de la nouvelle droite considéré comme une menace au fonctionnement de la démocratie libérale du point de vue de ses institutions et de ses principes, pourrait à la fois approfondir notre réflexion sur la nature du populisme et nous introduire aux débats sur le néo-populisme.

Dans ce chapitre, nous allons chercher à répondre principalement à la question suivante : le populisme est-il un défi ou un acte rédempteur du point de vue de la démocratie ? Notre quête pour situer le populisme dans son rapport à la démocratie se structurera autour d'une discussion sur l'idéologie populiste et la représentation démocratique.

2.2.1. Populisme, idéologie, représentation

La montée récente du populisme dans l'Europe de l'Ouest est expliquée en général par l'échec des politiques suivies par les partis traditionnels face à la globalisation économique et culturelle⁸⁴. Cet échec est observé dans des domaines aussi variés que les politiques d'élargissement et d'intégration européennes, les politiques d'immigration internationale et d'intégration sociale des immigrants, l'affaiblissement des partis traditionnels suite à la mise au banc des idéologies universelles, la crise que connaissent les politiques de classe et la déchéance des élites qui en serait à l'origine. Si l'idée selon laquelle les politiques de la nouvelle-droite montante seraient une réaction à cette évolution semble être pertinente du point de vue analytique, l'acceptation de ces mouvements de droite comme populistes mérite d'être discutée.

Alfio Mastropaolo parle des étiquettes politiques (*labels*) utilisées pour définir les partis de droite discriminants et exclusivistes qui gagnent de force en Europe dans les dernières années. Selon sa classification, l'étiquette « extrême-droite » est utilisée en général pour les partis qui sont favorables à la violence, qui ont une conception hiérarchique de la société et qui défendent que tous les domaines de la vie publique et privée doivent être subordonnés à l'État, tandis que les étiquettes « droite radicale » et « populiste » sont réservées à des tendances de droite moins radicale. Mastropaolo s'interroge plus sur la signification du qualificatif « populiste » en dehors du contexte de l'exaltation du peuple :

84 Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell, « Introduction: The Sceptre and the Spectre », in D. Albertazzi et D. McDonnell, **Twenty-First Century Populism. The Spectre of Western European Democracy**, New York: Palgrave Macmillan, 2008, p. 1.

« This (the label of ‘populist’) relates first of all to their political discourses which are often racist, intolerant, anti-political and delivered in violent and vulgar tones. Second, it highlights the exaltation in these discourses of the people as a single, united entity, with any internal divisions characterized as artificial and false. Third, although it acknowledges the adaptation of these actors to democratic rules, ‘populism’ also underlines the paradoxical use they make of democracy and their clear aversion to official politics – demonstrated by their self-promotion as champions of the people against the Establishment. »⁸⁵

L’idée qui surgit de cette approche est une conception du « peuple » intègre, organique et homogène. Il y a certes une certaine pertinence dans ce recours aux qualificatifs forts tels que « raciste », « intolérant », « anti-politique » pour désigner le phénomène central de la littérature sur le populisme. Toujours est-il que l’introduction des éléments populaires dans un discours politique ne suffit pas à le rendre populiste. Le populisme n’apparaît que lorsque les éléments populaires s’érigent comme une alternative antagoniste face à l’idéologie dominante⁸⁶. L’accent est donc mis sur le fait d’imposer une conception particulière de la démocratie face à l’ordre existant. Mastropaolo souligne que les populistes font un usage paradoxal de la démocratie telle qu’ils la conçoivent. Cette conception erronée de la démocratie provient vraisemblablement de la nature du populisme qui est étrangère à la politique représentative. Le paradoxe réside donc dans le processus de politisation du populisme malgré cette distance qui le sépare de la politique même si, comme une conséquence de ce processus, il finit par s’identifier au peuple qu’il s’approprie⁸⁷.

A ce point, nous devons revenir sur la question de la signification de l’appel populiste et nous interroger sur la dimension idéologique du populisme. Nous avons déjà mentionné la difficulté de considérer le populisme comme une idéologie et il semble qu’il existe un accord quasi-unanime à ce sujet. Cependant, le concept de « thin-centred ideologies » utilisé par Freedman⁸⁸ nous paraît plus explicatif que la description que Taggart fait du populisme en tant que « phénomène-caméléon » démunie de valeurs de référence. Cette définition impose une distinction entre ce que

⁸⁵ Alfio Mastropaolo, « Politics against Democracy: Party Withdrawal and Populist Breakthrough », in D. Albertazzi et D. McDonnell, *Twenty-First Century...*, *ibid.*, p. 31-32.

⁸⁶ Ernesto Laclau, *Politics and...*, *op. cit.*, p. 173.

⁸⁷ Paul Taggart, « Populism and... », *op. cit.*, p. 275.

⁸⁸ Margaret Canovan, « Taking Politics to... », *op. cit.*, p. 32; Koen Abts et Stefan Rummens, « Populism versus... », *op. cit.*, p. 408.

Freeden appelle les « full ideologies » (socialisme, libéralisme, etc.) et l'idéologie populiste. Si les « full ideologies » offrent un panorama plus complet du monde politique, les « thin-centred ideologies » se rapportent à des concepts plus étroits. Même si ses partisans contestent l'assertion selon laquelle le populisme ne disposerait pas de thèses établies, il est en réalité démuné de tout contenu intellectuel qui pourrait le transformer en une idéologie. Selon Canovan, le concept-clé qui se trouve au cœur du populisme est indiscutablement « le peuple », suivi par « la démocratie », « la souveraineté » et « le gouvernement de la majorité », chacun étant défini à partir des liens qu'il entretient avec les autres. Ainsi, la démocratie est comprise comme un gouvernement par le peuple souverain, et non pas comme un gouvernement par les politiciens, les bureaucrates ou les juges⁸⁹. Cette approche constitue le terrain principal pour la contestation populiste du système représentatif.

Nous trouvons une autre dimension latente de la contestation du système politique représentatif dans l'œuvre de Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell sur les composantes de l'idéologie populiste. À côté de la souveraineté du peuple, la suprématie des valeurs populaires ou le positionnement anti-élitiste qui sont autant de caractéristiques similaires du populisme, ces auteurs évoquent une autre composante qui est aussi importante que ces premiers : selon eux, le populisme accentue le caractère exceptionnel de ses leaders tout en vantant le caractère ordinaire de ses propres composants⁹⁰. Le culte des leaders est, en effet, l'une des notions principales du populisme.

Un autre *leitmotiv* de l'idéologie populiste est incarné par le concept de « patrie de cœur » populiste suggéré par Taggart qui apparaît comme le symbole d'un passé perdu devant être restauré au nom de la majorité opprimée⁹¹. Cette « patrie de cœur » composée de passés individuels et qui mobilise, de ce fait, les fantaisies individuelles constitue une sorte de *signifiant vide* et nécessite un héros dans le processus mythique de reconstruction. De même, selon Panizza, par un discours de crise qui fait croire qu'il y a urgence à agir, les populistes créent des leaders charismatiques qui donnent l'impression d'être prêts à se sacrifier pour cette cause. Même si les leaders populistes s'adressent au peuple par un discours qui

⁸⁹ Margaret Canovan, « Taking Politics to... », *op. cit.*, p. 33.

⁹⁰ Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell, *op. cit.*, p. 6.

⁹¹ Paul Taggart, *Populizm*, *op. cit.*, pp. 115-124

souligne leur affiliation populaire, il est sans cesse rappelé qu'ils sont différents du « peuple » par leur « vision » et leurs « qualités » qui les rendent uniques⁹².

Une telle transformation est également à l'ordre du jour dans les systèmes partisans depuis un certain temps. Ce qui n'est pas sans évoquer la possibilité d'une transformation systémique qui dépasse les partis populistes. La démocratie « organisée » qui régula le pluralisme et le conflit au sein de la société et qui encourageait le peuple à faire fonctionner et renforcer les institutions de la démocratie représentative assignait, par le passé, aux partis politiques une fonction qui allait au-delà de la responsabilité du simple gouvernement. Toutefois, la transformation du système partisan a affaibli le respect de la constitutionnalité par l'apparition des partis « attrape-tout » et a rendu la compétition partisane oligopolistique par l'expansion des « partis de cartel » à partir des années 1980. Quant aux partis de nos jours, ils ont réussi à transformer l'État en un appareil entièrement à leur service, ils possèdent leurs propres organes de média et ils sont capables de se financer eux-mêmes, ce qui réduit largement le domaine d'activité des militants bénévoles. Le nouveau système de partis est ainsi conçu de façon à produire des leaderships plutôt que des idées. Ce qui oriente les partis à choisir leur leader parmi ceux qui seraient capables de nourrir l'illusion d'être à l'écoute du peuple afin de compenser les méfaits de leur structure qui devient de plus en plus hiérarchisé et oligarchique⁹³.

L'un des principaux soucis du système démocratique est de gérer la relation difficile et conflictuelle entre l'idée de démocratie et les principes de la représentation. Dans ce sens, le populisme ne fait qu'ajouter des contraintes spécifiques aux contraintes propres du système démocratique. Il tend à refuser, ou au moins à limiter les principes de la représentation, du fait de son caractère naturellement étranger aux structures intermédiaires qui permettent le gouvernement du peuple par le peuple. Il n'accepte pas tout à fait les instruments ordinaires de la démocratie représentative, mais ne cherche pas à adapter non plus les nouvelles formes de la participation politique. De ce point de vue, le populisme constitue la tension la plus vive entre le pouvoir des élites et le rôle joué par les masses. Il rejette

⁹² Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell, *op. cit.*, p. 5 ; Yves Méni et Yves Surel, « The Constitutive Ambiguity of Populism », in Y. Méni et Y. Surel (ed.), *op. cit.*, p. 4-9.

⁹³ Alfio Mastropaolo, « Politics against Democracy: Party Withdrawal and Populist Breakthrough », in D. Albertazzi et D. McDonnell, *Twenty-First Century...*, *op. cit.*, p. 39-41.

les partis politiques, mais il s'organise en général comme un mouvement politique et participe aux élections. Il défend le pouvoir du peuple, mais il reste vulnérable à l'abus par un leader charismatique. En d'autres termes, le « populisme est un signal d'alarme à propos des défauts, des limites et des faiblesses du système représentatif⁹⁴.

Selon Canovan, ce sont les idéologies qui comblent le vide entre le pouvoir des élites et le peuple. Cependant, notre époque témoigne d'une campagne d'agression et de diffamation visant les idéologies sans cesse reformulée par le paradigme post-moderniste. Si la perte de confiance aux idéologies constitue un problème pour les partis politiques, elle constitue également un problème pour les systèmes démocratiques, parce que l'idéologie contraste avec le fonctionnement formel du système démocratique. C'est exactement pour cette raison que les populistes croient qu'ils sont plus démocrates que n'importe quel homme politique. Pour comprendre la raison qui réside derrière le fait que les systèmes démocratiques créent constamment des mouvements populistes, il faut comprendre l'idéologie et surtout l'idéologie populiste⁹⁵.

2.2.2. Le populisme : une pathologie de la démocratie

L'accent mis par Canovan sur l'idéologie renvoie à un paradoxe principal de la démocratie moderne. La démocratie est la forme la plus inclusive et la plus accessible, mais aussi la plus opaque qui soit. Pour percer cette opacité, elle a besoin de la transparence que pourrait fournir l'idéologie. Pour comprendre le populisme, il faut se rendre compte du paradoxe complexe et difficile qui se trouve au cœur de la démocratie moderne. C'est à cause de ce paradoxe intrinsèque que la démocratie n'arrive pas à porter le peuple au pouvoir, objectif qui constitue pourtant sa raison d'être. Ce paradoxe peut se résumer à la contradiction entre l'action d'« amener la

⁹⁴ Yves Méni et Yves Surel, « The Constitutive Ambiguity of Populism », in Y. Méni et Y. Surel (ed.), *op. cit.*, p. 17.

⁹⁵ Margaret Canovan, « Taking Politics to... », *op. cit.*, p. 33.

politique au peuple » (*taking politics to the people*) et celle d' « amener le peuple à la politique » (*bringing the people into politics*)⁹⁶.

C'est précisément à ce niveau que se structure la relation tendue entre la démocratie et le populisme. La démocratie qui veut dire le gouvernement du peuple ou la souveraineté populaire reçoit une réponse populiste à son défaut principal. Cette réponse peut paraître comme une menace à la démocratie qui souffre de sa contradiction intrinsèque, voire comme un appel lancé au peuple pour qu'il intervienne directement à la politique. C'est à partir de cette interprétation que prend forme notre première question : *le populisme est-il une pathologie de la démocratie ?*

La première étude qui interprète le populisme comme une pathologie de la démocratie est la contribution de Peter Wiles à l'ouvrage déjà mentionné d'Ionescu et Gellner, intitulé « A Syndrome, Not a Doctrine ». Yves Mény et Yves Surel énumèrent parmi les défenseurs de ce point de vue, Taguieff qui considère le populisme dans toute son ambiguïté comme une corruption idéologique de la démocratie. Mény et Surel soulignent, cependant, que pour pouvoir parler de pathologie, il faut définir ce qui doit être considéré comme « normal » et demandent si le « normal » pour la démocratie se limite aux seules formes de participation « politically correct » comme, par exemple, le vote⁹⁷.

Gianfranco Pasquino rappelle que, malgré la relation innée entre la démocratie et le populisme, il existe également une tension inhérente à cette relation. Selon cet auteur, le populisme se développe en général en l'absence de la démocratie ou défie les régimes démocratiques existants. Ce défi ne se limite pas aux seuls régimes démocratiques « réels », mais attaque également l'essence de la démocratie⁹⁸. Selon Pasquino, les perspectives populistes sont presque diamétralement opposées avec celles de la démocratie et le populisme ne se réduit pas à une révolte que le peuple entame afin de récupérer la force que la démocratie lui a prise par la voie de la *représentation*, comme dans l'approche de Canovan. Néanmoins, l'auteur associe l'émergence du populisme à une certaine absence de la démocratie. Il procède à une distinction entre les démocraties libérales et électorales

⁹⁶ *Ibid.*, p. 25-26.

⁹⁷ Yves Mény et Yves Surel, *op. cit.*, p. 3-4.

⁹⁸ Gianfranco Pasquino, « Populism and Democracy » in D. Albertazzi et D. McDonnell, *Twenty-First Century...*, *op. cit.*, 2008, p. 16.

et conclue que les démocraties libérales constituent un obstacle à l'émergence du populisme tandis que les démocraties électorales qui ne disposent pas d'un réseau de mécanismes politiques et institutionnels complet et légitime apparaissent comme des terrains faciles à conquérir pour les populistes. Cette explication nous paraît loin d'être convaincante. Pasquino partage les idées de Mastrapaolo qui défend, en partant de l'exemple de l'Italie, que la décomposition des systèmes partisans ouvre la voie au populisme, mais insiste sur l'impossibilité pour ce dernier de faire sa place dans les démocraties libérales puisque la volonté du peuple y est soumise aux contraintes constitutionnelles. Or, il s'agit là, précisément du même paradoxe que Canovan pointe : « *The fundamental paradox of democracy is, [...], that empowerment undermines transparency* », tandis que l'inverse renforce les fondements du défi populiste⁹⁹.

La cause principale de ce phénomène est que la démocratie soit fondée sur l'idée d'une société symboliquement intégrée à l'arène politique, ouverte et diversifiée, tandis que le populisme repose sur une construction imaginaire de l'identité collective fermée et dissimulant les différences. La mentalité populiste voit le vote secret et les négociations politiques comme des obstacles à l'expression de la volonté du peuple, et reste méfiante à l'égard des garanties constitutionnelles¹⁰⁰. L'établissement d'une relation directe entre le peuple et le leader en tant que refus symbolique des mécanismes de médiation démocratiques, renforce la position singulière de ce dernier et incite les masses à lui accorder leur croyance et leur fidélité comme dans le cas d'une religion. Le modèle de leadership populiste décrite par Pasquino est susceptible de créer une aliénation sociale et politique chez les fidèles, voire de les pousser à la violence et aux actes terroristes par un effet socio-psychologique¹⁰¹.

Une autre contribution à la définition du populisme en tant que pathologie vient de l'école réaliste (élitiste). Pour cette dernière, le problème n'est plus la contradiction innée entre le populisme et la démocratie, mais celle entre le populisme et la forme la plus généralisée de la démocratie, c'est-à-dire la démocratie représentative. Néanmoins, lorsque cette forme de la souveraineté démocratique devient dominante, les autres formes sont accusées d'être pathologiques, utopiques

99 Margaret Canovan, « Taking the Politics to... », **op. cit.**, p. 28.

¹⁰⁰ Koen Abts et Stefan Rummens, « Populism versus... », **op. cit.**, p. 407-408.

¹⁰¹ Gianfranco Pasquino, **op. cit.**, p. 29.

ou irréalistes¹⁰². Il faut, cependant, prêter attention aux remarques de Samir Gandesha sur le populisme de droite. Selon cet auteur, le défi populiste se nourrit de la rupture avec la théorie politique libérale qui définit l'État comme une formalisation des relations fondées sur le consensus déjà existant dans la nature de la société civile ouverte au dialogue et qui met l'accent sur la légitimité étatique. Le défi du populisme prend sa source de l'effort de redéfinition de ce qui est politique, mais cet effort est généré par la « zone obscure » propre à la démocratie libérale et n'est donc pas une menace externe à celle-ci¹⁰³.

2.3. Replacer le populisme autoritaire

2.3.1. « Mind the gap »

Discuter la relation tendue entre le populisme et la démocratie au-delà de la contradiction et de l'extériorité auxquelles elle a souvent été réduite, pourrait nous offrir une perspective plus cohérente, surtout pour comprendre la raison du renouveau du populisme dans les démocraties « développées » de l'Europe. Du point de vue de ce travail, le populisme n'est pas un phénomène qui apparaîtrait en l'absence de la démocratie ou qui lui serait extérieur. Notre choix qui consiste à le discuter plutôt comme une tension intrinsèque et une situation d'équilibre instable propre à la démocratie libérale, rappelle l'approche de Hall au populisme autoritaire. En fait, le fait d'affirmer que le gouvernement moderne de l'État oscille entre les couples autoritarisme/populisme et démocratie/populisme n'est pas très explicatif. Le lien intrinsèque entre la démocratie et le populisme prépare le terrain propice à l'émergence du populisme dans un contexte autoritaire. Mais cet énoncé nécessite un détour par le concept de « zone obscure » évoqué par Gandesha.

Dans le modèle de Canovan, les systèmes démocratiques modernes ont deux dimensions : le pragmatisme et la rédemption. Tandis que le pragmatisme qui

¹⁰² Yves Méni et Yves Surel, *op. cit.*, p. 5.

¹⁰³ Samir Gandesha, « The Political Semiosis of Populism », *The Semiotic Review of Books*, vol. 13, n° 3, 2003, p. 5-6.

appartient à l'*establishment* comporte un certain excès, la rédemption souffre d'un déficit. Canovan définit le populisme par l'écart entre ces deux pôles :

« Populism is a response to an asymmetry brought on by an excess (of pragmatism) and a deficit (of redemption). »

Arditi propose deux solutions pour surmonter cette situation de « faible équilibre » : la première solution est de trouver la « bonne mixture » par une méthode aristotélienne afin de diminuer la tension et assurer un équilibre stable ; la seconde est de remplir l'écart où le populisme apparaît pour l'empêcher de ressurgir à jamais. Selon Arditi, cet écart (*gap*) se trouve également dans la relation tendue que Michael Oakeshott établit entre la foi (*faith*) et le scepticisme (*scepticism*). Mais Arditi défend que les descriptions de Canovan et d'Oakeshott affaiblissent le raisonnement aristotélien, puisqu'Oakeshott affirme qu'il existe une force d'attraction mutuelle entre ces deux tendances gouvernementales (pragmatisme et rédemption) qu'il définit comme *concordia discors* (l'harmonie dans la discorde) et Canovan parle d'un « couple de jumeaux siamois belliqueux qui ne peuvent pas échapper au lien qui les unit »¹⁰⁴.

On comprend de ces deux commentaires qu'il n'est pas possible que l'une des parties du couple ainsi formé assure une fonction régulatrice absolue pour l'autre, et il n'existe pas (ou ne peut exister) de formule idéale pour la « bonne mixture ». En fait, comme le souligne Arditi, pour tous les deux commentaires, c'est la politique démocratique qui impose cette situation *in-between*. Cependant, Arditi ne cherche pas à savoir comment ni en faveur de quelle partie se résoudra cette situation d'équilibre. La question principale qui le préoccupe est toute autre :

« The problem is that if the gap is a structural feature there is no reason to think that it will father only populist offspring. »¹⁰⁵

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp. 46-47

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 47

Cette mise en garde de la part d'Arditi résulte, en effet, du fait que Canovan et Oakeshott ne donnent pas suffisamment d'explication quant aux raisons d'émergence du populisme. Si elles ont le mérite d'évoquer une relation intrinsèque entre les concepts de pragmatisme et rédemption relatifs au populisme, elles les conçoivent comme s'ils étaient les membres d'un même organisme, ou comme si l'un était une extension structurelle de l'autre. Surtout l'allusion faite par Canovan aux jumeaux siamois apparaît comme un reflet esthétique de son incapacité à définir cette unité dans une même structure. Cependant, l'analyse de Canovan semble conférer la tâche de représentation de ce corps partagé à l'une des parties. Selon elle, « l'intervention populiste évoque la face rédemptrice de la démocratie comme un soin de l'excès apporté par le pragmatisme »¹⁰⁶.

Canovan décrit la mobilisation populiste comme un ombre qui suit partout la démocratie. Arditi qui discute cette métaphore, défend que cette mobilisation puisse être perçue comme un indicateur de la panne de démocratie et ajoute que si le populisme est vraiment l'ombre de la démocratie il doit être plus qu'une éventualité¹⁰⁷. S'il en est ainsi, le fait que la relation entre la démocratie et le populisme soit conflictuelle ou consensuelle n'a plus d'importance, parce qu'il n'y a pas de remède pour se débarrasser de son ombre. De même, pour John Hayward qui défend que l'existence de la démocratie est lié au problème de la représentation et que le populisme n'est qu'une réponse à la crise de la démocratie élitiste, le fait que le populisme soit déplaisant pour certains n'a pas d'importance, puisque la démocratie représentative doit mener son existence parmi les forces conflictuelles de l'élitisme et du populisme¹⁰⁸.

Toutefois, Arditi utilise la métaphore de l'ombre pour évoquer un « état de spectre » derridien (*spectrality*). Cet état peut se manifester, dans le cas du populisme, sous trois formes différentes : dans la première, « le populisme peut paraître comme un mode particulier de représentation qui est compatible, mais qui n'est pas identique à son essence »¹⁰⁹ ; dans la seconde, il s'agit d' « un mode de

¹⁰⁶ **Ibid.**, p. 46.

¹⁰⁷ **Ibid.**, p. 50.

¹⁰⁸ Jack Hayward, « The Populist Challenge to Elitist Democracy in Europe », in J. Hayward (ed.), **Elitism, Populism, and European Politics**, Oxford: Clarendon Press, 1996, p. 23, cité par Benjamin Arditi, **Politics on the...**, **op. cit.**, p. 44.

¹⁰⁹ **Ibid.**, p. 51.

participation qui s'écarte de l'étiquette de politique élitiste, mais n'excuse pas de son impétuosité »¹¹⁰ ; la troisième et dernière manifestation du populisme « révèle un potentiel plus sinistre de la métaphore de l'ombre »¹¹¹.

Arditi souligne deux points très importants dans sa discussion de la dimension représentative. Le premier est le fait que le discours populiste se fonde sur une distinction absolue entre le « Nous » et les « Autres » malgré l'incertitude même qui règne sur la définition populiste du « peuple ». Nous allons revenir à ce sujet un peu plus loin, lorsqu'il sera question de discuter l'ouverture du populisme vers l'autoritarisme. Nous devons, cependant, nous attarder sur le second point souligné par Arditi qui semble être la cause de cette ouverture. En se référant à Pitkin, l'auteur affirme que la représentation consiste à « agir au nom des autres » dans son essence, mais que la représentation populiste ne repose pas sur ce principe¹¹². En fait, c'est exactement ce qui est décrit comme la relation tendue de la politique populiste avec la représentation.

Dans le second mode du phénomène populiste évoqué par Arditi, le populisme fonctionne comme un symptôme de la démocratie. Cette approche offre, à notre avis, l'éventail d'idées le plus riche au sujet du populisme. Arditi utilise un cadre conceptuel qu'il appelle « territoire étranger interne » ou « périphérie interne des politiques démocratiques » :

« Like the Freudian symptom, which designates something internal whose repression makes it appear as foreign to the ego even when it returns once and again, populism as an internal periphery designates political phenomena that develop on the edges or more turbulent regions of democratic politics. »¹¹³

¹¹⁰ *Ibid.*, p.52.

¹¹¹ *Ibid.*, p.52.

¹¹² Selon Arditi, « la représentation populiste naît de l'intersection des trois modes de la représentation : 'agir au nom des autres', 'réintroduction d'une autorisation hobbesienne des sortes dans la vie politique sous le couvert de la personnalisation des options politiques et de la confiance pour le chef' ; 'identification imaginaire avec une forte dimension symbolique'. Cette identification est imaginaire parce que le peuple et ses représentants prétendent être le reflet les uns des autres et parce qu'ils confondent leur relation à l'immédiat virtuel avec une suspension réelle de la distance entre eux ». *Ibid.*, p. 61-66.

¹¹³ *Ibid.*, p. 76.

Une telle approche où le populisme est défini à l'intérieur de la démocratie libérale, offre une représentation plus cohérente que les définitions qui renvoient à un phénomène en harmonie ou en conflit avec la démocratie, ou qui est tout simplement son ombre. Le populisme apparaît alors à la fois comme un « élan interne de la démocratie libérale » et une « perturbation du domaine des performances politiques embourgeoisées »¹¹⁴.

Le troisième mode évoqué par Arditì est la « face obscure de la démocratie » (*underside of democracy*). Qu'il soit nommé populisme ou non, il existera toujours une part obscure dans la démocratie et selon Arditì, ce qui est paradoxal, c'est que les populistes ne subiront pas de perte de légitimité à cause de cette face obscure tant que le gouvernement reste fidèle à sa parole¹¹⁵. Nous arrivons donc à la conclusion suivante : qu'il soit un ombre ou un spectre ou qu'il fonctionne comme un symptôme, le populisme restera toujours dans la partie ombragée, à la frontière de la démocratie. Ce résumé qui reste tout de même assez vaste nous offre ironiquement l'opportunité de combler la lacune des débats autour du populisme par ce qui est dit sur la lacune même.

La démocratie moderne est condamnée à être définie sur l'axe de tension des dualismes telles que foi/scepticisme ou pragmatisme/rédemption que nous avons mentionnés ici, ou par tant d'autres que nous n'avons pas eu la chance d'évoquer. Ce problème semble insurmontable rien que parce qu'il existe un paradoxe simple entre la démocratie et la représentation. Tant qu'il n'y aura pas de choix idéaliste et volontariste clairement exprimé en faveur d'un pôle de ces dualismes, l'« écart » persistera – et un tel choix nous semble être tellement réducteur qu'il serait incompatible avec l'idée de démocratie libérale. Cet écart, on peut l'appréhender si l'on souhaite, comme l'espace vide qui sépare le bloc hégémonique et le peuple. De toute manière, il s'agit d'un espace imaginaire et abstrait et il ne s'exprime qu'à travers les faits qui s'y déroulent. Le populisme naît également dans cet espace, mais ce n'est pas cet espace qui est à l'origine de son émergence.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 78.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 84.

2.3.2. Néo-populiste « zeitgeist » : Populiste, mais autoritaire !

Il est possible de suivre les débats sur le néo-populisme dans la littérature spécifique qui a émergée vers la fin des années 1960 et qui s'est accentuée dans les années 1990. Le *populisme autoritaire* suggéré par Hall peut être aisément considéré comme un fruit précoce de ce débat, puisque la période thatchériste amplement discutée dans la première partie de ce travail est à la fois une conséquence de la transformation du système capitaliste mondial et une part importante de cette transformation. Si nous ne cherchons pas à comprendre avant tout cette transformation globale, le thatchérisme peut nous sembler comme l'œuvre d'une main invisible.

Pour ce qui concerne les premières étapes de cette transformation, deux facteurs doivent être soulignés. Le premier se constitue de changements socio-économiques survenus au niveau global que nous avons déjà qualifiés de « post-fordisme ». Le second se rapporte à la décomposition du consensus social-démocrate sous l'influence du premier facteur. Rappelons que la position hégémonique des politiques sociale-démocrates et le modèle d'État-providence en général pouvaient être considérés comme les éléments d'un régime nécessaire aux intérêts à long terme du capitalisme. La raison matérielle de la décomposition de ce consensus était fournie par les évolutions dans le processus de production. Un autre facteur qui a joué un rôle important dans ce processus du point de vue de ses effets sociaux a été l'opposition qui s'est entassée contre la social-démocratie et l'État-providence keynésien. Tout comme la base du soutien populaire au consensus, la base sociale de cette opposition était assez vaste et recrutait dans toutes les classes (*cross-class opposition*). Dans les années 1970, l'opposition exprimée par les nouveaux mouvements sociaux contre l'État fort et les mécanismes de contrôle social a assuré une certaine légitimité sociale à cette transformation.

Ce processus a également abouti à la radicalisation des critiques optimistes et réformistes adressées à l'État-providence keynésien. Nous avons déjà évoqué les principales caractéristiques du compromis autour de l'État sociale et le fordisme et leur crise dans ce processus de transformation, mais sa dimension relative à la formation de l'opposition sociale et du nouveau populisme mérite d'être rappelée. La

période d'expansion capitaliste qui a duré jusqu'au milieu des années 1970 reposait sur un compromis (fordiste) établi au niveau national entre le travail et le capital. La crise financière qui s'est déclenchée a détruit la légitimité de ce modèle. Toutefois, les effets de choc furent véritablement bouleversants et le compromis « fordiste » de classe fut conservé encore un moment afin d'assurer la légitimité du nouveau consensus qui était en train de se former. Pour illustrer ce processus, Jessop donne l'exemple des politiques de l'immigration qui furent d'abord mises en place pour répondre au besoin de main-d'œuvre peu coûteuse afin de préserver le consensus de classe, mais qui devinrent dans le temps une source de tension sociale¹¹⁶. Au fur et à mesure que le processus s'intensifia, « les luttes hégémoniques se transformèrent en un discours plus nationaliste, populiste et autoritaire, et/ou en une demande plus cosmopolite, plus libérale réclamant 'plus de marché, moins d'État' dans une économie plus ouverte »¹¹⁷.

Dans ce processus, les partis politiques aussi ont subi d'importantes transformations aussi bien dans leur modèle d'organisation que leurs discours. Le passage de l'ère fordiste au post-fordisme a modifié la relation que partis politiques entretenaient avec les masses à la fois du point de vue structurelle et qualitative¹¹⁸. Tandis qu'à gauche de l'éventail politique était vécue une évolution centrée sur les nouveaux mouvements sociaux, le centre-droit a tragiquement basculé à l'extrême-droite dans un contexte où l'opposition exprimée par la gauche contre l'appareil étatique bureaucraté et trop élargi assurait une fonction légitimant. Dans les années 1980 et 1990, cette évolution est devenue un sujet de débat crucial avec la montée spectaculaire de l'extrême-droite. Taggart affirme qu'il existe différentes tentatives de qualification de ce processus, mais que presque toutes expriment le souci de retour au climat de l'entre-deux-guerres par la montée du fascisme. Cette période que Taggart lui-même qualifie de « nouveau populisme » est appelée « néo-populisme » par Immerfall, tandis que Betz parle des « populistes de droite radicale », Ignazi mentionne les « nouveaux partis de droite », Kitschelt, Merkl et Weinberg évoque la

¹¹⁶ Bob Jessop, *Hegemony, Post-Fordism...*, *op. cit.*, p. 313.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 313-314.

¹¹⁸ Alfio Mastropaolo, « Politics Against... », *op. cit.*, p. 38-43.

« droite radicale de nos jours » pour ce que Hainsworth et Harris nomment l'« extrême-droite » comme beaucoup d'autres¹¹⁹.

Pasquino insiste sur ce qu'il appelle le « sentiment de maladie collective » comme l'un des facteurs les plus importants qui rendent une société vulnérable aux influences populistes :

« In some extreme cases, this malaise may turn into a widely shared situation of anxiety, which helps provide an environment in which any kind of populist/authoritarian experiment has the opportunity to appear and flourish. The level of authoritarianism will depend on the degree of existing social and political differentiation, as well as on the quality of the available technology. In static societies, ... , populism is either an intellectual fantasy or a colossal failure. Only a society in transition may harbour a more or less modest dose of viable populism. »¹²⁰

De ce point de vue, on peut dire que ce contexte historique a mis à la disposition des hommes politiques un terrain propice au développement du nouveau populisme. Toutefois, il n'est pas possible de considérer le populisme seul comme le produit d'un sentiment de maladie ou d'une anxiété collective, parce que l'anxiété n'a pas d'objet tandis que la politique a besoin d'objets spécifiques.

« Right-wing populism, as a political discourse, doesn't passively express shifting constellations of globalization anxieties that surround the figure of the stranger, but, rather, these movements and parties must transform a diffuse often incoherent, unconscious *anxiety* into an articulated, determinate *fear* of a particular object. »¹²¹

A ce stade, nous pouvons rappeler comment le gouvernement de Thatcher avait réussi à canaliser l'anxiété sociale vers les standards moraux laxistes et l'autorité sociale affaiblie et avait ainsi créé avec succès la panique morale qui légitimait une forme répressive et autoritaire de gouvernement. Nous pouvons également nous référer aux hypothèses sur les partis qui disposent de la capacité de

¹¹⁹ Paul Taggart, **Populism**, *op. cit.*, p. 95

¹²⁰ Gianfranco Pasquino, « Populism and... », *op. cit.*, p. 24.

¹²¹ Samir Gandesha, « The Political Semiosis... », *op. cit.*, p. 5.

mobiliser cette anxiété autour des thèmes comme la libéralisation économique, les organisations multinationales, la globalisation et les « perdants de la modernisation ». Nous devons enfin nous rappeler des thèmes xénophobiques qui resurgissent particulièrement en temps de détresse économique. Les trois domaines principaux dont se nourrissent les partis de droite populiste peuvent ainsi être énumérés comme suit : les difficultés économiques telles que le chômage, la pauvreté ; le phénomène d'immigration et la menace qu'il semble représenter pour l'identité nationale ; et bien sûr les moyens fournis par les systèmes électoraux¹²².

Canovan préfère utiliser le qualificatif « nouveau populisme » pour l'ensemble des mouvements qui naissent dans les démocraties libérales, qui luttent contre les politiques ordinaires et les partis existants et qui se situent en grande partie à droite de l'échiquier politique. Elle illustre cette définition par l'exemple du New Labour de Tony Blair. Les nouveaux populistes partagent eux aussi la majorité des valeurs traditionnelles, prétendent être les porte-paroles du commun des mortels. Ils mettent l'accent sur « l'unité de tout le peuple » malgré les différences d'idéologies et de partis, et disposent d'un langage coloré et non-diplomatique. A propos de la relation de ces mouvements avec la démocratie, une autre approche qui définit la démocratie libérale comme une combinaison des principes libéraux d'une part, et des principes populistes/démocratiques de l'autre, c'est la « *two-strand theory of democracy* ». Toutefois, Canovan les trouve trop simplistes quoique convaincants¹²³.

Une telle analyse qui se nourrit de deux axes comporte le risque d'exagérer le populisme et sa légitimité démocratique. Cette exagération s'étend jusqu'à la présentation du populisme comme une promesse (démocratique) intrinsèque du soutien aux fondements de la démocratie constitutionnelle. Nous ne pouvons cependant pas ignorer que la mentalité populiste – surtout celle du nouveau populisme – comporte d'importantes tendances anti-démocratiques. La *two-strand theory* voit le populisme et la démocratie à juste titre comme deux idées fondatrices de la souveraineté populaire, mais selon la mentalité démocratique la volonté du peuple se construit par le biais d'un intermédiaire et il s'agit d'un processus de

¹²² S. Bowler, D. Denemark et T. Donovan, « Populist Parties and Support for Direct Democracy », **Australasian Political Studies Association Conference 2003**, Australasian Political Studies Association, Tasmania: 2003, p. 2. [En ligne]. <<http://www.utas.edu.au/government/APSA/BowlerDenemarkfinal.pdf>>.

¹²³ Margaret Canovan, « Populism for... », **op. cit.**, p. 244.

construction constant. La mentalité démocratique correspond, avec les termes de Claude Lefort, au « lieu vide du pouvoir » (*empty place of power*), tandis que la mentalité populiste tente de remplir ce lieu vide par l'idée du peuple qu'il nourrit en niant les différences et en accentuant l'imaginaire fictif de l'homogénéité identitaire. Cette tentative est ouvertement destinée à user les limites des différences irréductibles de la démocratie et la base constitutionnelle qui en est le reflet¹²⁴.

Avant de conclure ce chapitre, revenons de manière plus détaillée sur un thème que nous avons évoqué précédemment. Nous avons mentionné plusieurs approches qui reliaient les fondements du populisme ainsi que la crise fondamentale de la démocratie à la représentation. Mais le point souligné par Arditì à juste titre est à la fois enrichissant et ironique : tandis que tous les politiciens parlent au nom du peuple, les populistes ne le font pas¹²⁵. C'est certes lié à l'ambiguïté propre du concept de « peuple » mais dans ce cas, tout comme l'« espace vide du pouvoir » auquel nous avons fait référence plus haut, le peuple remplit la fonction de « signifiant vide »¹²⁶. Cette dernière qualité se dissipe aux moments de crise sociale. Pour reprendre Laclau, dans une société fondée sur la démocratie représentative le pouvoir veut déjà dire le « pouvoir du peuple ». Or, lorsqu'une crise d'hégémonie éclate, un groupe ou une fraction de classe quelconque appartenant au bloc du pouvoir choisit de s'adresser directement au peuple. Cette attitude exige une reconstruction du « peuple » au sens discursif du terme. Ce que Laclau appelle la « raison populiste » peut être identifié au processus de reconstruction lui-même. Alors, si nous reformulons la thèse d'Arditì dans cette même perspective, nous pouvons dire que la distinction que les populistes établissent entre le « Nous » et les « Autres » provient, non pas de leur refus de s'adresser à l'ensemble du peuple, mais d'un besoin de reconstruction du peuple dans le discours. C'est bien la raison pour laquelle l'auteur parle de l'ambiguïté entre la « présence absente du peuple » (*absent presence of the people*) et l'action de les représenter¹²⁷.

¹²⁴ Koen Abts et Stefan Rummens, « Populism versus... », **op. cit.**, vol. 55, 2007, p. 419-420.

¹²⁵ Benjamin Arditì, **op. cit.**, p. 64.

¹²⁶ Pour en savoir plus, cf. Ernesto Laclau, **La raison populiste**, **op. cit.**, p. 85-153.

¹²⁷ Benjamin Arditì, **op. cit.**, p. 65.

Ainsi, pour Laclau le paradoxe principal se place entre le bloc du pouvoir et la peuple¹²⁸. L'autoritarisme populaire de Hall aussi voit le populisme comme une opposition idéologique et politique spécifique entre le « peuple » et le « bloc du pouvoir »¹²⁹. Gandesha affirme que c'est cette dimension structurelle de l'opposition, irréductible aux intérêts économiques et corporatifs, qui détermine la qualité autoritaire ou démocratique du populisme. Selon lui, la définition du populisme autoritaire cher à Hall offre une contribution importante qui supprime le caractère amorphe du populisme.

Ce que nous avons résumé jusque-là, donne une idée sur les versions éventuelles anti-démocratiques du populisme et la raison de leur réémergence. Toutefois, l'une des questions qui s'imposent dans ce contexte mérite encore l'intérêt : pourquoi le nouveau populisme émergent revêt un caractère de droite, d'extrême-droite, pro-fasciste, voire fasciste, et plus manifestement autoritaire ? La mentalité populiste a une structure ouverte à toutes ces possibilités et c'est ce que tout le débat autour du populisme essaye de démontrer, mais ce constat ne suffit pas à en expliquer la raison.

Nous pouvons suggérer une explication. La version anti-démocratique du populisme met en avant la souveraineté d'un peuple supposé être homogène et impose son antagonisme vertical – structuré autour des dualismes tels que « nous et les autres », « les amis et les ennemis », etc. - à la mentalité agoniste horizontale de la démocratie¹³⁰. Mais cette horizontalité est-elle, d'ailleurs, démocratique ? La mentalité agoniste qui peut être aussi définie comme une solution à la crise de légitimité de la démocratie libérale et une « re-démocratisation » de celle-ci, perçoit l'espace public comme un terrain de communication des différences *irréductibles*. La sauvegarde des différences et le rappel continu des frontières de « l'autre » dans un sens positif permettent la cohabitation des différentes identités sociales, et surtout de celles communautaires, tout en assurant leurs *reconstruction perpétuelle*. L'aspect le

¹²⁸ Laclau distingue le populisme de « classe dominante » du populisme de « classe opprimée ». Le premier renvoie à la réduction des conflits sociaux, tandis que le second repose sur l'idée de résolution de ces conflits par la voie révolutionnaire. Néanmoins, parce qu'elle place au cœur de la définition du populisme le transfert des questionnements populaires au discours idéologique de manière antagoniste, une telle vision des choses risque de coller l'étiquette « populiste » en même temps à autant de figures différentes que Hitler, Peron, Tito ou encore les communistes italiens.

¹²⁹ Samir Gandesha, *op. cit.*, p. 2.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 419.

plus anti-démocratique de ce phénomène est qu'il risque de transformer les structures communautaires en des lieux obligatoires de la représentation sociale. Dans un tel processus, l'individu perdra inévitablement la capacité de s'exprimer par son identité de classe dans le cadre de l'antagonisme vertical fondamental entre le travail et le capital.

III. LA VENTRILOQUIE POPULISTE DU POUVOIR : L'EXPERIENCE DE L'AKP

Parmi les discussions actuelles concernant le domaine politique en Turquie, la conceptualisation du pouvoir actuel comme la victoire de la périphérie contre le centre et tout comme celle de la période comme un débat entre les forces du statu quo / du régime de tutelle gagnent une énorme popularité. Quand même, on trouve des nombreux exemples qui affirment en examinant quelques pratiques et quelques déclarations du passé plus proche que ce nouveau pouvoir recourt aux racines autoritaires de l'élite politique «Turque» et s'approche rapidement à un autoritarisme plébiscitaire après son apparence populiste. Dans ce point arrivé, même si on dit ou pas que le nouveau acteur politique est devenu la voix du «centre», généralement, l'idée selon laquelle il existe des changements permanents ou temporaires dans le bloc du pouvoir est acceptée clairement ou implicitement. Pourtant, sans donner des arguments persuasifs pour cette importante assertion, on se contente de placer des acteurs politiques dans un éventail dont l'une des extrémités est dans le populisme et l'autre dans l'autoritarisme.

On pense que discuter les évaluations politiques actuelles dans le contexte du conflit centre/périphérie possède des faces négatives comme tendre à obscurcir les véritables sources du support social donné au pouvoir politique et ignorer la crise de l'état capitaliste en Turquie. Dans cette section, on problématise si le gouvernement de l'AKP a présenté ou n'a pas présenté une expérience du pouvoir *unique et sui generis* et aussi on problématise ledit grand déplacement dans le bloc du pouvoir. Dans ce but, on utilise la démarche du populisme autoritaire mentionnée dans le premier chapitre, que Stuart Hall et ses amis ont proposé pour apprendre le thatchérisme et on profite de l'encadrement conceptuel présenté par des polémiques

réalisées autour de la démarche-ci. L'effort de positionner le pouvoir politique dans cet encadrement pourvoit une possibilité de faire des discussions sur le rôle et le sens global du moment populiste autoritaire comme une réponse contre les impasses que la période d'accumulation du capital, plus généralement contre la crise de la légitimité de la bourgeoisie.

Un autre problème méthodique est à propos de la définition du domaine politique où le populisme s'apparaît. En Turquie, le fait que le ton décisif dans les analyses de l'État se représente par l'assertion basé sur une hypothèse d'une relation dichotomique entre la société et lequel laisse son caractère de classe et la dimension politique-idéologique des techniques du pouvoir dans l'obscur. Les côtés spécifiques de la révolution bourgeoise en Turquie et le rôle de l'État dans cette révolution emprisonnent les questions de l'indépendance et de l'autonomie relative de l'État dans une perception statique ahistorique. Le rôle actif de l'État dans la période de la création de la classe du capital a provoqué que la bureaucratie de civile-militaire a été définie comme une structuration d'une classe tout à fait différente, -selon la définition de Poulantzas « une classe gouvernante »-. En conséquence, l'État est vu comme une structure autonome qui possède une logique *interne* et des intérêts, - c'est la même chose d'arguer que ce concept d'État est une réalité extrinsèque à la conscience des individus ou la société-. Le côté le plus problématique de cette vue est que toutes les politiques faites par l'État (les activités de planification pour l'amélioration économique, les reformes modernistes sont perçues dans une manière très fonctionnaliste soi-disant comme des instruments pour ne que faire continuer son existence privilégiée de la classe gouvernante.

Donc, les analyses actuelles sur l'histoire politique de la Turquie sont assez riches en respectant les moments définis comme des fractures ou des points du début dans les axes de tensions différentes comme la continuation/la rupture, l'étatisme/le libéralisme, l'élitisme/le populisme. Même s'ils se diffèrent dans les sources idéologiques et intellectuelles on peut indiquer que la majorité a nourri principalement du modèle centre/périphérie.

3.1. Les discussions sur le populisme en Turquie

3.1.1. Le sujet du populisme en Turquie : nation ? peuple ? État ?

Concernant les débats sur le populisme en Turquie, un point intéressant peut être souligné : le populisme évoque un sens à la fois positif et négatif dans les considérations politiques actuelles. La tendance générale est d'accepter que le populisme a été introduit dans la vie politique turque avec le passage définitif au multipartisme. L'une de ses dimensions est formée par des démarches qui évaluent la période de parti unique comme un régime autoritaire plutôt que populiste, malgré ses caractéristiques semblables au populisme jacobin.¹³¹ A l'arrière-plan de ce commentaire, nous trouvons une affirmation selon laquelle la conceptualisation de la mentalité populiste de l'époque – à partir du mouvement *Vers le Peuple* du Comité Union et Progrès – comme « populisme » ne peut pas être correcte à cause de sa caractéristique qui exclut la participation des masses et défend plutôt une mentalité de « faire le bien du peuple malgré le peuple ». Toutefois, en générale, c'est une contradiction d'exclure en caractérisant le régime de parti unique comme une période manque strictement du consentement populaire par des commentaires suivant les explications du « mainstream » qui évaluent le populisme comme un produit du développement tardif du capitalisme et de la modernisation et qui le définit par des fonctions complémentaire de l'absence des institutions pluralistes.

Comme une conséquence de la première, en attribuant une propriété pluraliste qui pourvoit la participation des masses au politique à la période commencée par le pouvoir du DP (*Demokrat Parti* : Parti démocrate), utiliser le populisme comme un adjectif affirmatif forme une deuxième dimension. D'autre part, parallèlement à cette utilisation affirmative du populisme, une tendance s'apparaît qui le réduit dans les évaluations concernant spécialement les politiques économiques à supporter le rural à cause de la crainte du vote et dans toutes les démarches redistributives à « acheter » politiquement le support des masses populaires.

¹³¹ İlkay Sunar, « Demokrat Parti ve Popülizm », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, Vol. 8, İstanbul: İletişim Yayınları, 1983, p. 2078.

Effectivement, ces sont surgies du fait que le populisme a une perception bipolaire, souvent positive dans un sens politique et surtout négative dans un sens économique. Il est affirmable que cette appréhension est influencée par le modèle de centre/périphérie. Dans cette section, on essayera de clarifier plus possiblement les contraintes de ce modèle conflictuel où la classe des bureaucrates et les élites gouvernantes militaires-civiles forment le centre et le reste forme la périphérie.

Le premier problème que l'on rencontre dans les études de populisme en Turquie est le caractère flou de la version turque du concept. Bien que le concept soit l'équivalent direct du mot *halkçılık*, l'orientation principale dans l'utilisation politique est de produire une autre version turque du mot : *popülist*. Or, cela ne résout pas le problème, au contraire, dans ce cas, le problème devient encore plus compliqué, et les déductions sémantiques sont ainsi dotées d'un dualisme idéologique. Alors que « *halkçılık* », en tant que suite du projet de modernisation kémaliste, correspond à une catégorie fondée sur l'image du « peuple tel qu'il devrait être », il a été plutôt considéré comme une catégorie impliquant « le peuple tel qu'il est ».

Or, un chaos semblable est aussi valable pour le mot « peuple » (*halk*). Comme la construction de l'État-nation moderne a été considérée en Turquie comme un projet de l'État (contrairement à l'Occident où elle était considérée comme un projet de la nation), le peuple en tant que catégorie impersonnelle et imaginaire a été défini d'une façon plus paradoxale. Dans ce contexte, il est devenu un moyen rhétorique à l'usage des parties en conflit pour le pouvoir. Derrière le comportement paradoxal des intellectuels et de l'État à l'égard du peuple, il y a le fait que le peuple est conçu comme un ensemble homogène et que, par conséquent, le peuple ne peut pas trouver une possibilité de politique et représentation autonomes.¹³² Le vocable *halk*, en tant que terme politique turc, n'a pas été un concept préféré dans la terminologie des idéologies du centre ; pour la plupart du temps, le concept de *millet* (nation) a été substitué par les partis de droite à celui de *halk*. Le caractère flou du populisme en tant que terme est évidemment valable pour le vocable « peuple ».

¹³² Şükrü Argın, « Türk Aydınının Devlet Aşkı ve Aşkın Devlet Anlayışı », in Tanıl Bora (ed.), **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce : Dönemler ve Zihniyetler**, vol. 9, İstanbul : İletişim Yayınları, 2009, p. 90.

Dans le cas turc, deux termes distincts restent en lice. Deux termes en apparence importés mais se prêtant à merveille à la mythification. « Peuple » et « nation ». Historiquement parlant, une nation à bâtir par un État qui exalte un peuple idéal. C'est-à-dire, non pas le peuple tel qu'il est, mais tel qu'il devrait être. Deux mots aussi vieux que chargés de sens viennent se greffer sur ces deux termes censés être nouveaux : « halk » et « millet »¹³³.

En effet, la question du choix du vocable « peuple » comme un terme politique est un sujet intéressant qui devrait être traité dans le cadre d'une recherche à part entière. Or, dans l'utilisation du concept de *millet* (nation) en Turquie on peut dépister une stratégie politique. Cela se voit clairement dans le fait que le concept de *ulus* a été produit en tant qu'équivalent alternatif du concept de nation. *Ulus* a une relation beaucoup plus étroite avec l'image officielle et idéale de l'État, et par là, il a créé une image séculaire. *Millet* a été plutôt interprété comme l'équivalent du peuple, mais de façon à aussi impliquer les valeurs traditionnelles. Les partis et mouvements conservateurs préfèrent toujours utiliser le terme « millet », parce que ce dernier fait allusion à la conception de gouvernement de l'Empire ottoman. En effet, dans le système d'administration ottoman, *millet* avait été utilisé pour désigner les groupes religieux non-musulmans, et c'est le produit d'une conception communautariste. Si les cadres républicains ont l'intérêt d'utiliser ce terme, cet intérêt est motivé par les contours de leur conception jacobine, mais aussi par l'objectif d'obtenir le soutien des masses conservateurs, et de leur faire accepter les idées de la République.

Il y a un point commun entre le populisme des premières années du projet de République et du Parti Unique, et le populisme nationaliste-conservateur. Cette communauté provient d'une sorte de symbiose du nationalisme et du populisme et prévoit une idéalisation du peuple faisant abstraction de son caractère abstrait et peu sûr.¹³⁴ La différence entre ces variantes nationale et conservatrice du populisme est relative au passage qui a eu lieu lors du processus du remplacement de l'appartenance au millet (nation) par l'appartenance à la communauté religieuse.¹³⁵ Dans le populisme du parti unique, le motif principal dans le discours de la

¹³³ Tugrul Artunkal, «Quelques remarques sur le populisme en Turquie», in *Cemoti*, n° 9 : Populisme en Turquie, identité en Iran. [En ligne]. URL : <<http://cemoti.revues.org/document436.html>>. Consulté le 1^{er} août 2009, p. 3.

¹³⁴ Tanıl Bora et Necmi Erdoğan, « 'Biz, Anadolu'nun Bağı Yanık Çocukları..' Muhafazakâr Popülizm », in Ahmet Çiğdem (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasî Düşünce -Muhafazakârlık*, vol. 5, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, pp. 638-641.

¹³⁵ Les auteurs soulignent les différents choix du terme signifiant ce passage: *devrim* et *inkılâp* dont le premier signifie la révolution et le deuxième signifie le changement. *Ibid.*, p. 638.

purification du peuple, c'est le rejet des classes sociales, et le discours de société organique ; or, dans le populisme conservateur, c'est l'idée que le peuple, auquel s'est imprégné tout ce qui est étranger à la tradition, constitue une communauté amorphe.

Dans son article intitulé « *Le Populisme et ses Dimensions en Turquie* », Zafer Toprak nomme le populisme dans les pays en développement comme « intellectuel », celui dans les pays développés comme « politique ». Il indique que le populisme intellectuel a lieu dans les pays qui participent postérieurement au processus du développement capitaliste, où la période de la capitalisation provoque une série des bases du conflit social et où des réactions compliquées et contradictoires causées par le développement inégal dans les espaces économiques, politiques et culturels se précisent. Suivant cette classification, Toprak argue qu'on peut parler deux étapes du populisme en Turquie de même façon : Le premier est la dimension « intellectuelle » et fini en même temps que le système de parti unique, l'autre est la dimension « politique » et commence par le système multipartite.¹³⁶ Donc, la période entre les années 1908 et 1950 a été définie comme populiste.

La période du développement tardif du capitalisme est l'une des déterminants les plus importants dans la classification du populisme de Toprak. Les couches inférieures et moyennes qui trouvent la possibilité de l'éducation (élites/intellectuelles) des pays en développement possèdent la tendance à mettre en avant les valeurs traditionnelles en refusant quelques éléments de la culture de la bourgeoisie de l'Est à cause d'un dérangement provoqué par les différences entre leur situation actuelle et celle de l'Est. Quand les notions développées par les élites pour protéger eux-mêmes affrontent avec la réalité, ils dissocient et ils se sentent étrangers dans leur pays. Dans ces conditions, la solution populiste devient actuelle et on « retourne » à la tradition nationale culturelle. Ce résumé désigne la motivation principale de la caractérisation du populisme du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi* : Parti républicain du peuple) comme « intellectuel » pour cela que son populisme a un caractère « petit bourgeois » apparu pendant la période de la formation de l'État-Nation ; contient des éléments radicaux aussi que traditionnels ; il dénie l'existence de la division de classe en possédant une tradition solidariste et il est successeur de la

¹³⁶ Zafer Toprak, « Popülizm ve Türkiye'deki Boyutları », [En ligne]. URL: <http://www.obarsiv.com/cts_zafer_toprak.html>.

tradition unioniste. L'une des raisons les plus importantes de cette promotion des élites/intellectuelles est chargée de l'existence d'une dualité due à la structure rurale coexistant avec le développement capitaliste en Turquie contrairement à ce qu'il s'agit en Est.¹³⁷ On fait sembler souvent l'exemple de la Turquie à celui en Russie par ce point de vue. En déclarant que les traces du populisme doivent être recherchées dans les conditions matérielles spécifiques créées par le capitalisme, Zafer Toprak évalue le populisme du système de parti unique comme un exemple important de la tradition du populisme du monde comme *le narodnisme*.¹³⁸

Le pouvoir du DP est l'une des expériences les plus importantes sociales et pour la plupart des chercheurs un point de départ en termes des discussions du populisme politique en Turquie. L'une des études importante concernant cette période appartient à İlkay Sunar. Sunar souligne dans son approche que le sens de cette période vient du « passage d'un ordre politique lancé par le 'centre' à un ordre politique lancé par la société » Ici, le DP est considéré clairement comme le représentant de la périphérie. Il attache l'importance du DP au fait que « le DP est la première opposition qui arrive réellement au pouvoir par une élection dans l'histoire politique d'Ottoman – Turc ». ¹³⁹ Il s'agit absolument d'une approche qui tend à percevoir la relation entre le centre et les forces de la périphérie dans une manière imperméable et statique. Cette approche montre un partiel parallélisme au commentaire de Kasaba de *la recentralisation* concernant la période du passage de l'Ottoman à la République. A ce compte, une non-state arène s'est formée avant la République, mais généralement elle est remplie par une élite bureaucratique (d'abord les gouvernements d'Ottoman, ensuite à partir de 1908, les élites militaires-bureaucratiques urbaines et le gouvernement central représenté par eux) ; donc le développement de la société civile est déprimé.¹⁴⁰ Quand même Kasaba a besoin d'accentuer que cela ne veut pas dire que la société civile n'existe jamais. C'est-à-dire, il ne définit pas les dynamiques du changement extrinsèque à la société comme Sunar. La fin de la tendance populiste du pouvoir de DP par une crise de régime et la

¹³⁷ *Ibid.*, p. 11-12.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 14-15.

¹³⁹ İlkay Sunar, *op. cit.*, p. 2078.

¹⁴⁰ Reşat Kasaba, « Populism and Democracy in Turkey, 1946 – 1961 », in E. Goldberg, R. Kasaba, J.S. Migdal (ed), **Rules and Rights in the Middle East, Democracy, Law, and Society**, London: University of Washington Press, 1993, p. 47-48.

compression du pouvoir par un coup militaire sont commentées comme une démonstration par Sunar.¹⁴¹

Selon Toprak, à partir du DP, l'expression populiste s'est intégrée avec notre vie politique et a d'un caractère « politique » dû à la période de la démocratisation après 1950. Dans cette observation, les processus socio-économiques ont un effet décisif. Par ailleurs, le DP a pris en charge la responsabilité d'être la porte-parole des couches sociaux traditionnels qui accomplissaient les tâches de l'économie jusqu'à cette période-là et qui désiraient en profiter d'avantage.¹⁴² Le DP a reproduit l'idéologie du populisme kémaliste dans une manière plus ouverte à la participation politique du peuple¹⁴³ Il existe une tendance dominante de trouver certains antagonismes significatifs à l'arrière-plan de l'avènement du DP et de ses tendances populistes. Selon une telle compréhension, il s'agit d'un antagonisme vertical qui a été hérité de l'Empire Ottoman et qui s'est solidifié le système de parti unique. L'un côté de ledit antagonisme est représenté par le centre politique laïque qui monopolise le pouvoir politique, et l'autre côté est représenté par la société traditionnelle/religieuse qui porte la charge économique.¹⁴⁴ Kasaba fait une explication de l'avènement des démocrates en reposant sur leurs positions bien évidemment critiques contre l'alliance derrière du mouvement de la réforme Ottoman-Turc, -spécialement contre la bureaucratie étatique et certaines secteurs de l'intelligentsia. Cette opposition s'apparait dans leur exonération de la laïcité militante des gouvernements républiques ; dans leur attitude dirigée vers l'enlèvement complet des restrictions des entreprises privées et des initiatives privées et dans l'exaltation des périodes formelles de la démocratie -surtout comme voter- dans leur discours.¹⁴⁵

Toutefois, il est possible d'interpréter ce processus comme la popularisation par les processus politiques existantes des réactions contre la République et ses révolutions, qui s'exprimaient par des termes religieux ; cette popularisation rendait possible leur implication dans le système et leur limitation. Ce recyclage populiste allait assurer l'implication de couches sociales traditionnelles au système, tout en les

¹⁴¹ İlkay Sunar, *op. cit.*, p. 2078

¹⁴² Ahmet İnsel, « Milliyetçilik ve Kalkınmacılık », in Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Milliyetçilik**, vol 4, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, p. 772-773.

¹⁴³ Ahmet İnsel, *op. cit.*, p. 772; İlkay Sunar, *op. cit.*, p. 2081.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 2081.

¹⁴⁵ Reşat Kasaba, *op. cit.*, pp. 54-56.

faisant participer à la vie économique.¹⁴⁶ A cette interprétation qui considère la période du DP comme la période où la révolution républicaine a été consolidée d'un point de vue conservateur et où la révolution a été attribuée à la nation, il faut ajouter que le passage au régime multipartite n'a pas empêché les obstacles que les classes populaires avaient devant la possibilité d'établir des organisations autonomes politiques et économiques. Dans ce sens, il est possible de parler de deux projets d'hégémonie anti-étatiste, qui avaient une continuité évidente en ce qui concerne la mobilisation et la participation des masses.¹⁴⁷ Le constat selon lequel le DP aurait appuyé le soutien des masses aux rapports de patronage, au lieu de les appuyer à une mobilisation idéologique qui serait inefficace dans un contexte où il n'y avait pas d'autre idéologie en dehors du courant islamiste, pour mobiliser rapidement les masses, est faux et erroné, puisque le constat en question néglige cet aspect.¹⁴⁸

De même, Kasaba souligne que la popularité de l'idéologie qui unifie le discours démocratique avec des éléments conservateurs et traditionalistes de grande importance ne peut pas être expliquée simplement par la manipulation des politiciens habiles ou par la malléabilité du peuple. Selon lui, la force réelle de cette idéologie populiste provient du fait qu'elle reflète et réinterprète la réalité de façon à ce que l'individu commun puisse se situer au centre. Mais dans le message de l'habilitation du peuple, une certaine illusion se repose.¹⁴⁹ Il est possible d'interpréter cette illusion dans le contexte de la raison attribuée à la stratégie d'hégémonie, et cette interprétation exprime d'une façon implicite le souci d'assurer une participation populiste au projet de république.

L'article de Tanıl Bora où il propose une analyse de l'image politique de Süleyman Demirel nous donne des indices pour la compréhension de la tradition de populisme politique avant 1980 :

« Le service rendu par Demirel est, dans le sens le plus général, de servir d'intermédiaire au processus d'implication par l'État des choix

¹⁴⁶ Nuray Mert, « Muhafazakârlık ve Laiklik », in Ahmet Çiğdem (ed.), **Modern Türkiye'de Siyasî Düşünce: Muhafazakârlık**, vol. 5, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, p.315 ; Ahmet İnsel, **op. cit.**, p. 773.

¹⁴⁷ Galip Yalman, **op. cit.**, p. 56.

¹⁴⁸ İlkay Sunar, **op. cit.**, p. 2080.

¹⁴⁹ Reşat Kasaba, **op. cit.**, pp. 66-67.

sociopolitiques de la masse d'électeurs « droitiers », nationalistes-conservateurs en majorité, fidèles à l'État, très pragmatiques, à caractère croyant dans cette échelle. Et, par là, servir d'intermédiaire à l'implication des requis de l'idéologie officielle par ces cercles de clients-résignés... On ne doit pas oublier que cette médiation populiste a fourni l'essence vitale de la tradition SCF (*Serbest Cumhuriyet Fırkası* : Parti républicain libéral) – DP – AP (*Adalet Partisi* : Parti de la justice), définie comme « centre droite ». La source de force et de légitimité sur laquelle pouvait s'appuyer cette élite politique alternative qui représentait les demandes et tendances des notables, de la bourgeoisie moyenne en état de développement contre l'élite politique et étatique en place, c'était le soutien populaire massif. Assurer la reproduction de cet appui et de ce consentement populaire était une question vitale pour eux. »¹⁵⁰

Ce résumé peut être considéré comme valable de nos jours aussi. Ce populisme représenté par les courants politiques de droite en Turquie ne prend pas pour appui la politisation ou la mobilisation des masses. A une certaine mesure, il est le produit d'une lutte des groupes de capital à petite et moyenne échelle (à un certain sens, il est possible de dire « capital d'Anatolie ») au sein des classes dirigeantes. Cela veut dire la production d'un nouvel élitisme. Ces versions nationale et conservatrice ont considéré les élites populistes comme responsables du peuple en tant que masse anonyme. « Ils pensent que l'intérêt du peuple peut être conservée sous la tutelle de ceux qui le 'connaissent' bien. On y trouve le moment qui résout l'incompatibilité entre l'aspect 'vulgaire' et 'démotique' du populisme et l'orientation aristocratique du conservatisme. »¹⁵¹

Du point de vue du populisme de gauche, l'accent mis sur le peuple est toujours plus marqué. Surtout dans les années 1970, la montée des luttes des classes et l'augmentation dans les manifestations de masse, les politiques populistes rurales et les processus comme les résistances locales ont porté le discours populiste à l'ordre du jour des mouvements de gauche et socialistes. Le fait que le concept de « peuple » prime sur la « nation » a poussé Demirel à dire « En Turquie, le pouvoir ne peut pas être le pouvoir du peuple... [alors], l'État aurait perdu sa qualité d'État

¹⁵⁰ Tanıl Bora, « Süleyman Demirel », in Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Dönemler ve Zihniyetler**, vol 9, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, p. 503-504.

¹⁵¹ Tanıl Bora et Necmi Erdoğan, **op. cit.**, p. 633.

national ».¹⁵² Dans la Turquie des années 1970, Süleyman Demirel était contre l'utilisation du « peuple » comme une alternative à la « nation » (millet). Si on analyse les éléments de gauche qui étaient importants à cette époque, on peut constater que les mouvements politiques qui suivaient ouvertement une politique populiste (comme le CHP d'Ecevit, et Dev-Yol [*Devrimci Yol*: la Voie révolutionnaire]) . Du point de vue de la gauche, le populisme essaie d'hégémoniser l'espace politique dans l'axe du rapport antagoniste entre le peuple et le bloc de pouvoir. L'espace politique était déterminé par le conflit entre deux pôles excluant l'un l'autre, homogènes, sans interpénétration, constitués respectivement du peuple et de ses ennemis (« peuple » et « ceux qui ne sont pas du peuple » ou « opprimés » et « oppresseurs » pour Ecevit, « peuple » et « oligarchie » pour Dev-Yol).¹⁵³

L'orientation générale du populisme de droite était de faire recours au « bon sens public » en tant que « motif populiste-hégémonique » et Demirel a été le nom symbole pour la fonctionnalisation de celui-ci en tant que source de légitimité politique. « Demirel, en parlant avec l'accent d'Isparta, avec des phrases courts, simples, descriptifs, sous forme de questions et réponses, ..., s'était mis à la place du peuple et s'était adressé au bon sens. [...] Demirel, dans sa rhétorique, avait souvent identifié ce « sens commun » avec le monde de significations des petits producteurs, des paysans, des artisans, ou, si on se réfère à Gramsci, « avec la philosophie spontanée des masses ».¹⁵⁴

Dans les années 1980, Turgut Özal avait fait évoluer cette tendance à une forme plus pragmatique et autoritaire. Le gouvernement du ANAP (*Anavatan Partisi*: Parti de la mère patrie), qui est l'équivalent de la montée du néolibéralisme et de la nouvelle droite en Turquie, a fourni un exemple de pragmatisme politique, à la fois conservateur (conformément à l'idée de synthèse turco-islamique de la junte) et moderniste. Cette tradition politique dont l'AKP a hérité à une certaine mesure est présentée dans l'approche d'Özal qui voulait avoir confiance en le « consentement » social, plutôt que les méthodes de force utilisés par les militaires après le 12

¹⁵² Süleyman Dermirel, *Anayasa ve Devlet İdaresi*, İstanbul: Göktürk Yayınları, 1977, p. 34, cité par Tanıl Bora, « Süleyman Demirel », in Tanıl Bora (ed), *op. cit.*, vol 7, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, p. 553.

¹⁵³ Necmi Erdoğan, « 1970'lerde Sol Popülizm Üzerine Notlar », in Murat Gültekingil (ed), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce:Sol*, vol. 8, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007, p. 264-266.

¹⁵⁴ Tanıl Bora ve Necmi Erdoğan, *op. cit.*, p. 635-636

septembre, conformément à l'idéal de la société obéissante. Pour cela, la formulation d'Özal contient un accent plus marqué sur la religion, parce qu'il « suivait la stratégie d'expliquer la philosophie de 'il n'y a pas de droits, il y a des devoirs' non pas avec l'affirmation 'sinon je vais te casser la tête' mais par la réflexion 'notre religion l'a ordonné ainsi'.¹⁵⁵ Pourtant, cette tradition politique évitait systématiquement un axe de lutte de classes ; dans une société qui avait tendance à façonner les mécanismes de représentation politique avec une logique solidariste-corporatiste et qui avait paralysé les réseaux limités d'organisation et de politisation par les rapports de patronage, le populisme a toujours gardé son existence en tant que forme.

3.1.2. La « nouvelle droite » et le populisme

Il est difficile de déterminer une date précise pour débiter l'analyse des débats sur le populisme. Toutefois, nous pouvons considérer la formation de la « nouvelle droite » comme un tournant dans l'histoire de la Turquie. En effet, même si la réduction des débats sur le populisme à la seule mobilisation des masses par la classe dominante présente une explication incomplète, le populisme a toujours été une composante permanente de l'idéologie dominante dans telle ou telle forme. Dans ce cas, il faut se concentrer sur l'influence exercée par les transformations réalisées par la nouvelle droite sur l'usage du populisme. En vérité, ce qui est impliqué par le terme de « populisme autoritaire », c'est une forme spécifique qu'a prise le populisme dans le processus néolibéral et post-fordiste. Et nous défendons qu'il ne fût pas possible que le populisme prenne une autre forme que celle « autoritaire » dans ce processus, du moins entre les mains de la classe de capital.

Ces transformations ont certainement été réalisées dans divers domaines et à différents niveaux. Dans ce chapitre, nous n'allons évoquer que les dimensions qui sont d'une importance particulière pour les discussions qui poursuivront au sujet du gouvernement d'AKP. La première dimension à développer est, certes, la réduction

¹⁵⁵ Murat Belge, « Türkiye'de Siyasi Düşüncenin Ana Çizgileri », in Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Dönemler ve Zihniyetler**, vol 9, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, p. 56-57.

des fonctions économiques de l'État. La conséquence directe de ceci est le rejet total ou partiel des fonctions redistributives de ce dernier.

« Le néolibéralisme dote l'État d'un devoir moral à l'égard de la 'pauvreté absolue', mais il ne conçoit pas l'État en tant qu'organisation unique ou la plus efficace pour la distribution de ces aides. Le néolibéralisme refuse le dilemme entre l'État et le marché et le remplace par le dilemme entre la nécessité et la liberté, et avance que toute sorte d'organisation volontaire doit gagner de l'importance à côté du marché dans le cadre d'un système de bien-être non-coercitif. D'autre part, le néolibéralisme, pour mieux refléter les choix publics en ce qui concerne le bien-être, propose la décentralisation des fonctions de bien-être et l'invention de nouveaux moyens pour que le système de bien-être renforce les individus (Barry 1990: 126). »¹⁵⁶

Cependant, cette situation a aussi été la cause de l'apparition d'une structure exclusiviste et imposante du point de vue des masses. Il faut souligner que, dans ce contexte, une quête pour une nouvelle hégémonie s'est affirmée après 1980 en Turquie, à la fois sous l'influence de la transformation néolibérale et de la crise politique apparue comme une conséquence de la politisation des années 1970. Le populisme à caractère autoritaire et pragmatique de Turgut Özal a été un pas important dans cette tentative d'instauration de la nouvelle hégémonie. Toutefois, « l'aboutissement des pratiques de nouvelle droite des années 1980 n'était pas l'accentuation de la modernisation à travers une synthèse originale entre la tradition et la modernité, entre le libéralisme et le conservatisme (comme le soutiennent les partisans de la nouvelle droite), mais plutôt une dissolution sociale et publique qui avait nui aux dynamiques modernes existantes »¹⁵⁷ :

« Dans la structure étatique apparue après 1980, le pouvoir politique a essayé de combler son besoin de légitimité par deux stratégies opposées. Tout d'abord, le pouvoir politique tente d'assurer un soutien pragmatique à l'échelle micro, en relation organique directe avec les forces sociales, à travers les mécanismes informels et les politiques de réseau. D'autre part, il tend à établir une unité organique et à chercher un soutien idéologico-

¹⁵⁶ Alev Özkazanç, « Yeni Sağdan Sonra: Yeni Sol, Siyasal İktidar ve Meşruiyet », *op. cit.*, p. 6.

¹⁵⁷ Alev Özkazanç, « Türkiye'nin Neo-Liberal Dönüşümü ve Liberal Düşünce », *in* Tanıl Bora (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Liberalizm*, vol 7, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, p. 642.

politique tout en s'orientant vers des discours totaux pour combler les lacunes éventuelles à l'échelle macro. »¹⁵⁸

Selon ce tableau, l'approche de *populisme autoritaire* présente un cadre analytique opératoire. En effet, cette double stratégie dans la politique d'État et l'état d'équilibre incertain entre ces deux stratégies rappelle l'approche de populisme autoritaire. Par ailleurs, la tendance politique dominante de l'époque avait un caractère proche de la lignée Thatcher-Reagan. Toutefois, cette quête d'hégémonie était condamnée à la faillite¹⁵⁹, parce que la composition de classe en Turquie ne permet pas d'assurer une hégémonie avec des politiques thatchéristes malgré les efforts d'intégration avec le système capitaliste mondial et le grand chemin parcouru dans cette direction. En ce qui concerne la poursuite de la stratégie d'accumulation orientée vers l'offre et basée sur les subventions d'exportations, c'est l'exemple de la nouvelle droite au niveau mondial qui a été suivi en Turquie. D'autre part, la stratégie d'hégémonie expansionniste à *nation unique* revendiquée par l'ANAP qui consistait en l'unification des quatre tendances politiques et l'harmonisation de tous les éléments idéologiques, n'a satisfait qu'une partie de la classe de capital et n'a pas eu de succès. A cela se sont ajoutés les applications sans succès des politiques monétaristes de la nouvelle droite et du programme anti-inflationniste en Turquie ; la poursuite des politiques de limitations imposées sur le travail par le régime militaire ; et l'offre d'avantages inégaux aux différents groupes capitalistes par le marché marqué par un manque total de règles : ainsi, il n'a pas été possible d'établir une hégémonie embrassant toute la nation.

Pour ce qui est de l'application du projet thatchérien des *deux nations*¹⁶⁰, la première nation était trop étroite en Turquie, alors que la deuxième nation (qui comprenait l'ensemble de la classe ouvrière, une grande partie des salariés agricoles, les fonctionnaires, des millions de chômeurs, de détenteurs de professions libres, de retraités, etc.) était très large. Ce tableau a été interprété comme une preuve de la

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 639

¹⁵⁹ Muharrem Tünay, « The Turkish New Right's Attempt at Hegemony », in A. Eralp, M. Tünay, B. Yesilada (ed.), **The Political and Socioeconomic Transformation of Turkey**, Westport: Praeger Publishers, 1993, pp. 11 – 30 ; A. Raşit Kaya, « Adını Koyalım Tutmayan Hegemonya », **Mülkiyeliler Birliği Dergisi**, vol 21 n° 204, 1997, pp. 28 – 31.

¹⁶⁰ En critiquant Hall, Bob Jessop affirme que le thatchérisme marque une rupture avec l'approche conservatrice d'« une nation » de l'État-providence keynésien et propose d'utiliser une approche basée sur « deux nations ». Bob Jessop, « Le populisme autoritaire ... », *op. cit.*, pp. 137-142.

faillite de la quête d'hégémonie entre 1983 et 1987, et de l'évolution vers un processus de révolution passive après les élections législatives.¹⁶¹ Le fait que la bourgeoisie ait essayé d'établir son hégémonie (qu'elle échouait systématiquement d'établir) par la « stratégie de mettre fin à la politique de classe » a été l'une des raisons de la qualification du processus comme une révolution passive.¹⁶² Le discours de « classes moyennes » (« ortadirek ») avancé sans succès par Özal a été utilisé comme un appel populiste sans pourtant cibler directement une classe ou une partie de classe. La qualification de ce discours populiste comme « populisme exclusiviste » est aussi, d'une façon ironique, un indice du manque de réussite du projet de *nation unique* dont nous avons parlé.¹⁶³

Raşit Kaya faisait ce constat bien avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement AKP, pendant la période de crise et d'instabilité politique :

« Une révolution passive requiert avant tout la neutralisation des intérêts et revendications des classes et groupes populaires et l'établissement d'une cohérence entre les fractions de la classe dominante, ou du moins, l'établissement d'une union provisoire. Parmi ceux-là, aucun n'est possible en ce moment... Tout... est en train de faire allusion à une crise hégémonique qui s'approfondit. Au cas où des solutions politiques alternatives ne feraient pas surface, ces circonstances aboutiraient à une nouvelle solution césariste. »¹⁶⁴

Il n'est pas possible de dire que la solution alternative dont parle l'auteur a fait surface, mais il n'y a pas eu de solution césariste non plus. Il est certain que l'AKP a établi aujourd'hui une hégémonie élargie et inclusive avec un grand soutien électoral. Dans les pages qui suivent, il convient d'étudier les raisons et le caractère de cette hégémonie.

¹⁶¹ Muharrem Tünay, *op. cit.*, p. 23-25.

¹⁶² Galip Yalman, *op. cit.*, p. 69.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 69-70.

¹⁶⁴ Raşit Kaya, *op. cit.*, p. 31.

3.2. Une relecture du pouvoir de l'AKP : un « nouvel usage » du populisme ?

La première question que nous rencontrons en ce qui concerne l'expérience de l'AKP est similaire à la question posée par Stuart Hall et ses collègues sur le thatchérisme : comment l'AKP a pu obtenir récemment un pourcentage extraordinaire de vote, alors qu'il est en train de mettre en place l'une des plus grandes régulations au détriment des intérêts de la plupart des classes populaires avec privatisations, flexibilisations, convertissement à l'économie de marché, soustraction des avantages de sécurité sociale, etc.

En cherchant la réponse à cette question, nous allons voir qu'une autre question s'impose : « de quelle sorte de transformation sociale l'AKP est-il le sujet ? ». Nous soutenons que cette transformation ne peut pas être réduite à la seule application d'une stratégie d'accumulation néolibérale, position qui nous oblige à discuter les pratiques et les applications qui ont joué un rôle important dans la production du consentement social. Il est aussi possible de considérer l'AKP comme une réponse à la crise d'hégémonie (dont la politique bourgeoise n'a pas pu sortir après 1980). Nous allons donc essayer de fournir une considération plus complète des ressources sociales du pouvoir de l'AKP, en faisant de brèves allusions au tableau général de cette crise ainsi qu'à ses causes.

L'AKP, par les polémiques qu'il génère dans la société et par ses tenants hétérogènes, paraît avoir une signification politique au-delà d'un gouvernement quelconque en Turquie. C'est avec le temps que nous comprendrons s'il s'agit ou non d'une surévaluation de son importance. Ici, nous ne proposerons qu'une méthode pour interpréter les principales caractéristiques des pratiques de pouvoir apparus jusqu'à ce jour et pour interpréter la transformation que subit l'État en Turquie.

3.2.1. L'interminable voyage de la « périphérie » vers le « centre »

L'apparition de l'AKP sur la scène politique turque témoigne d'un changement en termes de programme politique, d'organisation et de discours pour l'islam en Turquie. Avant la formation de ce parti, l'islam politique trouvait son expression dans les partis dirigés par Necmettin Erbakan – le MNP (*Milli Nizam Partisi* : Parti de l'Ordre national) et le MSP (*Milli Selamet Partisi* : Parti du Salut national) dans les années 1970, le RP (*Refah Partisi* : Parti de la Prospérité) de 1983 à 1998, le FP (*Fazilet Partisi* : Parti de la Vertu) de 1998 à 2001 et le SP (*Saadet Partisi* : Parti de la Félicité) de 2001 à nos jours – se réclamant de l'idéologie de *Milli Görüş* (Vision nationale), programme politique conçu par Erbakan lui-même comme une « troisième voie » pour marquer sa différence par rapport à ses deux rivaux majeurs de droite (AP : Parti de la Justice) et de gauche (CHP: Parti républicain du Peuple) dans les années 1970. Cette mouvance politique se développa dans les années qui suivirent le coup d'État de 1980 et a gagné de force sous l'effet politico-idéologique de la synthèse «turco-islamique» promue par les militaires pour contrer l'expansion de la gauche au sein de la société.

Les impacts négatifs du néolibéralisme économique en termes de redistribution des richesses et de détériorations des conditions de vie des couches les plus pauvres de la société ont sensibilisé ces classes défavorisées au concept de «justice sociale» du discours islamique. Ce concept se concrétisa par l'intermédiaire des organisations religieuses locales (vakifs), des réseaux de solidarité et dans certains cas par les municipalités détenues par le RP.¹⁶⁵ Ces associations, réseaux et municipalités venaient principalement palier les carences de l'État-providence, usant de la charité comme d'un mécanisme de solidarité sociale. Ce réseau islamique devint particulièrement dense en s'attachant le soutien des couches populaires de la société turque. En ce sens, on peut dire que le RP traduit une acception du concept de justice postérieure à l'État-providence.

¹⁶⁵ Haldun Gülalp, *Kimlikler Siyaseti*, İstanbul : Metis Yayınları, 2003, p. 55.

Immédiatement après son arrivée au pouvoir, le RP mit en œuvre un projet de transformation religieuse de la sphère sociale,¹⁶⁶ ce qui entraîna l'intervention militaire du 28 février 1997¹⁶⁷ (baptisée “coup d'État postmoderne”), l'éclatement de la coalition gouvernementale menée par le Parti d'Erbakan en juin 1997 et la dissolution du RP par la Cour constitutionnelle en janvier 1998. Erbakan dû se retirer une fois de plus de la vie politique active. Ses anciens cadres créèrent alors le FP (*Fazilet Partisi* : Parti de la Vertu) avec le soutien tacite d'Erbakan. Malgré certains ajustements, le FP était à peu près sur la même lignée politique que le RP. Il fut donc lui aussi dissous par la Cour constitutionnelle pour motif de subversion islamiste.

Après la fermeture du FP, certains membres décidèrent de fonder une autre formation politique – le Parti de la Justice et du Développement (AKP) – au lieu de rejoindre le successeur du FP : le SP (*Saadet Partisi* : Parti de la Félicité). L'AKP fut officiellement créé le 14 août 2001. Les nouveaux cadres de ce parti comptaient parmi les figures les plus en vue du FP dissous le 22 juin 2001. Certains d'entre eux tels qu'Abdullah Gül ou Bülent Arınç abandonnèrent leurs traditions politiques pour adopter une attitude politique plus modérée et centriste sous la direction de Recep Tayyip Erdoğan, ancien maire RP d'Istanbul. Cette équipe – ayant bien en tête l'avertissement du 28 février – était bien consciente des limites du champ politique autorisé en Turquie et refonda son identité dans un courant de pensée libérale sur le plan économique, et conservateur sur le plan des valeurs. En référence à l'approche stratégique-relationnelle qui veut que les agents sociaux soient réactifs – et donc puissent opter pour une orientation stratégique après analyse du contexte – on peut avancer que l'islam politique en Turquie « a su tirer parti de ses expériences pour en tirer des leçons ces dernières années, ce qui lui a permis d'éviter avec succès les erreurs de la période précédente »¹⁶⁸.

¹⁶⁶ Le Parti de la Prospérité fit de multiples propositions visant à transformer certains fondements du régime laïque, par exemple, par l'introduction d'un pluralisme légal (incluant la loi islamique) et l'abrogation de l'interdiction de porter le voile par les étudiantes et les fonctionnaires.

¹⁶⁷ Le 28 février 1997, le Conseil de sécurité nationale (comprenant le chef d'État major des armées, les militaires les plus haut gradés, certains membres du Conseil des ministres ainsi que le Président de la République) énonça une liste de directives visant la mouvance islamiste considérée comme la principale menace sur la sécurité nationale. Erbakan fut contraint de signer ces directives (ce qu'il fit le 5 mars), ce qui le mit en une position telle qu'il ne pouvait plus qu'accepter les accusations des militaires.

¹⁶⁸ E. Fuat Keyman et Ziya Öniş, *Turkish Politics In A Changing World*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2007, p. 186.

En fait, l'ensemble du programme de l'AKP peut être lu comme l'émanation de la pensée libérale, proposant une transformation libérale globale de la structure sociale. Selon ce programme, l'AKP « favorise l'économie de marché et son fonctionnement avec les institutions et les règles qui lui sont propres » ; « reconnaît qu'en principe l'État devrait rester en dehors de toute activité économique » ; « définit la fonction de l'État en économie comme celle d'un régulateur et d'un contrôleur » ; « considère les privatisations comme un vecteur important pour bâtir une économie plus rationnelle » ; « souhaite que les transformations structurelles apportées par la mondialisation soient accomplies au moindre coût, et pense que le meilleur moyen d'y parvenir et de renforcer la compétitivité économique à l'échelle internationale » ; « pense que le capital étranger joue un rôle important dans le transfert de savoir-faire et d'expérience, ce qui contribuera au développement de l'économie turque » et considère enfin « la qualité, la productivité, l'efficacité et la satisfaction des citoyens comme les principaux critères du service public ».¹⁶⁹ Même une comparaison rapide entre les documents officiels de l'AKP et de TÜSİAD (*Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği*: Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie) révélerait qu'il y a une concordance de vue quasi-identique entre les projets défendus par le grand capital et l'AKP.

La victoire électorale de l'AKP marque le succès d'une synthèse « libérale communautariste » unique, qui allie les aspects les plus poussés d'un programme néolibéral avec un accent mis sur la justice sociale et des valeurs traditionnelles et religieuses de base comme la charité et la solidarité, réconciliant ainsi « l'économie de marché avec les valeurs de la communauté, les croyances religieuses, les normes de la société et les traditions locales ».¹⁷⁰ Nous allons revenir sur ce point de manière plus détaillée lorsque nous allons discuter la stratégie hégémonique habilement développée par l'AKP sur la base de la transformation sociale en cours depuis deux décennies. Ici, notons seulement que cette synthèse fut couronnée de succès « en constituant une alliance électorale au-delà des classes sociales, attirant dans son orbite à la fois les gagnants et les perdants du processus de mondialisation néolibérale » et « en usant la religion comme un levier efficace ».¹⁷¹

¹⁶⁹ AK Parti, **Kalkınma ve Demokratikleşme Programı**, Ankara: AK Parti, 2002.

¹⁷⁰ E. Fuat Keyman et Ziya Öniş, **op. cit.**, p. 168.

¹⁷¹ **Ibid.**, p.185.

Le programme politique de l'AKP et les pratiques de ses représentants ont également été présentées comme un exemple du populisme-libéral pour avoir créé une polarisation entre le peuple et les élites bureaucratiques, et s'être associé lui-même au peuple (notamment au travers de Recep Tayyip Erdoğan qui fait figure de leader issu du simple peuple). Cette politique néo-libérale populiste implique l'insertion des classes ouvrières dans le projet néolibéral et/ou la neutralisation des organisations de la classe ouvrière telles que les organisations syndicales.¹⁷²

Libéral communautariste et/ou néo-libéral populiste, l'AKP apparaît comme une opportunité de renouer les liens distendus entre le peuple et ses représentants politiques et de rétablir l'hégémonie de la classe dominante après la transition des années 1990.¹⁷³ Dans les années 1990, aussi bien les partis politiques traditionnels de centre-gauche ou de centre-droit que les partis de *Millî Görüş* furent largement discrédités et perdirent leur emprise sur l'opinion, ne sachant plus répondre à ses attentes en pleine crise économique. L'AKP a profité de cette désaffection du peuple envers les partis politiques traditionnels et est apparu comme une alternative capable de maintenir l'hégémonie de la classe dominante, en ramenant le peuple dans le giron du projet néo-libéral de la classe dominante, au travers d'un nouveau discours et en usant de nouvelles méthodes et de nouveaux mécanismes.

Suivant cette approche, certains intellectuels libéraux ou de la gauche libérale ont interprétés la victoire de l'AKP comme la victoire de la périphérie contre le centre, de la société contre l'État. Ce modèle centre/périphérie a été réinterprété dans le cas de l'AKP et quelques variantes conceptuelles sont apparues lors de ce processus de réinterprétation. Alors que certains intellectuels considéraient la victoire de l'AKP comme la phase finale de la lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et l'État turc (comprenant principalement les bureaucraties civile et militaire)¹⁷⁴, d'autres l'ont vu comme « la socialisation du centre politique ».¹⁷⁵ Il est vrai que l'AKP présente une posture anti-étatique tant par son hostilité envers l'élite républicaine étatiste que par son aspiration néo-libérale qui veut que l'État joue un

¹⁷² Voir Deniz Yıldırım, « AKP ve Neoliberal Popülizm », in İlhan Uzgel et Bülent Duru (ed), **AKP Kitabı: Bir Dönüşümün Bilançosu**, Ankara: Phoenix Yayınevi, 2009.

¹⁷³ Cf. A.Raşit Kaya, **İktidar Yumagi: Medya-Sermaye-Devlet**, Ankara: İmge Kitabevi Yayınları, 2009.

¹⁷⁴ Voir l'interview faite par Ömer Laçiner et publiée in **Birgün** daté le 14 septembre 2007. [En ligne]. URL : <<http://www.birikimdergisi.com/birikim/makale.aspx?mid=316>>

¹⁷⁵ M. Hakan Yavuz, **Islamic Political Identity**, NY: Oxford University Press, 2003, p. 257

rôle minimal dans l'économie. Néanmoins, cette approche selon laquelle l'AKP serait le représentant de la société civile contre l'État conçoit à la fois l'État et la société civile comme des entités unifiées, laissant de côté les contradictions et les rivalités internes de ces deux corps. Ainsi, en interprétant les tensions entre l'AKP et certaines strates de la bureaucratie comme la rivalité entre le centre et la périphérie, cette approche confère à la société et à l'État des tendances politiques et des caractéristiques particulières, comme si l'on était en présence de deux entités parfaitement homogènes.

Il convient d'accorder de l'importance au constat selon lequel les centres traditionnels du pouvoir ont perdu leur puissance avec le gouvernement AKP¹⁷⁶, mais il faut aussi répondre à la question « vers où cette puissance a été canalisée ? ». En effet, en ce qui concerne la question de la représentation du « centre » ou de la « périphérie » par l'AKP, il est possible se référer à ce qu'a dit Yalçın Akdoğan, théoricien de l'AKP qui a aussi été le conseiller de Recep Tayyip Erdoğan. Akdoğan parle du rétablissement de l'espace politique direct, et affirme qu'il ne s'agit pas du gouvernement de la périphérie ou du centre, mais d'un pouvoir qui invite le centre et la périphérie à une base de consensus. Ce qui est impliqué par le rétablissement de l'espace politique, c'est la restauration « de l'institution de la politique, reculée en raison des comportements 'coercitifs' du centre et 'destructeurs' de la périphérie ».¹⁷⁷ Il paraît que l'AKP ne se considère pas comme un parti de la périphérie, mais qu'il articule les revendications de la périphérie à ses propres revendications. Cela montre clairement qu'il s'agit d'une recherche de réponses à la crise d'hégémonie qu'on vient de décrire ci-dessus.

3.2.2. La réinvention de l'usage populiste de l'autoritarisme étatique

L'hypothèse selon laquelle les « symptômes de la modernisation par le haut ne peuvent être dépassés que par une modernisation par le bas », est un constat typique pour ceux qui s'alignent au modèle centre/périphérie fondé sur l'idéaltype de

¹⁷⁶ Ümit Cizre, « Introduction: The Justice and Development Party: Making choices, revisions and reversals interactively », in Ümit Cizre (ed.), **Secular and Islamic Politics in Turkey: The making of the Justice and Development Party**, New York: Routledge, 2008, p. 1.

¹⁷⁸ Yalçın Akdoğan, *AK Parti ve Muhafazakâr Demokrasi*, İstanbul: Alfa Yayınları, 2004, pp. 138-139.

périphérie démocratique-réformiste contre *centre bureaucratique-conservateur*. Mais « l'argument selon lequel la modernisation par le bas crée une expérience populiste autoritaire est autant convaincant que l'argument qui soutient que l'expérience de modernisation par le haut crée une *expérience autoritaire élitiste*. »¹⁷⁸ C'est à un élément typique du populisme (autoritaire), c'est-à-dire au leader charismatique, qu'incombe le rôle d'établir le lien entre les principes inchangeables de l'État et les valeurs non-abandonnables de la société sans mobiliser les masses. Dans les populismes de droite en montée des années 1990, la tendance globale est vers une sur-personnalisation de la politique. Derrière la réussite de l'AKP, il y a le transfert à la société d'une perception de leader charismatique qui viendrait du sein du peuple, mais qui serait plus puissant que le peuple.¹⁷⁹ Par ailleurs, le « néo-populisme est un phénomène politique où un leader suit des politiques économiques néo-libérales tout en établissant des rapports avec les masses pauvres à travers les liens personnalisés ». ¹⁸⁰

Il faut pourtant souligner que le fait que l'AKP ait assuré le soutien des masses a une caractéristique spécifique. L'AKP possède certains traits caractéristiques concrets qui nous mènent à la qualification de populiste autoritaire. En effet, dans le cas de l'AKP, il n'est pas possible de parler d'une situation politique chaotique comme il était le cas dans les années 1970, et d'un besoin de retour à la « loi et l'ordre ». Il est plutôt question d'une recherche de stabilité et de normalisation ; par ailleurs, les déclarations selon lesquelles leur continuité avec les politiques de *Milli Görüş* était rompue dans le processus du 28 février avaient montré que l'AKP allait être le sujet de ce processus de normalisation.¹⁸¹ Au lieu de l'identité tiers-mondiste et anti-occidentaliste de *Milli Görüş*, une nouvelle position politique avec un aspect libéral plus marqué a été produite :

¹⁷⁸ Fethi Açıkel, « Entegratif toplum ve muarızları: Merkez-Çevre paradigması üzerine eleştirel notlar », *Toplum ve Bilim*, n° 105, 2006, p. 59.

¹⁷⁹ Ümit Cizre, « Introduction... », *op. cit.*, p 5 ; Yalçın Akdoğan, *op. cit.*, p. 149.

¹⁸⁰ Robert R. Barr, « The Persistence of Neopopulism in Peru? From Fujimori to Toledo », *Third World Quarterly*, vol. 24, n° 6, 2003, p. 1161 cité par Deniz Yıldırım, « AKP ve ... », *op. cit.*, p. 77.

¹⁸¹ Burhanettin Duran, « The Justice and Development Party's 'new politics': Steering toward conservative democracy, a revised Islamic agenda or management of new crises? », in Ümit Cizre (ed.), *Secular and Islamic ...*, *op. cit.*, p. 83.

« Cette nouvelle politique est basée sur une ‘stratégie à trois niveaux’ : d’abord, l’adoption d’un ‘langage des droits de l’homme et la démocratie en tant que bouclier discursif ; ensuite, la mobilisation d’un ‘soutien populaire en tant que forme de légitimité démocratique’ et enfin, la construction d’une « coalition démocratique libérale, avec les secteurs moderne/laïque qui reconnaissent l’AKP comme un acteur politique légitime.’ Cette stratégie à trois niveaux a permis à l’AKP de rassembler les entreprises, les couches urbaines pauvres et les circonscriptions électorales conservatrices religieuses ». ¹⁸²

Ce tableau de normalisation qui correspond à une analyse très libérale du gouvernement AKP contient plusieurs points faibles, à l’instar des hypothèses selon lesquelles les politiques d’Özal sont un projet hégémonique expansionniste réussi. Il faudrait du moins prendre en considération le fait que l’AKP n’a peut-être pas mobilisé son soutien social simplement par les appels de démocratie et de consensus. Pour mieux comprendre ce processus, il faut le placer dans son contexte, c’est-à-dire au sein des mutations qu’ont subies les rapports État-société en Turquie, et l’usage qu’en a fait l’AKP pour développer une stratégie hégémonique propre afin d’instaurer sa version d’autoritarisme étatique. Il convient, selon nous, d’analyser cette stratégie autour de quatre axes principaux : étatique, politique, sociétal et gouvernemental.

3.2.2.1. L’axe étatique : l’injection des éléments communautaires dans la structure de l’État

Nous avons mentionné plus haut une transformation des rapports État-société qui impliquait la réduction des fonctions économiques de l’État et le rejet total ou partiel des fonctions redistributives de ce dernier. Dans ce processus, les questions de santé et de sécurité sociale sont transférées à l’extérieur de l’État restreignant ainsi les responsabilités de l’État dans ce domaine. Ce faisant, le transfert des ressources étatiques vers la classe de capital est légitimé puisque c’est désormais le capital qui remplit cette fonction. Le premier volet de la stratégie hégémonique de l’AKP est, selon nous, de faire usage de ce processus à son profit.

¹⁸² *Ibid.*, p. 82.

La dimension morale de ce processus est la transformation de la conception de la sécurité sociale en une conception d'aide sociale. Ainsi, un « droit » dont dispose chaque individu lié à l'État par le lien de la citoyenneté se transforme-t-il en une aide, une grâce de l'État. Ceci ne signifie pas uniquement l'ascension de l'État en une position d'institution de bienfaisance, mais implique également un changement de stratégie de l'État face à la pauvreté qui prévoit de l'exploiter en la rendant soutenable plutôt que de la combattre.

Prenons l'exemple de la loi sur SSGSS (*Sosyal Sigortalar ve Genel Sağlık Sigortası* : la sécurité sociale et les assurances santé). Tandis que cette loi limite l'étendue de l'assurance-santé, rend plus difficile d'en bénéficier et laisse les couches démunies qui n'ont pas les moyens de payer les primes en dehors de la portée de l'assurance, elle développe parallèlement des programmes comme la « carte verte » pour subvenir aux besoins des plus pauvres. L'augmentation rapide des dépositaires de carte verte et des dépenses liées à ce programme et l'élargissement de la portée de la carte verte aux dépenses de médicaments sont à souligner¹⁸³. L'augmentation considérable des dépenses publiques d'aide sociale sous le gouvernement AKP (de 1.4 milliards YTL en 2002, elles passent à 5.7 milliards YTL en 2006¹⁸⁴ tandis que le nombre de bénéficiaires de diverses aides sociales entre 2003 et 2008 s'élèvent au total à 42 millions 663 milles¹⁸⁵) nous paraît assez significative et renvoie non seulement à une stratégie de « pauvreté durable » mais également aux moyens financiers de la relation hégémonique établie sur les couches pauvres par AKP.

Cette augmentation des dépenses publiques dans le domaine d'aide sociale peut paraître paradoxale à premier abord, mais en fait elle ne fait que préparer le terrain au retrait de l'État des domaines comme la sécurité sociale, l'éducation et la santé. Tandis que les fonctions et les responsabilités formelles de l'État-providence sont systématiquement rejetées, l'État tend la main à son citoyen pour l'aider, mais il le fait comme une faveur et non parce que c'est son devoir. Dans une logique semblable à celle du musulman riche qui fait l'aumône à son confrère pauvre par

¹⁸³ Le taux des dépenses liées à la carte verte a augmenté de 254% par rapport au PIB entre 1999 et 2007, tandis que le nombre de dépositaires de carte verte a atteint 13 millions en 2007. Pour des données chiffrées plus détaillées, cf. Deniz Yıldırım, "AKP ve Neoliberal Popülizm", in İlhan Uzgel ve Bülent Duru (der.) **AKP Kitabı: Bir Dönüşümün Bilançosu**, Ankara: Phoenix, 2009, pp. 66-107.

¹⁸⁴ Güven Bakirezer ve Yücel Demirer, "Ak Parti'nin Sosyal Siyaseti", in İlhan Uzgel ve Bülent Duru (der.) **AKP Kitabı: Bir Dönüşümün Bilançosu**, Ankara: Phoenix, 2009, pp. 169.

¹⁸⁵ Deniz Yıldırım, *a.g.e.*, p.99

bienfaisance, l'État fait de la « charité » en aidant les pauvres. Une autre facette de ce tableau est, certes, le transfert des responsabilités sociales de l'État vers le secteur privé et l'abandon progressif des domaines de santé, d'éducation et de sécurité sociale à l'ambition de profit du capital. Dans cette perspective, le fait que l'augmentation des dépenses publiques totales de santé soit en grande partie liée à l'augmentation de l'achat des services de santé par le secteur public aux établissements privés est significatif. L'État encourage, d'une part, le capital à investir dans le domaine de l'éducation et des soins de santé par des réductions d'impôts et des subventions, et assure *de facto* un transfert des ressources vers le capital en achetant des services de santé aux hôpitaux privés, en faisant imprimer des livres scolaires à des établissements privés et en finançant pas des fonds publics les études des élèves « pauvres » et brillants. Le fondement idéologique de l'approbation accordée à l'État « bienfaisant » par le capital qui s'oppose à l'État social réside dans le fait que, par ces pratiques, tous les domaines de la vie sociale soient subordonnés à la souveraineté du marché ; la signification pratique en est que ce modèle n'impose aucune charge financière sur le capital. Le financement de la grande partie du coût de l'assistance sociale par des fonds extra-budgétaires comme le Fonds d'entraide et de solidarité constitue une donnée importante dans ce domaine.

Dans ce modèle, l'image de charité se construit à la fois à travers les instruments centraux étatiques (tels le Fonds de solidarité et d'entraide et les fonds ministériels), les municipalités et les organisations de bienfaisance qui fonctionnent en s'appuyant sur les réseaux communautaires islamiques. Cette image pourrait être considérée comme un reflet propre à la Turquie de la transformation vécue au niveau global. Les effets destructifs de la vague néo-libérale qui naît dans les États capitalistes centraux et s'étend au monde entier sont aujourd'hui compensés par des mécanismes d'aide sociale réunis sous le chapiteau de la « lutte contre la pauvreté » sans qu'un retour aux pratiques de l'État-providence soit envisagé. Le terme de « capitalisme de charité » (*charity capitalism*) cher à Zizek décrit bien cette tendance : tandis qu'on essaie d'équilibrer l'ambition de profit sans limite du capitalisme par des mécanismes d'aumône, la charité tient place de rideau pour cacher les rapports d'exploitation¹⁸⁶.

¹⁸⁶ Slavoj Zizek, **Violence**, Londra: Profile Books, 2008, p.19-20.

Du point de vue du capitalisme, cette tendance à la charité est fonctionnelle dans la mesure où elle tient la pauvreté dans les limites de l'acceptable en procurant l'aide nécessaire à la survie des plus démunis. La fonction qu'elle remplit est idéologique puisqu'elle crée l'illusion selon laquelle le seul mécanisme de redistribution possible et rationnel est l'aumône et la bienfaisance. Cette situation empêche le capitalisme de se remettre en question afin de reconsidérer les rapports de production et de redistribution existants et l'ordre basé sur la primauté du secteur privé, autant d'éléments qui constituent la vraie raison de la pauvreté.

Une autre dimension de la fonction idéologique de la charité est de mettre fin à la responsabilité de l'État en matière de bien-être social qui se voit abandonné à la bonne volonté de la société civile. Le fait qu'une grande partie de l'aide sociale soit financée par les fonds propres de l'État ne change rien à cette situation dans la mesure où l'État lui-même se positionne en « bienfaiteur ». Le changement du cadre conceptuel est d'une importance capitale : on ne parle plus de « droits » mais d'une « aide », et dans la mesure où l'État se débarrasse de ses responsabilités sociales, le citoyen qui perd ses droits sociaux est réduit à l'état de « nécessiteux ». La charité remplit alors une fonction hégémonique à deux dimensions : le soutien des pauvres est mobilisé grâce aux mécanismes d'aide sociale sans que le système soit modifié dans ses fondements et sans porter atteinte aux intérêts du capital, tandis que les classes moyennes apaisent leur conscience en aidant les « nécessiteux » et renouvellent ainsi leur croyance et leur confiance au système. C'est ainsi que le système capitaliste par nature injuste se trouve légitimé.

Nous avons mentionné plus haut que les partis et mouvements qui ont pu s'adapter le mieux à la transformation symbolisée par le concept de charité furent ceux de tendance islamique. Sur le plan idéologique, la raison de leur adaptation réside dans leur attitude morale à l'égard de l'entraide sociale. Le fait que les droits sociaux soient associés au domaine de l'entraide et de la solidarité sociale, c'est-à-dire leur « moralisation » est susceptible d'être interprété par ces milieux comme un pas réalisé dans le processus de « désécularisation » du monde moderne capitaliste¹⁸⁷. Dans la pratique, les mouvements de tendance islamique qui

¹⁸⁷ Pour une approche critique des thèses qui défendent que les sociétés modernes sont par définition séculaires et que le développement devrait se poursuivre dans cette direction, voir Peter L.

s'organisent autour des réseaux communautaires apparaissent comme les titulaires « naturels » de ce processus. La conception morale de la charité et les dynamiques d'élargissement des structures communautaires facilitent l'articulation des mécanismes de redistribution communautaires à ce processus.

La communauté Gülen dont les frontières et la zone d'influence s'élargissent sans cesse grâce à de multiples réseaux sociaux, constitue l'un des exemples les plus frappants de la transformation des institutions modernes par un message religieux. L'« aide » est l'un des concepts-clé pour le mouvement Gülen et cette position clé lui est conférée par son interprétation religieuse qui remet en question, entre autres, l'individu rationnel du capitalisme.¹⁸⁸ D'autre part, pour ces milieux qui traversent un processus d'embourgeoisement, le refus de la distinction État/marché se présente comme un choix stratégique. Le fait que l'aide, c'est-à-dire l'aumône, soit donné en général à ceux qui appartiennent à la même communauté renforce les dimensions à la fois idéologique et pratique de ce processus.

L'injection des éléments communautaires dans la structure de l'État dont le développement des réseaux de solidarité et d'entraide constitue l'une des dimensions, est interprétée par certains milieux comme la démocratisation du social. C'est pour cette raison qu'il faut particulièrement réfléchir sur l'accueil enthousiaste de ce processus qui s'est accéléré avec l'avènement de l'AKP au pouvoir. Nous ne pouvons pas avancer, bien entendu, que les structures et les réseaux communautaires ont apparu avec le gouvernement AKP. Cependant, nous pouvons parler d'une transformation qualitative des structures et réseaux existants. Cette transformation soutenue par des milieux sociaux assez divers consiste en une évolution des rapports entre l'État et les réseaux communautaires existants d'une relation de substitution vers une relation de complémentarité. Surtout après le processus de changement entamé par la nouvelle droite, l'État capitaliste a procédé à la substitution de certaines fonctions de l'appareil étatique réduit par des institutions et des processus informels ou semi-informels. Il ne serait pas erroné d'affirmer que cette modification

Berger(ed.), **The Desecularization of the World**, Washington DC: Ethics and Public Policy Center, 1999.

¹⁸⁸ Ramazan Kılınç, «The Patterns of Interaction Between Islam and Liberalism: The Case of the Gülen Movement», **Muslim World in Transition: Contributions of the Gülen Movement International Conference Proceedings**, London 25-27 October 2007, London: Leeds Metropolitan University Press, p.130, <http://gulenconference.org.uk/userfiles/file/Proceedings.pdf> adresinde ulaşılabilir. [En son 5 Eylül 2009.]

définie sur le plan macro a bénéficié d'une aisance particulière dans le cas de la Turquie, puisque la vie politique ottoman-turque possède un héritage relativement riche quant aux structures communautaires et aux processus informels qui ont été redécouverts par certains sous le nom de « société civile » et qui endossaient déjà des fonctions économiques à la place des structures formelles étatiques. Nous devons, cependant, souligner que par « processus informels », nous désignons un éventail qui s'étend des structures familiales considérées comme des unités économiques à la réduction du risque social par des réseaux de solidarité rurale, à l'emploi illégal ou aux réseaux d'aumône et d'entraide religieux.

Ayşe Buğra définit ce processus, par référence à la notion d' « économie morale » cher à E.P. Thompson, comme la réalisation de l'intégration sociale par des possibilités offertes par l'assouplissement des règles actuelles (comme la tolérance aux bidonvilles) en dehors des processus formels de la politique sociale et du marché plutôt que par les droits légalement définis. La raison fondamentale est l'insuffisance du développement d'une relation de libre contrat entre les travailleurs et les employeurs et du niveau de formalité des relations État-société dû à la capitalisation tardive. Toutefois, Buğra affirme que ce processus a été largement abandonné dans les années 1980 et 1990, lorsque les politiques néolibérales ont été lancées, pour être remplacé par une réglementation orientée par les lois du marché. Selon l'auteur, cela a été suivi par des changements apportés par l'approche de la gouvernance et la suggestion d'une politique sociale couvrant tous les citoyens a été apportée, paradoxalement, par l'AKP qui avait tendance à abandonner la responsabilité d'aider les personnes défavorisées aux familles et aux mécanismes de charité islamistes conformément à son caractère de parti de tradition « communautariste » et, en même temps, qui respecte pleinement le néo-libéralisme. Trois éléments fondamentaux sont définis pour contribuer à expliquer ce paradoxe : (1) la première crise capitaliste qui s'est déroulée dans un environnement où la majorité de la société a été rendue dépendante au marché en 2001 et ses résultats, (2) la mention de l' «inclusion sociale» sous le titre de structuration du système de sécurité sociale suivant les directives du FMI par des mesures visant à réduire les dépenses publiques, et (3) l'obligation de préparer une «charte d'inclusion sociale» dans le contexte des lois

d'ajustement à l'UE.¹⁸⁹ Cette approche donne une idée générale des changements en cours, alors qu'il ne parvient pas à expliquer comment l'AKP s'est réveillé et a utilisé cette économie morale. Avant tout, l'AKP, a certaines pratiques politiques qui le rendent difficile à évaluer en tant que parti typiquement communautariste et parti islamique. En outre, une autre question qui se pose est de comprendre comment l'AKP transforme ces processus aux instruments matériels pour ses propres tentatives d'établir une hégémonie, et comment il les «quotidianise» dans la rationalité du marché suivant une conception wébérienne. Ceci dit, la même étude rappelle que les pratiques de l'AKP coïncident avec la promotion de la notion de «gouvernance sociale» avec un accent particulier sur la philanthropie et les ONG, et elles ont été réalisées dans un cadre ayant le potentiel de transformer les relations État-citoyen.¹⁹⁰ Ce qui est en train de se passer n'est, selon nous, que l'intégration de tous ces processus déjà existants à l'ordre juridico-politique. En d'autres termes, l'état de *légitimité* existant se complète par une *légalité* nouvellement créée.¹⁹¹

La raison principale du soutien particulier apporté à ce processus par les milieux libéraux réside dans l'interprétation optimiste selon laquelle la transparence de ces réseaux de solidarité existants est une étape nécessaire à leur dissolution.¹⁹² Il est assez paradoxal de voir que le débat lancé dans l'opinion publique comme le passage à l'état transparent des réseaux communautaires se déroule autour de quelque chose qui était déjà largement connu du public. Il s'agirait donc plus d'une perception étatique que sociétale. Au fur et à mesure que ces processus communautaristes dans la société seront reconnus *explicitement* par l'État, l'image sociale de l'État deviendra de plus en plus *opaque*.

¹⁸⁹ Ayşe Buğra, **Kapitalizm, Yoksulluk ve Türkiye'de Sosyal Politika**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2008.

¹⁹⁰ **Ibid.**

¹⁹¹ Par exemple, l'article 3 de la loi sur « l'organisation et les fonctions de la Direction générale d'entraide sociale et de solidarité » définit le domaine de compétence de ladite direction comme « recevoir l'aide des personnes physiques et morales nationales ou étrangères ainsi que des organisations non-gouvernementales, développer des projets conjoints, conclure des accords avec ces derniers lorsqu'il est nécessaire, soutenir les projets présentés, acheter les services de ces institutions en matière de mise en oeuvre, de contrôle, de fonction de conseil et d'évaluation des projets ». Pour l'intégralité du texte de ladite loi, voir : <http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/1426.html>

¹⁹² Le reportage fait avec Zülfü Dicleli qui est l'un des fondateurs du TKP (*Türkiye Komünist Partisi* : Parti communiste de la Turquie) par la quotidienne **Taraf** avait revivifié les débats. Voir. <http://www.taraf.com.tr/makale/6642.htm>

Quand la société à laquelle l'individu est lié par un lien de citoyenneté est parcellisée par les liens de communauté, les identités religieuses, ethniques et culturelles priment ainsi que les axes de conflits qu'elles génèrent ; et c'est ainsi que des rapports définis dans le cadre de la citoyenneté libérale, du multiculturalisme ou de la société civile se dissolvent.¹⁹³ Mais la raison pour laquelle ce phénomène soit considéré comme l'avant-garde d'une transformation autoritaire provient de l'augmentation constante des réflexes et de la capacité d'exclusion. Cela signifie une domination accrue sur l'individu, d'autant plus que l'individu se sent obligé de s'intégrer à l'un des réseaux communautaires pour pouvoir se constituer en être social.

Pour que l'on puisse mieux comprendre pourquoi cette transformation vers la transparence des réseaux communautaires impose un contexte autoritaire, il faut intégrer dans ce tableau l'autre facette du processus qu'est la transformation de l'espace politique qui constitue le second axe stratégique de l'AKP.

3.2.2.2. L'axe politique : démocratisation ou *étatisme autoritaire* ?

Il est assez ironique que l'on qualifie l'AKP comme un champion de la démocratie malgré la tendance autoritaire qu'il a adoptée dans ses pratiques gouvernementales depuis sept années et surtout après les élections de 2007. Dans la définition qu'en donne Poulantzas, la qualité la plus distinctive de l'*étatisme autoritaire* est le renforcement disproportionné de l'exécutif. Il nous paraît, dès lors, difficile de comprendre comment l'AKP arrive à présenter comme un processus de démocratisation, un tableau politique où la judiciaire semble devenir de plus en plus dépendante de l'exécutif sous une pression politique plus ou moins organisée. L'*étatisme autoritaire* est défini par le contrôle étatique accru dans tous les domaines de la vie sociale ainsi que par l'affaiblissement des institutions fondamentales de la démocratie¹⁹⁴. Si nous nous rendons compte qu'avec le gouvernement AKP – et comme un résultat de la distribution des sièges au Parlement – à quel point le

¹⁹³ Pour suivre une discussion sur la communautarisation due à la transformation néo-libérale, voir: Alev Özkazanç, « Türkiye'nin Neo-Liberal Dönüşümü ... », *op. cit.*, pp. 635-642.

¹⁹⁴ Nicos Poulantzas, *State, Power, Socialism*, new edition, London: Verso, 2000, p.203

Parlement se trouve réduit à un organe accessoire qui ne dispose d'aucune existence et pouvoir politique réels et qu'une pression croissante est exercée constamment sur l'espace public, nous verrons que ce tableau n'est pas loin de la représentation dont Poulantzas se faisait de l'étatisme autoritaire.

Nous n'entrerons pas, ici, dans un débat détaillé sur la démocratie, mais nous devons tout de même souligner notre point de vue critique à l'égard de cette conception de démocratie libérale / formelle qui rend légitimes les rapports de propriété et d'exploitation empêchant la vraie participation politique du peuple, qui réduit la participation à un simple acte de vote aliéné et démuné de tout contenu social, à la démocratie représentative et à la garantie de quelques droits et libertés accessoires. Or, pour démontrer la nature paradoxale du discours de démocratisation du gouvernement AKP, nous n'avons besoin que d'une conception démocratique libérale.

Pour faire une relecture de ce processus à partir de l'idée de démocratie libérale tant prônée dans le discours et le programme de l'AKP, nous devons rappeler avant tout que cette conception repose sur le principe de séparation des pouvoirs. Il ne serait certes pas possible de parler d'une telle séparation dans le contexte actuel de la Turquie où la structure du pouvoir législatif rend souvent obsolètes les débats parlementaires et où des entreprises gouvernementales se succèdent afin d'établir une répression à la fois réelle et psychologique sur le pouvoir judiciaire. C'est pour cette raison que des critiques ont été adressées par des membres de l'appareil judiciaire au projet de réforme annoncé par le Ministère de la Justice. Selon les critiques, la réforme lancée pour lever la tutelle administrative sur la judiciaire et assurer son indépendance prévoyait exactement le contraire¹⁹⁵. L'opinion publique est certes en faveur d'une réforme judiciaire et de l'ouverture de la structure du HSYK (*Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu* : Conseil supérieur des Juges et Procureurs). Toutefois, il faut être prudent quant au projet de réforme proposé par le gouvernement AKP : il existe sans aucun doute une différence entre la nécessité de rendre le pouvoir judiciaire responsable devant le peuple et le fait de présenter l'élection des membres de ce conseil par le Parlement comme une condition de sa légitimité. Un autre

¹⁹⁵ Pour la Stratégie et le plan d'action de la réforme judiciaire, voir <http://www.sgb.adalet.gov.tr/yrs.html> ; pour la déclaration du YARSAV (*Yargıçlar ve Savcılar Birliği* : Union des juges et procureurs) dont les rumeurs disaient qu'il allait être dissous, voir <http://www.yarsav.org.tr/25-8-2009-yargi-reformu-stratejisi-hakkinda-basin-aciklamasi/>

exemple à ce sujet est apporté par le débat récent sur la mise sur écoute de certains membres du corps judiciaire qui a mis en évidence qu'il était créé un dualisme net au sein même du pouvoir judiciaire¹⁹⁶.

Ce débat nous donne également l'occasion de discuter les incohérences dans le discours des différents membres du gouvernement au sujet de la séparation des pouvoirs, de la responsabilité devant le peuple ou l'autonomie des institutions. Les institutions régulatrices autonomes qui se sont multipliées et investies de larges compétences avec les politiques développées dans les années 1990 et mises en application avec les amendements constitutionnels de 1999 et la crise de 2001, sont paradoxalement défendues par les autorités gouvernementales alors que la gestion « technique » et « civile » de l'institution judiciaire est critiquée. Or, la liberté dont disposent les institutions autonomes en ce qui concerne la prise et la mise en application des décisions a toujours été discutée et les débats sur leur autonomie et leur contrôle montrent qu'en pratique il s'agit d'un processus qui ferme progressivement l'espace politique au contrôle et participation publics. La structure autonome des institutions régulatrices, les liens organiques établis entre le gouvernement et ces institutions, le népotisme ou les efforts d'orientation offrent à l'exécutif la possibilité de nier sa responsabilité dans le cas de nombreuses décisions politiques. Si nous réfléchissons sur l'attitude du gouvernement en la conjuguant avec sa stratégie en matière de réforme judiciaire, nous pouvons constater une forte tendance à transférer le pouvoir de l'espace politique vers l'appareil étatique et vers l'exécutif qui le contrôle.

Il faut ajouter aussi que la répression ne se limite pas au seul domaine des institutions étatiques, mais couvre également l'intégralité des canaux d'information et de communication qui s'étendent des universités aux médias et instaure ainsi un nouveau mécanisme de contrôle social. Nous devons cependant souligner que cette tendance à l'autoritarisme n'est pas propre à la Turquie. Comme le précise Slavoj Žižek dans son dernier ouvrage, le libéralisme s'éloigne au niveau global de la forme même la plus restreinte, la plus formelle de la démocratie tandis qu'une forme autoritaire du capitalisme s'étend progressivement. La formule de co-existence d'une technocratie libérale avec un populisme radical que Žižek décrit à partir de l'exemple

¹⁹⁶ La Une la plus significative était celle du quotidien *Taraf* : Bahar Kılıçgedik, Fikret Karagöz, « İyi olan yargı kazansın », **Taraf**, İstanbul, 13.11.2009. [En line]. <http://www.taraf.com.tr/haber/43873.htm>

italien à propos de la forme politique que prend l'autoritarisme, pourrait également s'appliquer au cas de la Turquie.¹⁹⁷

Ce qui a été dit jusqu'ici renvoie donc à une transformation agissant sur deux axes. D'une part, dans le champ social, l'État confère ses diverses responsabilités publiques à la société civile en maintenant un discours articulé, entre autres, autour des thèmes tels la participation, la solidarité et la bienfaisance. D'autre part, il laisse le processus de prise de décision politique dans ces domaines à des commissions autonomes qui ne sont pas soumises au contrôle politique public tout en étant indirectement contrôlé par le pouvoir politique. D'où le rétrécissement du champ politique et le glissement des revendications égalitaires de l'État vers la société civile. Il est clair que ce processus détruit considérablement la nature démocratique du régime.¹⁹⁸ Nous ne savons pas s'il est encore possible de trouver des interprétations optimistes de cette transformation qui y voient un processus favorisant le développement horizontal du champ politique ainsi que sa démocratisation. À notre avis, il est indéniable que ce processus prépare un contexte non conflictuel pour les politiques néolibérales. Il importe par conséquent d'essayer de discuter ce dont le gouvernement AKP envisage de créer plutôt que de réfléchir sur ce qu'il tente de détruire.

L'AKP semble-t-il avoir une stratégie d'hégémonie différente par rapport à ces prédécesseurs. En effet, nous pouvons affirmer que le projet d'hégémonie incarné par le pouvoir d'Özal après les années 1980 reste dépourvu d'origines pour plusieurs causes sociales et historiques.¹⁹⁹ Or, les années 1990 peuvent être lues comme une période où plusieurs pas concrets ont été faits dans le sens de l'enracinement du projet néo-libéral. De ce fait, cette période peut être considérée comme un maillon du processus qui mène vers le pouvoir d'AKP. La montée du capital anatolien et les succès économiques des « tigres d'Anatolie » qui sert d'exemple aux thèses selon lesquelles l'AKP aurait créé une nouvelle classe, est en fait le produit de cette période bien antérieure à la fondation de l'AKP.²⁰⁰ Mais ce qui est plus important est

¹⁹⁷ Slavoj Žižek, *First as Tragedy, Then as Farce*, London: Verso, 2009.

¹⁹⁸ Ahmet İnsel, « Post-Demokrasi, İyi Yönetişim ve Caudillo », *Birikim*, n° 223, novembre 2007, pp. 29-30.

¹⁹⁹ Pour une évaluation allant dans cette direction voir A. Raşit Kaya, « Adını Koyalım Tutmayan Hegemonya », *Mülkiyeliler Birliği Dergisi*, vol 21 n° 204, 1997, pp. 28-31.

²⁰⁰ Pour la légitimation politique de l'agenda néolibéral des années 1990, quatre mécanismes peuvent être distingués: (i) la politique de démantèlement du secteur public, (ii) le rôle du secteur informel et la

qu'il s'agit d'une version reprise et transformée de la stratégie populiste classique qui consiste à créer des bases locales de support clientéliste, en vertu d'un modèle de croissance dicté par le marché. C'est un style politique qui résulte du glissement vers une sorte de la démocratie plébiscitaire. Cette politique de l'antipolitique prend une forme d'attaques continues contre la politique, les institutions, les acteurs et la culture politique traditionnels par la classe politique, les intellectuels et le grand public. Les messages *anti-establishment* exploitent la désillusion populaire auprès des institutions établies et des résultats économiques du modèle néolibéral. Ils permettent également aux pouvoirs personnalisés en établissant des relations verticales sans intermédiaire avec des masses atomisées dans une société civile fragmentée et affaiblissent ainsi l'*ethos* démocratique.²⁰¹

L'une des affirmations les plus notoires du discours antipolitique dans l'histoire politique récente de la Turquie est présentée par Cizre et Yeldan comme l'adoption par toutes les tendances politiques, qu'ils soient de centre-gauche, centre-droit, ultranationaliste ou pro-droit islamique, d'une sorte de populisme de réforme pour endiguer l'érosion de la confiance du public dans le système et la possibilité d'une réaction populaire en faveur d'une solution plus radicale. La rhétorique anti-inflationniste est étudiée comme l'exemple le plus frappant d'une telle réforme qui utilise un discours technique, un vocabulaire apolitique.²⁰² Comme nous l'avons déjà mentionné, l'importance d'un discours anti-inflationniste était aussi observée dans l'Angleterre thatchérienne de l'époque. Toutefois, ce qui nous intéresse le plus est le fait que la légitimation par un rhétorique populiste *anti-establishment* des transformations neo-libérales étaient antérieures à la fondation de l'AKP.

Il faut ainsi considérer cette période comme une entreprise de radicalisation d'une hégémonie néolibérale ratée. Il est possible de discerner une différence importante non pas dans la nature pas dans la grammaire de cette recherche en question. En d'autres termes, il s'agit d'un enchaînement de manière différente des acteurs sociaux et des divers éléments idéologiques en place. Cette nouvelle

montée de la soi-disant tigres anatoliens comme de nouveaux modes d'accumulation du capital (iii) la promotion du marché (iv) la politique antipolitique et le populisme de la réforme. En savoir plus voir Ümit Cizre et Erinc Yeldan, « Politics, Society and Financial Liberalization: Turkey in the 1990s », **Development and Change**, Vol. 31 (2000), Oxford: Blackwell Publishers, 2000. p. 498

²⁰¹ *Ibid.*, page 503.

²⁰² *Ibid.*, p. 504

technique de pouvoir joue un rôle important dans l'accueil de la transformation néolibérale avec une résistance tellement limitée dans la société malgré la force destructive des applications de privatisation ambitieuse et forte, d'élasticisation et de dérégularisation de la transformation néolibérale dont les cercles incomplets, sont loin de la perfection.

Ce style qui repose sur la qualité unificatrice et le succès potentiel d'un objectif future comme l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne des acteurs politiques bourgeois précédents et qui se voit transformer de manière concrète, en un élément caricatural à travers des promesses non tenues comme « nous allons mettre un, pour en tirer trois » ou « deux clés à tout le monde » semble être abandonné par le gouvernement d'AKP. Le fait que le pouvoir d'AKP associe son hégémonie à un ennemi interne qui réprime le potentiel de la nation - ce qui peut être qualifié de *l'ennemi du peuple* dans le contexte antérieurement cité- en provoquant ainsi le peuple contre l'« ancien régime » à l'intérieur et qu'il produise une certaine consentement à son propre discours politique constituent un moyen effectif. Dans un discours typiquement populiste, le potentiel réprimé de cette nation attend d'être restauré. Ceci est tout à fait convenable pour la mise en place d'un discours qui est à la fois un discours d'opposition et celui d'hégémonie.²⁰³

Une autre dimension qui doit être prise en considération demeure la transformation du régime des exceptions par les dynamiques sociales en Turquie. La suppression de celui-ci ne peut être en question, car d'une part la relation de complémentarité dont les réseaux de communauté emploient dans diverses fonctions de l'État sert à reproduire les équivalents de ces exceptions de façon perpétuelle et sans contrôle ; et d'autre part des anciennes traditions étatiques chaleureusement adoptées par AKP sont aussi présentes.

Pourtant les interventions du gouvernement dans le régime des privilèges, même si elles sont partielles voire même apparentes restent importantes. Ceci nous présente des indices pour mieux comprendre dans quelle mesure les exigences concrètes du peuple se réalisent dans la politique d'AKP. L'exemple de la transformation dans le domaine de sécurité sociale qui intéresse toute la société est

²⁰³ Sur le discours d'opposition et aussi d'hégémonie voir Galip Yalman, « Türkiye'de Devlet ve Burjuvazi », in Neşecan Balkan et Sungur Savran (ed.), **Sürekli Kriz Politikaları, Türkiye'de Sınıf, İdeoloji ve Devlet**, Istanbul, Metis Yayınları, 2004, pp. 44-75

frappant. Un système général d'assurance de santé qui permettrait à tous les citoyens de bénéficier également des services de santé était apparue comme une nécessité *réelle* face au système de sécurité sociale corporatiste qui excluait un vaste secteur informel et créait différentes catégories de citoyens en offrant des services de santé inégaux pour les travailleurs du secteur formel en fonction de leurs établissements affiliés (Emekli Sandığı [Caisse de retraite des fonctionnaires publiques], SSK [*Sosyal Sigortalar Kurumu* - Organisme de sécurité sociale], Bağ-Kur [*Esnaf ve Sanatkarlar ve Diğer Bağımsız Çalışanlar Sosyal Sigortalar Kurumu* - Caisses de retraite pour les travailleurs à son propre compte]),²⁰⁴ Toutefois, la situation réelle est très différente si l'on prend en compte la façon de sa réalisation et ses motivations idéologiques. Le gouvernement d'AKP semble minutieusement appliquer une technique de pouvoir assez intéressant. Tout en changeant plusieurs régulations qui découlent du régime des exceptions dans la société et qui sont en grande partie des retombées des inégalités sociales, il provoque une partie de la société afin de produire un consentement. Le gouvernement AKP met, par ce fait, en pratique une moyenne sociale assez médiocre dans plusieurs domaines par un grand soutien. Il essaie de pallier les inégalités sociales en tirant la moyenne vers le bas.

Quand *Emekli Sandığı*, *Bağ-Kur* et *SSK* sont unifiés sous le toit de l'Institution de Sécurité sociale, la rage des retraités ouvriers provoqués contre les fonctionnaires avait trouvé un appui de la part du gouvernement. Un autre exemple typique à ce propos est celui des débats liés à la loi connue dans l'opinion publique comme « la loi de journée à plein temps », c'est-à-dire « le projet de loi concernant l'emploi à plein temps du personnel universitaire et sanitaire, et la modification de certaines lois ». Les ripostes démagogiques du gouvernement à la réaction donnée à ce projet de loi par plusieurs organisations professionnelles et organisations démocratiques de masse parmi lesquelles nous pouvons citer en premier lieu la TTB (*Türk Tabipleri Birliği* : Union des Médecins turcs), démontre l'utilisation d'une méthode similaire. Le Ministre de la Santé avait affirmé pourquoi l'Union des Médecins turcs qu'il qualifie d' « une union qui parle en jargon de gauche voire socialiste » n'est pas soutenue.²⁰⁵ Sur ce sujet, il faut nous arrêter sur le fait que le

²⁰⁴ Ayşe Buğra, **Kapitalizm, Yoksulluk ve Türkiye'de Sosyal Politika**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2008.

²⁰⁵ « Tam Gün önümüzdeki döneme kalabilir », **Milliyet**, 11.06.2009 <http://www.milliyet.com.tr/Guncel/HaberDetay.aspx?aType=HaberDetayArsiv&KategoriID=24&ArticleID=1105250>

projet de loi repose sur des exemples relatifs aux employés des établissements publics de santé qui se trouveront dans une situation difficile, l'encouragement du passage de ceux-ci dans des institutions privées de santé, des réactions portées à l'augmentation possible de la marchandisation par la régulation du domaine de santé en fonction des critères de performance et la perception de la question par des responsables du gouvernement seulement à travers les prix de visites médicales et aussi des médecins qui renvoient des patients à des cabinets médicaux. Le fait que le gouvernement qui porte plainte auprès du peuple contre la TTB qui parle du populisme et de la justice sociale, dispose d'une vision favorisant le marché dans son propre programme de parti concernant les sujets sanitaires est fort intéressant à noter. Selon le programme d'AKP, « le ministère de la santé jouera simplement un rôle d'organisateur, de coordinateur, de guide, de contrôleur, de superviseur, de *policy-maker* »²⁰⁶. Les doutes sur le fait que le projet de loi constituera une étape dans l'abandon des établissements publics au profit du secteur privé se trouvent ainsi comblées de manière minutieuse.

3.2.2.3. L'axe sociétal : des fantasmes démocratiques aux anxiétés populaires

La tendance autoritaire qui se manifeste dans l'axe politique de la stratégie hégémonique du gouvernement AKP est soutenue par les libéraux et la gauche-libérale, les milieux qui ont une véritable hégémonie dans le champ intellectuel, en raison de leur conviction à propos du fait que le gouvernement AKP est, d'une manière ou d'une autre, en train de liquider le régime kémaliste bureaucratique, étatiste et autoritaire. Cette conviction les conduit à applaudir le procès Ergenekon en tant qu'un pas vers la démocratisation du pays. Or, cette opération semble en effet être manipulée par le pouvoir politique afin d'effrayer de larges couches de la société couvrant des milieux indubitablement plus vastes que ceux dudit Ergenekon. D'après cette conviction, la « nature » démocratique du procès en question réside dans la liquidation des aspects et des institutions représentant les principes et les sensibilités kémalistes au sein de l'appareil étatique. Selon ce schéma, pour la première fois, le

²⁰⁶ Le programme de l'AKP, 2001. Pour les définitions proposées dans l'article 4 intitulé Santé de la 5e partie du programme intitulé Les politiques sociales voir <http://www.akparti.org.tr/5-4-saglik-79.html?pid=39>

régime de tutelle militaire serait agonisant et la volonté du peuple, en train d'être finalement instituée. L'attitude des milieux de la gauche libérale est d'autant plus tragique que tout en croyant lutter contre l'autoritarisme du régime kémaliste ainsi que contre la tutelle militaire, ceux-ci contribuent en fait à la légitimation d'un autoritarisme beaucoup plus dangereux. Disons d'emblée qu'il est clair que la lutte menée par le gouvernement d'AKP contre le régime kémaliste n'a rien à voir avec le caractère autoritaire de celui-ci²⁰⁷. Au fond, le conflit a deux volets. Le premier concerne un aspect que nous avons évoqué plus haut, c'est-à-dire la liquidation de tout élément institutionnel ou politique perçu comme étant un obstacle devant le type d'accumulation néolibérale du capital et la transformation néolibérale de l'État. Le second découle des conflits historiques des milieux islamo-conservateurs avec le régime kémaliste. Nombre de personnes de tendance gauche libérale sont prêts à résister contre les conséquences du premier volet tandis qu'ils essaient encore de se positionner dans le second affrontement en pensant que la République doit à tout prix se concilier avec la société.

L'évaluation libérale communément partagée sur l'AKP reflète l'espoir optimiste qui voit dans ce processus la construction d'un nouveau modèle de consensus social. Cette approche est d'abord une attente de l'avenir mais elle est aussi défendue comme la constatation d'un état de fait qui découlerait partiellement des succès électoraux et de l'élargissement social et culturel de l'assiette électorale de l'AKP. Selon cette vision, il s'agirait d'une nouvelle politique capable d'embrasser à la fois les milieux entrepreneurs, les populations urbaines défavorisées et les électeurs religieux et conservateurs.²⁰⁸ Cette approche qui comporte des faiblesses bien sérieuses se réfère en effet à une politique à trois volets : l'adoption du discours des droits de l'homme et de la démocratie en tant qu'une sorte d'armure discursive ; la mobilisation du soutien social en tant qu'une forme de la légitimité démocratique et la construction d'une coalition libérale et démocratique avec les milieux modernes/séculaires. En fait, à l'heure actuelle, seule le premier est mise en place. Il n'existe encore ni des masses mobilisés ni une conciliation avec les milieux

²⁰⁷ Nuray Mert'le Söyleşi, *Mesele*, août 2009, n° 32.

²⁰⁸ Burhanettin Duran « The Justice and Development Party's 'new politics': Steering toward conservative democracy, a revised Islamic agenda or management of new crises? », in Ümit Cizre (ed.), **Secular and Islamic Politics in Turkey: The making of the Justice and Development Party**, New York: Routledge, 2008, p. 82.

modernes/séculaires. Les pratiques politiques du gouvernement de l'AKP montrent qu'il suit scrupuleusement la tradition étatique bien établie concernant la (contre)mobilisation des masses. Cela dit, malgré cette méfiance envers les mouvements populaires, il est possible de dire que la peur et la panique morale causées dans la société par l'AKP est rendu par le même parti fonctionnel en tant qu'une forme de participation populiste. Pour ce qui est des milieux modernes et séculaires, il s'agit probablement exclusivement des milieux entrepreneurs. Là aussi, il semblerait que d'autres processus, plus influents que les processus politiques et idéologiques, entrent en jeu.

Ce qui est intéressant dans tout ce qui précède, c'est que l'on laisse entendre que ce soutien social apporté à l'AKP, reçu avec tant d'enthousiasme par certains milieux, est mobilisé uniquement par des appels de démocratie et de compromis. Il faudrait cependant prendre en compte l'hypothèse contraire, ne serait-ce qu'au niveau analytique. Avec l'influence grandissante de l'AKP sur le média ainsi que l'accélération de la monopolisation dans ce secteur, la création et la mobilisation d'un sens commun au sein de la société devint une affaire beaucoup plus prompte à la manipulation. Il faut également prendre en considération que cet état de fait provoque de temps en temps une sorte de panique morale dans la société.²⁰⁹ Cette situation montre aussi que les masses peuvent facilement pencher vers l'autoritarisme lorsque certaines peurs de la société furent irritées. Un exemple récent : après les nouvelles parues dans la presse sur la dégénérescence morale, la généralisation de l'usage de drogues et la violence dans les écoles secondaires, la décision de placer chaque école sous la responsabilité d'un commissariat a été fort bien accueillie.²¹⁰ Un message soulignant la détérioration de l'ordre public conduit les masses à accepter les mesures autoritaires et répressives plus facilement.

Ce climat de panique morale est substantiel pour les mouvements politiques populistes autoritaires. Certes, les tendances populistes autoritaires puisent leur source dans les anxiétés de la société. Il est toutefois nécessaire que celles-ci soient

²⁰⁹ Ce terme est souligné par Stuart Hall et ses compères dans le cadre de la conceptualisation du populisme autoritaire dans le contexte de l'Angleterre des années 1970, voir Stuart Hall, *et al.*, **Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order**, NY: Palgrave MacMillan, 2002.

²¹⁰ Pour un exemple de protocole signée entre le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'intérieur le 20 septembre 2007, voir : http://www.polis.web.tr/article_view.php?aid=6232

transformées en peur par des intermédiaires concrètes.²¹¹ Même si le déroulement imprévisible du procès Ergenekon empêche une discussion détaillée sur le sujet, il n'en reste pas moins que ce procès comporte des éléments significatifs pour une telle réflexion.

Prenons le cas de la présentation du procès, et ce indépendamment de sa nature et de son déroulement. Dans cette représentation, l'accent est mis sur la peur d'un éventuel coup d'État et non pas sur l'idée du coup d'État en tant que telle, une idée qui a pourtant des traces traumatisantes dans la société ainsi que des répercussions concrètes dans les structures légales et politiques. Répétons ici une critique maintes fois formulée : plusieurs éléments d'un régime militaire sont encore visibles dans l'organisation de la société. Pire encore, ces éléments jouissent d'un « prestige politique » considérable. En contrepartie, la création d'une organisation terroriste transversale à toute structure idéologique et politique au sein de la société peut être appréhendée comme une construction typique de « l'ennemi du peuple / démon populaire » (folk devil). La création de « l'ennemi du peuple » signifie la définition d'un objet de haine commun pour tout le monde. Même si « l'ennemi du peuple » comporte des aspects souvent réels, il n'en reste pas moins qu'il se nourrit également d'une mystification de taille. Nous pouvons rappeler ici l'histoire mythique attribuée à l'organisation Ergenekon, organisation dont l'origine remonterait à quelques siècles et qui est lancée comme étant responsable de chaque assassinat politique commis par des acteurs inconnus dans l'histoire politique du pays. Un ennemi public exemplaire est alors créé. Un ennemi public capable d'incarner toutes sortes d'anxiétés présentes dans la société. Cela ne veut évidemment pas dire qu'une organisation nommée Ergenekon n'a jamais existé. L'importance est de souligner la fonction politique investie par cette organisation.

²¹¹ Samir Gandesha, « The Political Semiosis of Populism », *The Semiotic Review of Books*, vol. 13, n° 3, 2003, URL: <<http://www.chass.utoronto.ca/epc/srb/srb/vol%2013.3.pdf>>

3.2.2.4. *L'axe gouvernemental : des gouvernements sans pouvoir au gouvernement d'opposition*

Un des grands succès d'AKP à réprimer et à contrôler l'opposition sociale réside dans l'unification d'un discours d'anti-étatisme et d'une politique fondée sur le caractère sacré de l'État. Dans ce sens, le fait que la stratégie d'hégémonie suivie par AKP a contribué à une contre-mobilisation des masses est rendu possible par la présentation de soi-même comme "le pouvoir" doté d' "une identité opposante" à travers la mise en place d'une contradiction entre l'État et le gouvernement dans un discours politique.²¹² Une telle circonstance brise le potentiel d'opposition de la société avant même celui-ci puisse se réaliser. Ainsi une crise de légitimité qui résulte des politiques (il peut s'agir des politiques favorisant le marché, des retombées d'une tendance religieuse ou nationaliste) qui se concluront clairement au détriment d'une certaine partie de la société, peut être résolue que par le biais d'une perception conflictuelle entre les notions État-gouvernement, régime de tutelle militaire-démocratie représentative, réformisme-statu quo méticuleusement créée dans la société. Cet antagonisme incapable d'expliquer toute contradiction dans la société – car tous les deux pôles sont déterminés par les principes de domination de la classe de capital d'aujourd'hui- a un impact paralysant l'espace politique, déformant par ce fait les discours de classe et de politique.

Nous pouvons faire un constat intéressant sur les répercussions concrètes de ceci sur la politique quotidienne. Dans les débats sur le pouvoir d'AKP, des opinions qui revendiquent que l'idée représentée par CHP est toujours "au pouvoir" aujourd'hui et qu'elle résiste à transférer le pouvoir saisi par une logique de tutelle au représentant légitime du peuple se trouvent souvent exprimées. C'est un énoncé qui mérite l'attention d'autant plus que les institutions de tutelle continuent à restreindre l'espace et le contenu du politique. Ceci dit, l'hypothèse selon laquelle le kéralisme tiendrait seul lieu d'idéologie officielle est à discuter. La conception de l'histoire de la Turquie républicaine comme une période de 80 ans d'hégémonie et de pouvoir kéraliste sans interruption pose problème et surtout ne permet pas de saisir l'entreprise hégémonique qui apparaît, selon nous, à partir des années 1980. Si nous ne voulons pas réduire le coup d'État du 12 septembre 1980 à un cas juridique et

²¹² Sur le discours opposant mais hégémonique (*muhaliif ama hegemonik söylem*), voir Galip Yalman, « Türkiye'de devlet... », *op. cit.*, pp. 44-75.

criminel, nous devons suivre les traces de ce projet hégémonique et du nouveau paradigme qu'il introduit. Même si l'idée de « synthèse turco-islamique » qui a marqué cette période a rempli la fonction de légitimer le régime en le consolidant et réparant son autorité, elle ne peut pas être qualifiée comme un produit des seuls institutions de tutelle et des possesseurs organiques de l'État turc. Elle doit être considérée comme une étape importante dans le processus de développement des dynamiques sociales qualifiées de « forces périphériques » qui n'ont jamais été investies d'une position centrale. Ceci dit, il ne faut pas oublier que cette révision de l'idéologie officielle n'est pas uniquement tournée vers l'avenir mais restructure également la conception historique de la société et de l'État. Il ne serait peut-être pas erroné d'affirmer que le kéralisme avait perdu son monopole sur le pouvoir bien plus tôt²¹³.

Un tableau illustrant un exécutif qui se trouve renforcé de manière non-proportionnelle, comme nous l'avions indiqué auparavant, aurait dû rendre cette proportion discutable. Toutefois, les débats et analyses actuelles souvent ont démontré le contraire. Il n'y a jamais eu une telle période où les politiques du gouvernement sont débattues à travers les positions des partis d'opposition. En outre, il convient de souligner que ce fait intéressant arrive pendant le mandat d'un gouvernement qui était seul au pouvoir pour une durée de 7 ans.

La mise en scène d'une telle circonstance découle de l'incapacité des partis d'opposition certes, mais aussi des attentes des masses établies par le gouvernement dont la réalisation dépend seul de l'élimination des obstacles « internes » - il est tout à fait possible de les qualifier comme ennemi interne/ennemi du peuple. En effet, il faut interpréter l'opposition contre l'étatisme en question. Dans ce contexte, l'idée qui porte sur l'existence d'une mentalité « étatiste » limitant le vrai potentiel de la nation et séparant ainsi l'état de sa nation se répand. Quand nous observons de près, il est possible de constater une souple stratégie. D'une part, le gouvernement sert à la dissolution de la mentalité étatiste afin d'« approfondir » le développement capitaliste et d'autre part, il reproduit de manière ambiguë le discours de « l'unité indivisible de l'État et de la nation » ayant comme objectif de rayer tous

²¹³ Pour se faire une idée de la transformation des formes de perception et de transmission de l'idéologie officielle après le coup d'État du 12 septembre et de la dimension de cette transformation, voir Étienne Copeaux, **Tarih Ders Kitaplarında (1931–1993) Türk Tarih Tezinden Türk-İslâm Sentezine**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2006

critiques systémiques depuis plusieurs années. Résister à la liquidation de la mentalité étatiste peut donc faire partie des accusations de « divisionniste ». Et force est d'accepter que un discours construit de telle façon, affaiblit le potentiel d'opposition dans la mesure où il identifie la résistance au processus aux applications autoritaires et anti-démocratiques du passé. Il fortifie ce faisant sa propre forme d'action avec une apparence d'opposition.²¹⁴

Il ne serait pas particulièrement significatif de dire que le gouvernement d'AKP est autoritaire sans prendre en compte le fait que ledit gouvernement s'érige sur un terrain où une tradition étatique autoritaire se trouve déjà enracinée institutionnellement et idéologiquement, serait en vain. Un quelconque mouvement politique qui ne change pas radicalement cette structure porte de toute façon une dimension autoritaire. C'est pour cette raison qu'il faut mettre en évidence qu'il existe une différence importante entre la transformation autoritaire représentée par l'AKP et la transformation thatchérienne.

L'autoritarisme est défini dans des systèmes politiques multipartites comme « un système où le pouvoir du centre politique n'est pas limité par des contre-pouvoirs aussi légitimes que le centre politique ; où l'autorité politique dominante use de son pouvoir d'intervenir à la société par une autorité temporelle située au-dessus de la société ; et où le pouvoir n'est pas personnalisé »²¹⁵. Cette définition est aussi valable pour la structure politique turque. Mais chercher un sens absolu dans le cadre des pratiques politiques revient à percevoir la politique comme un jeu à somme nulle. Car ce centre politique devient plus fort ou s'affaiblit, s'élargit ou se resserre. Sinon les acteurs qui restent en dehors de la définition du centre politique seraient définis comme des acteurs utilisant les moyens de cette politique autoritaire mais des éléments en dehors de cette tradition.

On peut dire l'AKP que l'on rapproche parfois de la tradition du DP qui secouait la tradition de l'État autoritaire et qui utilisait le populisme pour créer une

²¹⁴ Pour les commentaires de l'historien Mete Tunçay qui propose de qualifier AKP comme un parti de gauche ayant adopté une transformation démocratique contrairement à la tradition autoritaire de l'État. Voir <http://www.stargazete.com/roportaj/yazar/fadime-ozkan/turkiye-de-solun-en-buyuk-sucu-demokrat-olmamasini-haber-227450.htm>

²¹⁵ Ahmet İnsel, « Cumhuriyet döneminde otoritarizmin sürekliliği », **Birikim**, no: 125-126, İstanbul: Birikim Yayıncılık, 1999, p.146.

base sociale contre les forces traditionnelles d'autoritarisme étatique²¹⁶, reproduit l'autoritarisme :

« Face à cette coalition d'autoritarisme bureaucratique qui s'arroge le statut de garant de l'État républicain et de propriétaire historique de l'État, la coalition formée autour de l'AKP revendique la légitimité issue de la volonté nationale. Mais le courant social sur lequel s'appuie l'AKP est marqué par une autre forme d'autoritarisme alimentée. Il s'agit de l'autoritarisme plébiscitaire d'une population sunnite et turcophone, majoritaire dans le pays et qui se considère comme la composante sociale historiquement dominante de l'État depuis l'Empire ottoman. Les réflexes autoritaires de cette majorité sunnite turcophone s'expriment souvent à travers un conservatisme moral aigu et un nationalisme aux relents religieux. L'assurance de représenter le 'vraie peuple' encourage les membres de cette majorité à se revendiquer facilement de la légitimité des urnes. Mais cette revendication peut se transformer, dans certains domaines, en un despotisme de la majorité. »²¹⁷

Toutefois, aujourd'hui il faut surtout insister sur les pratiques originales relatives à la redéfinition du centre politique en interprétant les pratiques du pouvoir d'AKP. Car, l'AKP ne se contente pas seulement d'opposer une mobilisation populiste à la tradition étatique, il change simultanément les codes du centre politique. Sinon, l'observation du rapprochement de la tradition de DP-AP (qui avait ouvertement une tendance autoritaire et qui critiquait le principe de séparation des pouvoirs de laisser l'exécutif sans compétence) des principes fondamentales des institutions de tutelle²¹⁸, est valable jusqu'à une certaine mesure pour le gouvernement d'AKP. Par contre, la plus grande différence est que, le DP et l'AP, sous l'influence de la Guerre Froide et de l'anticommunisme de l'époque, formulaient un discours de l'« ennemi intérieur », mais l'AKP use un discours « démocratique » qui problématise la tradition d'État autoritaire.

On peut dire que cela est soutenu par le détachement des codes symboliques de l'autoritarisme. Dans la période multipartite, l'autoritarisme qui s'est distingué de l'autorité incarnée par une personne physique et symbolique de l'État ottoman a gagné un nouveau sens par le biais du culte de personnalité la figeant de façon irréversible dans la personnalité de Mustafa Kemal qui aurait pour fonction de source

²¹⁶ *Ibid.*, p.154.

²¹⁷ Ahmet İnsel, « Forces prétorienne et autoritarisme en Turquie », in Olivier Dabène, Vincent Geisser, Gilles Massardier (dir.), **Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires - Convergences Nord-Sud**, Paris : La Découverte (Collection Recherches), 2008, p. 151

²¹⁸ Ahmet Insel, *art.cit.*, p.156.

fondamentale de légitimité de l'autorité politique²¹⁹. L'impact qui rend impossible de la légitimité de « l'autre » de cela est clair²²⁰. Aujourd'hui, peut-être la démythification de ce terrain symbolique qui dérange les détenteurs de la tradition de l'État autoritaire. Ce processus ébranle aussi le soutien populaire de toute sorte d'institutionnalisation qui prend du pouvoir symbolique et spirituel. Ce processus peut être interpréter l'un de sources essentielles de l'attribution du rôle du champion à l'AKP d'une probable transformation démocratique par divers groupes.

Malgré cela, l'invasion par divers motifs idéologiques, culturels et politiques de cet espace du pouvoir symbolique inaccessible pour tous, de cet espace fonctionnant comme « lieu vide du pouvoir » a une dimension tout a fait risqué au point de vue démocratique. Bien sur que ce danger ne légitime pas de mettre en tutelle la société mais « pour se protéger contre une occupation définitive du 'lieu vide' du pouvoir, pour se protéger contre le 'hold up' sur les libertés et les droits fondamentaux, un autre politologue, compagnon de route de Lefort, Cornelius Castoriadis, évoque le principe de l'autolimitation en démocratie ». ²²¹ Dans un milieu ou l'exécutif devient de plus en plus puissante et le principe de séparation des pouvoirs devient discutable, la fusion entre le gouvernement et l'État se réalise, nous pouvons supposer qu'il est probable l'émergence d'une nouvelle fusion de parti-État.

Les pratiques politiques du pouvoir d'AKP, sont comblés des signes faisant allusion au développement d'une forme personnalisé et directe en parallèle des constructions et des processus institutionnels que leur crédibilité est secouée. Le programme lancé comme des ouvertures démocratiques, malgré le fait qu'il propose une forme démocratique en "reconnaissant" des groupes niés jusqu'à ce temps par la tradition d'État autoritaire, se montre sous la forme de ventriloque populiste. Si on analyse l'ouverture alévie ou les Alévis ne peuvent pas s'exprimer, l'ouverture kurde ou les Kurdes ne sont pas considérés comme sujets, dans un milieu ou les manifestations politiques des ouvriers sont considérés illégitimes, un dialogue social transféré aux commissions de réconciliation entre les syndicats et le gouvernement ainsi de suite, on voit apercevoir que le gouvernement parle au nom du peuple sans

²¹⁹ **Ibid**, p.150.

²²⁰ Le fait de considérer comme « malade mental » tout auteur d'actes hostiles à Mustafa Kemal illustre bien cette conception.

²²¹ Jérôme Jamin, **Les limites de la liberté**, [En ligne] <http://www.fucid.be/documentsactivites/jamin.pdf>.

permettre qu'il parle pour soi-même²²². A ce point, c'est juste de faire attention à une autre particularité des politiques qualifiées "ouvertures démocratiques". Qualifier toute demande sociale et politique comme des demandes démocratiques est en harmonie avec ces politiques du gouvernement basées sur la reconnaissance. Toutefois, cette activité de reconnaissance a le risque de transformer toutes les questions à des questions identitaires, en définissant tous sortes de questions de classe, sexuelle ou politique au même sens et comme des catégories équivalent, évapore dans une conception démocratique plébiscitaire et fonctionnelle toute sorte de demande d'égalité qui est la substance de l'action démocratique. A ce sens, nous pouvons supposer que l'AKP, dans sa tentative hégémonique, a substitué le mécanisme de concession économique par une politique de reconnaissance à base identitaire et que cela a ouvert une transformation néo communautaire et corporatiste au sein de la société.

3.3. Remarques conclusives

Analyser le rapport de l'AKP avec le populisme comme un mouvement de pendule qui va de la démocratie populiste à l'autoritarisme plébiscitaire pour développer une approche dynamique ; cela relève d'une erreur fondamentale dans ce domaine d'analyse. L'erreur dans cet exemple provient du fait que dans cette approche, la forme d'articulation représentée par chaque moment de ce trajet est considérée comme une dimension seulement instrumentale du point de vue du pouvoir politique. Il convient de mieux développer ce point.

L'erreur provient du fait que le populisme est considéré comme la stratégie de la classe dominante pour mobiliser la classe ouvrière ou les classes populaires en général. Bien que le rôle principal du populisme en Turquie soit l'intégration des dynamiques d'opposition sociale dans l'ordre, et leur désactivation, il n'est pas possible d'attribuer une détermination absolue à la classe dominante, et une passivité absolue aux classes subalternes. Par ailleurs, si c'était le cas, la structuration

²²² Dernièrement le président de DTP [*Demokratik Toplum Partisi* : Parti de la Société Démocratique] pro-kurde a expliqué que les membres du gouvernement n'ont jamais parlé avec lui sur le processus d'ouverture démocratique. Voir [en ligne], <http://haber.kanald.com.tr/HaberDetay.aspx?haberId=56452&catId=39>

populiste de la politique bourgeoise ne pouvait pas être l'objet d'un conflit politique dans le cadre du bloc de pouvoir, et il ne serait pas possible de parler d'un autoritarisme, puisque la société en serait le récepteur passif. Dans ce cas, il serait plus raisonnable de considérer le populisme comme une forme de la reproduction des dynamiques de l'ordre et des dynamiques de l'opposition sociale par la médiation du marché, sous la détermination des rapports de productions donnés et du processus d'accumulation du capital.

Le gouvernement de l'AKP ou la stratégie de pouvoir qu'il suit ne correspond pas seulement à un rapport entre la classe de capital et les classes dominées. Le pouvoir de l'AKP porte en lui également les reflets du conflit entre les composantes internes de la classe de capital. Dans ce sens, l'orientation idéologique et politique représentée par l'AKP est une partie d'une stratégie, du point de vue de certaines fractions de la classe dominante. C'est à dire, il s'agit d'un choix rationnel fait par eux, dans les mots du langage politique quotidienne par les capitalistes islamistes, en comprenant les racines et les contraintes du régime laïc à propos de s'intégrer peu à peu dans le capitalisme mondial plus légitimement.

Même s'il est possible de qualifier l'AKP comme autoritaire ou populiste, islamiste ou libéral, il est aussi nécessaire d'aller plus loin pour une approche plus analytique. Comme nous l'avons déjà précisé, le gouvernement d'AKP répond à la quête d'hégémonie politique de la bourgeoisie. Cette hégémonie n'était pas survenue depuis 1980. Cependant, est-il suffisant de répondre à la question « pourquoi l'AKP ? » en disant que le gouvernement d'AKP était plus libéral ou plus autoritaire que les autres sujets politiques ? Ou bien, la clé de la réponse est le caractère islamique de l'AKP ? En ce sens, nous pouvons appréhender le gouvernement de l'AKP comme un produit de la convergence des projets hégémoniques du grand capital et des milieux islamistes dans le contexte d'un programme de transformation néolibérale. Le renforcement actuel de l'exécutif n'est pas seulement conforme à une conception islamiste du pouvoir mais aussi au néolibéralisme. Le projet de transformation de l'État est un projet soutenu inconditionnellement par le grand capital parce qu'il constitue le cadre institutionnel et légal de la stratégie néolibérale d'accumulation du capital. Du reste, la structure kémaliste liquidée selon les exigences du projet hégémonique islamiste correspond à la conception étatique-

bureaucratique qui était la cible des critiques sévères du grand capital, en raison de la nouvelle stratégie d'accumulation de celui-ci. En ce sens, même si le but n'était pas le même, l'ennemi et la route à suivre l'étaient.

La représentation de la société à travers les réseaux communautaires ou les réseaux de la société civile au lieu d'une représentation axée sur la classe est une transformation aussi bien conforme au libéralisme qu'aux tendances islamistes. Un système de représentation politique individualisé à outrance souligne à cet effet le caractère ordinaire de ses membres et de ses partisans. La sublimation des leaders charismatiques extraordinaires quant à elle constitue une tendance marquant à la fois les partis autoritaires, populistes, islamistes ou libéraux. En ce sens, l'AKP n'est nullement un cas exceptionnel mais plutôt une des conséquences des tendances universelles de la transformation de la démocratie capitaliste. Sarkozy, Berlusconi, Blair ou d'autres leaders... Ils ont certainement des points communs. Force est de constater que tous renvoient à un processus de transformation autoritaire et religieux.

Lorsqu'on pense à l'AKP dans une perspective comparatiste avec d'autres cas de figure tels la « troisième voie » du Parti ouvrier britannique, le gouvernement de Lula au Brésil etc., la question suivante prend tout son sens : l'intervention d'un sujet politique de nature périphérique ou hégémonique pour des raisons culturelles ou de classe sociale est-il indispensable dans la réalisation de la transformation néolibérale, surtout dans l'ultime phase de cette transformation ? L'analyse de Peck et de Tickell sur le néolibéralisme peut se révéler éclairant sur ce point²²³. Il s'agit d'une approche analysant la transformation néolibérale en la divisant à des phases antérieures et postérieures. Dans sa phase antérieure (roll-back), la transformation néolibérale vise essentiellement à détruire la structure économique, institutionnelle et politique de l'époque pré-néolibérale. Dans sa phase postérieure (roll-out), le néolibéralisme a pour mission cette fois-ci la construction de l'architecture politique et institutionnelle que le nouveau modèle d'accumulation du capital nécessite.

En nous basant sur cette analyse, nous pouvons dire que le néolibéralisme dans sa phase postérieure de transformation remplit une sorte de fonction « instauratrice » et qu'il essaye d'équilibrer à cet effet les effets politiques, sociaux et économiques de la destruction radicale de la première phase en déployant un

²²³ Jamie Peck et Adam Tickell, « Neo-liberalizing Space », *Antipode* 34(3), 2002, pp. 380-404.

discours populaire-populiste. Le fait que les pouvoirs néolibéraux de cette seconde phase ont besoin des leaders charismatiques, « originaire du peuple », « représentant du peuple », capables d'incarner un lien organique entre le pouvoir et les masses culturellement ou socio-économiquement opprimées (le leader ouvrier Lula, « Tayyip kasimpachiote », Obama le Noir etc.) n'est certainement pas dû au hasard. Les leaders en question reproduisent sans cesse les dualités « nous-les autres » et « le peuple-l'élite » qui sont les caractéristiques du populisme. En ce sens, ils « usent » et « parlent la langue du peuple » pour montrer qu'ils sont des gens du peuple. Là, nous devons prendre en considération non seulement les comportements machistes et intimidants de Tayyip mais aussi la langue totalisante et loin du souci « politiquement correcte » des figures telles Berlusconi, Putin ou Sarkozy²²⁴. Les gouvernements de cette phase postérieure de la transformation néolibérale adoptent une stratégie populiste au niveau discursif. En même temps, sans introduire une modification significative dans la stratégie néolibérale d'accumulation du capital, ils adoptent une stratégie visant à atténuer les effets destructifs de la phase antérieure de la transformation néolibérale en mettant en place certains types de politiques sociales ainsi que par des mécanismes d'aide. Les politiques sociales en question constituent en ce sens les outils essentiels de la consolidation du néolibéralisme.

²²⁴ Pour une analyse similaire, voir Efe Peker, « Otoriter Kapitalizm mi dediniz? », **Radikal 2**, 08.11.2009.

CONCLUSION

La question sur laquelle ce mémoire met l'accent, dans ses grandes lignes, est la transformation de l'État en Turquie dans un contexte où les références du consentement social, et partant, la nature des relations entre l'État et les citoyens se sont trouvés modifiés. L'objet de recherche essentiel est le Parti de la Justice et du Développement (AKP) qui est arrivé au pouvoir en 2002, avec un soutien électoral exceptionnel, comme réalisateur d'un programme de restauration importante. Mon hypothèse de base est que cette transformation fait partie d'une crise structurelle plus générale que traverse actuellement l'État capitaliste et que le parti politique en question n'est plus qu'un des acteurs qui s'efforcent de produire une réponse à cette crise par une consolidation autoritaire mais populiste du *statu quo ante*.

Ma motivation principale en choisissant un tel sujet d'étude fut ma volonté de mieux comprendre la raison qui pousse les masses populaires à apporter leur consentement au néo-libéralisme malgré son coût social lourd. J'ai formulé deux questions de départ au niveau national et mondial : 1) Sur le plan mondial, pourrait-on dire qu'une nouvelle forme du populisme qui n'assure pas une fonction de redistribution, ni ne se base sur la mobilisation des masses pour contrecarrer la crise de légitimité causée par les politiques néo-libérales, est en train de devenir hégémonique ? 2) Sur le plan national, l'avènement au pouvoir de l'AKP qui nourrit sans cesse son image d'opposant au sein de l'opinion publique et le fait qu'il essaie d'offrir une solution à la crise par un discours anti-élitiste forgé avec soin qui incite l'opinion publique à l'hostilité à l'« ancien régime », ne seraient-ils pas le produit d'un processus parallèle au premier ?

Il est possible de dire que le *populisme autoritaire* qui fonctionne par des stratégies telles que la *révolution passive* ou l'*hégémonie expansive* nous fournit un cadre intéressant pour comprendre la transformation des sources du consentement populaire et le déroulement quotidien des relations État-société.

Le *populisme*, qui devient (à nouveau) un sujet d'analyses scientifiques explicatif, tout comme un sujet de la politique quotidienne, est une conceptualisation tout à fait discuté et incertain dans la littérature de science politique. Cette étude nous montre que le caractère flou et incertain de cette notion est lié, avant tout, au moyen d'aborder le concept. En vérité, sous cette forme, l'état d'incertitude dans la littérature est comparable à une parallaxe. Tant que la position de l'observateur change, la vision du populisme traverse également des changements. Rechercher ce qui est « réel » parmi les images apparentes présentées par la littérature, c'est une démarche bien plus difficile qu'elle ne paraît. Cette recherche n'a pas eu pour souci de faire une définition « réelle » du populisme.

Le populisme n'a pas encore fait objet d'un nombre adéquat de travaux de la littérature politique, et, malgré la place importante qu'il occupe dans le monde politique et idéologique en Turquie, il est resté en ombre par ses nombreux aspects. En même temps, pour un travail limité sur le populisme, il s'agit d'un grand problème de terminologie. Ce problème peut être dépassé grâce à des travaux qui seront réalisés dans l'avenir. Les termes « *popülizm* » et « *halkçılık* » ont été utilisés dans des significations diverses, ce qui a contribué à l'incertitude dans la littérature. Pour *halkçılık* (donc, populisme) qui se trouve parmi les principes fondateurs de la république, il est possible de dire que la polarisation politique autour du projet kémaliste moderniste a créé une situation infortunée, et que les tentatives de prendre une contre-position ont créé un dualisme dans la littérature. Un autre problème, c'est la tendance à considérer le populisme comme une simple stratégie de mobilisation des masses populaires par les élites. Le populisme doit être considéré comme une catégorie relationnelle, où les thèmes relatifs comme la démocratie révolutionnaire, le radicalisme petit-bourgeois etc. sont aussi impliqués. Les effets négatifs de ces lacunes de la littérature se feront certainement entendre dans ce mémoire.

Il est possible de dire que les constats convaincants sur le pouvoir politique et sur la base de consentement de l'hégémonie en place requièrent un modèle de *totalité* et de *processus*. Autrement dit, sans faire une analyse *sociale* et *historique*, aucune tentative de compréhension de la classe (ou de la fraction de class) dominante et des techniques de pouvoir qu'il adopte va heurter le risque d'attribuer une signification excessive aux formes d'*articulation* variables des éléments qui constituent la réalité sociale actuelle. Cette recherche soutient qu'il est nécessaire de se focaliser, sans

négliger les relations entre l'État et la classe de capital, sur la nature changeante de la relation entre l'État et la société et sur les répliques que ces relations trouvent à l'espace politique

Analyser l'AKP en tant qu'exemple de populisme néolibéral/autoritaire/exclusif peut être utile dans la mesure où cela permet de comprendre le succès du parti dans la dépolitisation et la manipulation des masses, mais cela ne permet pas de saisir la capacité hégémonique de ce parti pour unir les aspirations réelles du peuple –telles que la justice sociale, la redistribution des richesses, l'extension des droits et des libertés individuelles, religieuses et culturelles- au projet néolibéral et pour absorber la capacité d'opposition du peuple en renforçant un image opposé dans la perception populaire.

Pour combler cette lacune, il faudrait faire des recherches à une échelle plus large. Les approches au pouvoir de l'AKP sont sujettes d'un double réductionnisme. D'une part, l'AKP est considéré –complètement- comme un projet impérialiste ou un parti islamiste, et le soutien hétérogène qu'il a assuré dans la société est ignoré ; d'autre part, il est décrit comme un parti de la « périphérie » qui dissout la conception d'État dogmatique et autoritaire du « centre » et ainsi, son attitude favorable au libre marché qui est en cohésion avec les besoins du grand capital est ignoré. La plus grande réussite de l'AKP, ainsi que son aspect qui justifie l'utilisation du terme « populiste autoritaire » vient de sa capacité d'unir un discours anti-étatiste avec un accent sur l'omnipotence de l'État.

Dans la stratégie de l'hégémonie, la forme principale de mobilité qui permet la contre-mobilisation des masses doit son existence au fait qu'il est devenu « pouvoir » avec une identité « opposante » dans une opposition créée dans le discours politique entre l'État et le gouvernement. Cela fait dépérir le potentiel d'opposition de la société avant que ce dernier ne trouve le moyen de se réaliser. Ainsi, une crise de légitimité que pourrait être causée par les politiques qui seraient susceptibles d'aboutir aux dépens d'une partie de la société (il peut être question d'une politique promouvant le libre marché, d'une politique motivée par un séparatisme politique ou fondamentalisme religieux) est résolue dans la perception antagoniste entre l'État et le gouvernement, le régime de tutelle et la démocratie parlementaire, le réformisme et le statu quo. Cet antagonisme ne peut pas expliquer toutes les contradictions de la société, parce que chacun des deux pôles est

déterminé, sous la forme actuelle, par les principes de domination de la classe de capital ; ainsi, cet antagonisme crée un effet qui nuit au discours de classe et au discours politique dans la société, et un effet paralysant pour l'espace politique.

De plus, il est possible de dire que la totalité des sujets traités dans ce travail est encadrée par les changements qualitatifs et permanents dans les formes de représentation politique et social causés par la *mondialisation* qui représente une transformation à large échelle du système capitaliste, ainsi que la crise de la démocratie. Ce contexte contient également les dynamiques qui permettent de conceptualiser les techniques de pouvoir préférés par la classe de capital dans sa recherche de légitimité et sa production de consentement (que l'on a discutées) en tant qu'un nouveau projet d'hégémonie. Nous pouvons déterminer cet espace qui ouvre une voie vers des travaux plus détaillés qui requièrent une critique radicale des théories modernes de l'État et de la théorie de démocratie en place, comme le changement radical dans les relations État-citoyen, donc État-société. Dans ce trajet, l'hypothèse qui peut être proposée pour contenir également les sujets déjà discutés, c'est que ce nouveau lien hégémonique provoque une re-solidification de la démocratie sublimée (pendant la redéfinition de l'espace politique et des sujets sociaux) paradoxalement dans des formes autoritaires et –ce qui revient souvent au même- et dans des formes populistes. La sublimation reflète à la fois deux sens : l'évaporation de la démocratie qui perd son sens, et son exaltation pragmatique. L'un des axes principaux de la transformation consiste dans le fait que le pouvoir ne se montre plus comme le pouvoir. Cela rappelle directement le concept de « bon gouvernance ».

L'effort de définition des acteurs et des structures du processus de la gouvernance mondiale ainsi que l'examen, à partir des pratiques politiques en Turquie, du sens et de la forme de la transformation que cette dernière a subie, pourraient offrir une piste pour développer cette problématique. Dans cette perspective, l'analyse du processus de redéfinition en tant qu'institutions autonomes de certains organes exécutifs du pouvoir politique central qui sont déterminants dans des secteurs comme le marché de l'énergie, à commencer par les Banques centrales, pourrait constituer un terrain d'études propice pour tester mes hypothèses. Je soutiens que l'émergence des demandes démocratiques libérales telles que la revendication de l'*horizontalisation de la politique* à travers le développement du

communautarisme ou d'autres réseaux de société civile, renforce la distinction entre l'économie et la politique introduite par l'avènement du capitalisme par une aliénation de la population à l'essence de la politique conçue comme un mécanisme de régulation, face à l'émergence d'une autre forme de gouvernement « technique » de l'État. A mon avis, ce phénomène imposerait inévitablement une conception de la démocratie particulièrement « fonctionnaliste ».

On peut définir la démocratie, qui est un concept discuté, comme la construction du citoyen et du peuple en tant que sujets *qui l'établissent de façon perpétuelle*. Dans ce cas, le changement que l'on définit comme la crise de la démocratie se façonne par la disparition directe des espaces où il est possible d'agir, ou par la réduction des espaces à des parts de droit « parcellisés », ce qui résulte en l'exil du citoyen/peuple de sa position d'autonomie. Mais cette situation mérite être analysé comme une situation paradoxale de la démocratie libérale, plutôt que d'être l'usure ou le dépassement de la démocratie. Il est très important que la consolidation des caractéristiques horizontales de l'espace politique et l'éloge à la démocratie *directe*, remplissent une fonction d'avant-gardes d'un changement catastrophique au niveau des pratiques sociales, alors qu'ils étaient les éléments utopiques de la conception de la démocratie libérale. L'horizontalité ne détruit pas, comme il a été avancé, la structure hiérarchique du pouvoir du capital, mais elle la consolide tout en la rendant invisible ; le sujet démocratique a été réduit à une conception fonctionnelle de la démocratie, alors que l'action démocratique se réduit à un sondage de tendances dans des espaces parcellisés.

Cette nouvelle configuration qui pourrait être définie comme une « démocratie des réseaux et des lobbies » où l'existence politique du citoyen devient dépendante de sa représentation sur les axes horizontaux, impose un questionnement de la thèse selon laquelle le citoyen perdrait son identité d'individu politique, et partant, sa connexion au pouvoir politique. L'antagonisme de classe qui trouve son sens dans la structuration verticale de l'espace politique devient inaccessible par les axes horizontaux et le concept de « peuple » se transforme en un « signifiant vide ». Ainsi, la catégorie « peuple » dont aucun des membres ne pourrait s'exprimer à son nom mais ne pourrait non plus nier son existence, prépare le terrain à l'utilisation du « rhétorique de ventriloquie populiste » par le pouvoir politique, une rhétorique

plébiscitaire qui ne laisse pas de place à l'exercice de la fonction politique de ce que devrait être le peuple. Je pense que ce qu'on qualifie de nos jours de « consolidation autoritaire (populiste) de la crise des démocraties capitalistes » pourrait être discuté dans ce cadre.

BIBLIOGRAPHIE

Abts, Koen et Rummens, Stefan, « Populism *versus* Democracy », **Political Studies**, vol. 55, 2007, pp. 405-424.

Açıkel, Fethi « Entegratif toplum ve muarızları: Merkez-Çevre paradigması üzerine eleştirel notlar », **Toplum ve Bilim**, no: 105, 2006, pp. 30-69.

AK Parti, **Kalkınma ve Demokratikleşme Programı**, Ankara: AK Parti, 2002.

Akdoğan, Yalçın, **AK Parti ve Muhafazakâr Demokrasi**, İstanbul: Alfa Yayınları, 2004.

Albertazzi, Daniele et McDonnell, Duncan, « Introduction: The Sceptre and the Spectre », **Twenty-First Century Populism, The Spectre of Western European Democracy**, New York: Palgrave Macmillan, 2008, pp. 1-15.

Arditi, Benjamin, **Politics on the Edges of Liberalism: Difference, Populism, Revolution, Agitation**, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2007.

Argın, Şükrü, « Türk Aydınının Devlet Aşkısı ve Aşkısı Devlet Anlayışı », in Tanıl Bora (ed.), **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce : Dönemler ve Zihniyetler**, vol. 9, İstanbul : İletişim Yayınları, 2009, pp. 84-112.

Artunkal, Tugrul, «Quelques remarques sur le populisme en Turquie», in **Cemoti**, n° 9 : Populisme en Turquie, identité en Iran. [En ligne]. URL : <<http://cemoti.revues.org/document436.html>>. Consulté le 1^{er} août 2009.

Belge, Murat, « Türkiye’de Siyasi Düşüncenin Ana Çizgileri », in Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: Dönemler ve Zihniyetler**, vol 9, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, pp. 39-63.

Berger, Peter L.(ed.), **The Desecularization of the World**, Washington DC: Ethics and Public Policy Center, 1999.

Berlin, Isaiah, **Russian Thinkers**, London: Hogarth Press, 1978.

Bowler, S.; Denmark, D. et Donovan, T., « Populist Parties and Support for Direct Democracy », **Australasian Political Studies Association Conference 2003**, Australasian Political Studies Association, Tasmania: 2003, [En ligne]. <[http://www.utas.edu.au/government/APSA/ BowlerDenemarkfinal.pdf](http://www.utas.edu.au/government/APSA/BowlerDenemarkfinal.pdf)>.

Bora Tanıl et Erdoğan, Necmi, « 'Biz, Anadolu'nun Bağrı Yanık Çocukları.' Muhafazakâr Popülizm », in Ahmet Çiğdem (ed.), **Modern Türkiye’de Siyasî Düşünce -Muhafazakârlık**, vol. 5, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, pp.632-645.

- Bora, Tanıl, « Süleyman Demirel », *dans* Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: Dönemler ve Zihniyetler**, vol 9, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, pp. 502-519.
- Buğra, Ayşe, **Kapitalizm, Yoksulluk ve Türkiye’de Sosyal Politika**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2008.
- Burdy, David, « The Wages of Militancy: Incomes Policy, Hegemony and the Decline of the British Left », [En ligne]. <<http://www.hegemonics.co.uk/docs/Incomes-Policy-Hegemony-1970s.pdf>>.
- Cammack, Paul « The Resurgence of Populism in Latin America », **Bulletin of Latin American Research**, vol. 19, no: 2, 2000, pp. 149-161.
- Canovan, Margaret, **Populism**, London: Junctions Books, 1982.
- Canovan, Margaret, « Populism for political theorists? », **Journal of Political Ideologies**, 9(3), October 2004, pp. 241-252.
- Canovan, Margaret, « Taking Politics to the People: Populism as the Ideology of Democracy », *in* Y. Mény and Y. Surel (eds), **Democracies and the Populist Challenge**, New York: Palgrave, 2002, pp. 25-44.
- Canovan, Margaret « Two Strategies for the Study of Populism », **Political Studies**, vol. 30, no: 4, 1982, pp. 544-552.
- Cizre, Ümit « Introduction: The Justice and Development Party: Making choices, revisions and reversals interactively », *in* Ümit Cizre (ed.), **Secular and Islamic Politics in Turkey: The making of the Justice and Development Party**, New York: Routledge, 2008, pp.1-14.
- Copeaux, Étienne **Tarih Ders Kitaplarında (1931–1993) Türk Tarih Tezinden Türk-İslâm Sentezine**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2006
- Dermirel, Süleyman, **Anayasa ve Devlet İdaresi**, İstanbul: Göktürk Yayınları, 1977.
- Dix, Robert H., « Populism: Authoritarian and Democratic », **Latin American Research Review**, vol. 20, no: 2, 1985, pp. 29-52.
- Duran, Burhanettin « The Justice and Development Party’s ‘new politics’: Steering toward conservative democracy, a revised Islamic agenda or management of new crises? », *in* Ümit Cizre (ed.), **Secular and Islamic Politics in Turkey: The making of the Justice and Development Party**, New York: Routledge, 2008, pp. 80-106.
- Erdoğan, Necmi, « 1970’lerde Sol Popülizm Üzerine Notlar », *in* Murat Gültekingil (ed), **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce:Sol**, vol. 8, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007, pp. 262-275.

- Gandesha, Samir, « The Political Semiosis of Populism », **The Semiotic Review of Books**, vol. 13, no: 3, 2003, [En ligne]. URL: <<http://www.chass.utoronto.ca/epc/srb/srb/vol%2013.3.pdf>>
- Glucksmann, C. Buci, **Gramsci and the State**, London: Lawrence and Wishart, 1980.
- Gramsci, A. et Forgacs, D. (ed.), **The Gramsci Reader: Selected Writings 1916-1935**, New York: New York University Press, 2000.
- Gülalp, Haldun, **Kimlikler Siyaseti**, İstanbul : Metis Yayınları, 2003.
- Hall, Stuart, et al., **Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order**, NY: Palgrave MacMillan, 2002.
- Hall, Stuart, « Le populisme autoritaire: réponse à Jessop *et al.* », in Stuart Hall (ed), **Le populisme autoritaire**, Paris: Editions Amsterdam, pp. 157-173.
- Hall, Stuart, « La grande parade à droite », in Stuart Hall (ed), **Le populisme autoritaire**, Paris: Editions Amsterdam, pp. 31-53.
- Hall, Stuart « Popular-Democratic *versus* Authoritarian Populism », in Alan Hunt (dir), **Marxism and Democracy**, Londres: Lawrence and Wishart, 1980, pp. 157-185.
- Hayward, Jack, « The Populist Challenge to Elitist Democracy in Europe », in J. Hayward (ed.), **Elitism, Populism, and European Politics**, Oxford: Clarendon Press, 1996.
- Ionescu, Ghita et Gellner, Ernest, **Populism: Its meanings and national characteristics**, London: Weidenfeld and Nicolson, 1970.
- İnsel, Ahmet « Cumhuriyet döneminde otoritarizmin sürekliliği », **Birikim**, no: 125-126, İstanbul: Birikim Yayıncılık, 1999, pp. 143 – 166.
- İnsel, Ahmet, « Milliyetçilik ve Kalkınmacılık », in Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: Milliyetçilik**, vol 4, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003.
- İnsel, Ahmet « Forces prétoiriennes et autoritarisme en Turquie », in Olivier Dabène, Vincent Geisser, Gilles Massardier (dir.), **Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires - Convergences Nord-Sud**, Paris : La Découverte (Collection Recherches), 2008, pp. 133 – 153.
- Jamin, Jérôme, **Les limites de la liberté**, [En ligne] <http://www.fucid.be/documentsactivites/jamin.pdf>
- Jessop, Bob, *et al.*, « Le populisme autoritaire. Les deux nations et le thatchérisme », in Stuart Hall (ed.), **Le populisme autoritaire**, Paris: Editions Amsterdam, pp. 101-156.

- Jessop, Bob, « The Transition to Post-Fordism and the Schumpeterian Workfare State », *in* R. Burrows et B.Loader (ed), **Towards a Post-Fordist Welfare State**, London: Routledge, 1994, pp. 19-35.
- Jessop, Bob, **Hegemony, Post-Fordizm ve Küreselleşme Ekseninde Kapitalist Devlet**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2005.
- Jessop, Bob, **Devlet Teorisi, Kapitalist Devleti Yerine Oturtmak**, Ankara: Epos Yayınları, 2008.
- Kasaba, Reşat, « Populism and Democracy in Turkey, 1946 – 1961 », *in* E. Goldberg, R. Kasaba, J.S. Migdal (ed), **Rules and Rights in the Middle East, Democracy, Law, and Society**, London: University of Washington Press, 1993, p. 47-48.
- Kaya, A. Raşit, « Adını Koyalım Tutmayan Hegemonya », **Mülkiyeliler Birliği Dergisi**, vol 21 no: 204, 1997, pp. 28-31.
- Kaya, A.Raşit **İktidar Yumagi: Medya-Sermaye-Devlet**, Ankara: İmge Kitabevi Yayınları, 2009.
- Keyman, E. Fuat et Öniş, Ziya, **Turkish Politics In A Changing World**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2007.
- Laclau, Ernesto, **Politics and Ideology in Marxist Theory: Capitalism, Fascism, Populism**, London: NLB, 1977.
- Laclau, Erneso, **La Raison Populiste**, Paris: Editions du Seuil, 2008.
- Laclau E. et Mouffe, C., **Hegemony and Socialist Strategy**, London: Verso, 2001.
- Laçiner, Ömer, « Sosyalizmin Tarifine Çalışacağız » l'interview publiée in **Birgün**, daté le 14 septembre 2007. [En ligne]. URL : <http://www.birikimdergisi.com/birikim/makale.aspx?mid=316> >.
- Lasch, Christopher, **The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy**, New York: W.W. Norton, 1995.
- Mardin, Şerif, « Türk Siyasetini Açıklayabilecek Bir Anahtar: Merkez-Çevre İlişkileri » *in* Mümtaz'er Türköne, Tuncay Önder (ed.), **Türkiye'de Toplum ve Siyaset**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2006, pp.35-78.
- Marshall, Gordon, « Populism », **A Dictionary of Sociology**, 1998. [En ligne], Consulté le 19 juillet 2009, <<http://www.encyclopedia.com/doc/1O88-populism.html>>.
- Mastropaolo, Alfio, « Politics against Democracy: Party Withdrawal and Populist Breakthrough », *in* D.Albertazzi et D. McDonnell, **Twenty-First Century**

- Populism, The Spectre of Western European Democracy**, New York: Palgrave Macmillan, 2008, pp. 30-48.
- Meidner, Rudolf, « Why did the Swedish Model Fail? », *in* R. Miliband et L. Panitch (ed), **Socialist Register 1993**, London: Merlin Press, 1993, pp. 211-228.
- Méni, Yves; Surel, Yves « The Constitutive Ambiguity of Populism », *in* Y. Mény and Y. Surel (eds), **Democracies and the Populist Challenge**, New York: Palgrave, 2002
- Mert, Nuray, « Muhafazakârlık ve Laiklik », *in* Ahmet Çiğdem (ed.), **Modern Türkiye’de Siyasî Düşünce: Muhafazakârlık**, vol. 5, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003, pp. 314-318.
- Middlemass, Keith, **Power, Competition and the State: The End of the Postwar Era: Britain Since 1974**, vol. 3, London: Macmillan, 1991,
- Murray, Robin, « The Internationalization of Capital and the Nation State », *in* Hugo Radice (ed.), **International Firms and modern Imperialism: Selected Readings**, Middlesex: Penguin Books, 1975, pp. 107-134.
- Nozick, Robert, « Distributive Justice », *in* S. Avineri et A. De-Shalit (ed.), **Communitarianism and Individualism**, Oxford: Oxford University Press, 1992, pp. 137-150.
- Özkazanç, Alev, « Yeni Sağdan Sonra: Yeni Sol, Siyasal İktidar ve Meşruiyet », **Ankara Üniversitesi SBF Gelişme ve Toplum Araştırmaları Merkezi Tartışma Metinleri**, no: 24, Ankara: AÜ Yayınevi, Nisan 2000.
- Özkazanç, Alev, « Türkiye’nin Neo-Liberal Dönüşümü ve Liberal Düşünce », *in* Tanıl Bora (ed), **Modern Türkiye’de Siyasî Düşünce: Liberalizm**, vol 7, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, pp. 634-658.
- Pasquino, Gianfranco, « Populism and Democracy » *in* D. Albertazzi et D. McDonnell, **Twenty-First Century Populism, The Spectre of Western European Democracy**, New York: Palgrave Macmillan, 2008, pp. 15-29.
- Peck, Jamie et Tickell, Adam, « Neo-liberalizing Space », **Antipode**, 34(3), 2002, pp. 380-404.
- Poulantzas, Nicos, **Les classes sociales dans le capitalisme aujourd’hui**, Paris: Éditions du Seuil, 1974
- Prior, Michael, « The Years of Lead », [En ligne]. <<http://www.hegemonics.co.uk/docs/years-of-lead.pdf>>.
- Poulantzas, Nicos, **L’État, le pouvoir, le socialisme**, Vendôme: Presses Universitaires de France, 1978

- Sunar, İlkay, « Demokrat Parti ve Popülizm », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi**, Vol. 8, İstanbul: İletişim Yayınları, 1983, pp. 2076-2086.
- Taggart, Paul, **Popülizm**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004.
- Taggart, Paul, « Populism and Representative Politics in Contemporary Europe », **Journal of Political Ideologies**, vol. 9, no: 3, 2004, pp. 269-288.
- Taguieff, Pierre-André (dir.), **Le Retour du populisme : un défi pour les démocraties européennes**, Paris : Universalis, 2004.
- Taguieff, Pierre-André, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », **Vingtième siècle. Revue d'histoire**, n° 56, 1997, pp. 4-33.
- Toprak, Zafer « Popülizm ve Türkiye'deki Boyutları », p. 12-13. [En ligne]. URL : http://www.obarsiv.com/cts_zaffer_toprak.html.
- Tuğal, Cihan, « AKP İktidarı: Sermayenin Pasif Devrimi », **Birikim**, no : 204, Avri 2006, pp. 26-30.
- Tuğal, Cihan, **Passive Revolution. Absorbing The Islamic Challenge To Capitalism**, California : Stanford University Pres, 2009.
- Tünay, Muharrem, « The Turkish New Right's Attempt at Hegemony », in A. Eralp, M. Tünay, B. Yesilada (ed.), **The Political and Socioeconomic Transformation of Turkey**, Westport: Praeger Publishers, 1993
- Yalman, Galip, « Türkiye'de Devlet ve Burjuvazi », in Neşecan Balkan et Sungur Savran (ed.), **Sürekli Kriz Politikaları, Türkiye'de Sınıf, İdeoloji ve Devlet**, İstanbul: Metis Yayınları, 2004, pp. 44-75.
- Yavuz, M. Hakan, **Islamic Political Identity**, NY: Oxford University Press, 2003
- Yıldırım, Deniz, « AKP ve Neoliberal Popülizm », in İlhan Uzgel et Bülent Duru (ed), **AKP Kitabı: Bir Dönüşümün Bilançosu**, Ankara: Phoenix Yayınevi, 2009.

TEZ ONAY SAYFASI

ADI SOYADI Cemil Yıldızcan
ENSTİTÜ ADI Galatasaray Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü
BÖLÜM Siyaset Bilimi Yüksek Lisans Programı
TEZİN BAŞLIĞI Le « populisme autoritaire » en tant que réponse à la crise de la démocratie représentative et une tentative de lecture du gouvernement de l'AKP en Turquie
TEZ DANIŞMANI Prof. Dr. Ahmet İNSEL
SAVUNMA TARİHİ 15 Aralık 2009

JÜRİ ÜYELERİ

Prof. Dr. Ahmet İNSEL



Prof. Dr. Füsun ÜSTEL



Doç. Dr. Yeşeren ELİÇİN-ARIKAN



ENSTİTÜ MÜDÜRÜ

Prof. Dr. Mehmet BOLAK

